

La fuite imaginaire de la famille el-Assad

REVUE DE PRESSE SYRIE #40

Mardi 31 janvier 2012

La presse occidentale et du Golfe rend compte de durs combats dans les faubourgs de Damas. Cartes à l'appui, elle affirme que les révolutionnaires seraient sur le point de prendre la capitale. L'épouse et les enfants du président el-Assad n'auraient pas réussi à atteindre l'aéroport pour fuir et auraient été contraints de rebrousser chemin. Le sort de la famille du tyran ne tardera pas à ressembler à celui des Kadhafi a commenté Haitham Maleh, un des dirigeants de l'opposition pro-occidentale.

En réalité, les combats ont eu lieu dans des localités éloignées de la capitale, aucun groupe armé important n'étant entré dans les banlieues de Damas. La route de l'aéroport n'a jamais été fermée et les el-Assad n'ont jamais cherché à l'emprunter. Cette fable est juste destinée à ouvrir une campagne visant à utiliser contre son pays l'estime dont jouit Asma el-Assad en Europe, notamment en Italie et en France. Ainsi Haitham Maleh a assuré sur BaradaTV (télévision basée à Londres et financée par la CIA) que la belle jeune femme, une sunnite originaire de Homs, était prisonnière de son tyran alaouite de mari

La Russie a proposé de faciliter à Moscou des discussions informelles entre l'administration el-Assad et les différentes oppositions (souverainiste et pro-occidentale). Le Conseil national de transition a accepté sous réserve de la démission préalable du président el-Assad, ce qui est une manière de refuser puisqu'en cas de démission elle n'aurait plus d'interlocuteur.

- *Le Monde* revient sur la disparition à Beyrouth de Chébil Al-Ayssami, ancienne figure baasiste syrienne, qui s'était rallié en 1968 à Saddam Hussein. Pour sa famille comme pour le quotidien français, il n'y a aucun doute, il a été enlevé au Liban par les services secrets syriens qui ont la mémoire longue.
- *Le Monde* publie également un appel d'artistes syriens « pour délivrer la Syrie et retrouver le droit de vivre et de créer ». L'article comprend plusieurs erreurs factuelles visant à noircir l'administration el-Assad et dénie l'existence de toute activité artistique dans le pays. Surtout, il semble ignorer que les takfiristes qui ambitionnent de prendre le pouvoir sont opposés à toute forme d'art, hormis religieux.
- Ahmad Hijjazi, numéro 2 de l'Armée libre syrienne, révèle dans *Le Temps* (Suisse) son inquiétude que Bachar el-Assad utilise bientôt des armes chimiques contre son propre peuple. Le thème des armes de destruction massive était apparu dans le *Washington Times*, selon lequel la guerre contre l'administration el-Assad permettrait

de terminer le travail entrepris en Irak et retrouver les armes de destruction massive que Saddam Hussein avait caché en Syrie avant l'invasion états-unienne. Ce thème est également présent depuis plusieurs semaines dans la presse israélienne qui s'est inquiétée du manque de masques à gaz en cas d'attaque syrienne. On le trouve aussi dans la dernière livraison de *Jane's Defence Weekly*.

- Olan Micalessin dénonce dans *Il Giornale* la volonté d'Hilary Clinton d'appliquer à la Syrie son plan libyen. Vu le résultat de la première opération, elle serait bien inspirée de se souvenir du dicton latin : l'erreur est humaine, persévérer est diabolique.

- Le *Kleine Zeitung* (Autriche) s'apitoie sur le sort de la pauvre Asma el-Assad, jadis analyste à la City (Deutsche Bank, puis JP Morgan), aujourd'hui prisonnière du « régime ».

- *Il Libero* s'inquiète de ce qui attend le contingent italien de la FINUL en cas de guerre en Syrie. Il deviendrait probablement la cible du Hezbollah libanais.

- *ABC* (Espagne) observe la guerre médiatique. Si pendant une demi-heure les autorités ont interrompu le trafic sur la route de l'aéroport, jamais elle n'a été coupée par des combats. Dans le même quotidien, Florentino Portero observe que la situation n'est pas à proprement parler une guerre civile puisqu'elle implique de nombreux étrangers et attire les jihadistes du monde entier.

- Dans le *Financial Times Europe*, Michael Peel rapporte que les habitants de Damas achètent de l'or pour se prémunir contre la chute de la livre.

- Le néo-conservateur Amir Taheri, dont la réputation d'intoxicateur n'est plus à faire, révèle dans le *New York Post*, que la Russie et l'Iran pourraient accepter la destitution d'el-Assad s'il était remplacé par la vice-présidente Najah al-Attar plutôt que par le vice-président. Rien dans l'article n'étaye cette imputation. Au passage, il invente que la Cour pénale internationale enquête sur cette dame. L'essentiel est d'essayer de semer la zizanie dans le gouvernement syrien en faisant des offres d'emploi.

- The *Saudi Gazette* annonce que le Conseil de coopération du Golfe a demandé aux entrepreneurs de la région de diminuer leurs relations commerciales avec la Russie pour la punir de son arrogance et de se tourner de préférence vers l'Inde et la Chine.

- Gareth Evans, l'ancien ministre australien des Affaires étrangères et actuel président du think tank de Georges Soros, International Crisis Group, se désespère dans *The Australian* de la fin du consensus autour de la « responsabilité de protéger ». Les Etats du BRICS n'ont pas apprécié que l'OTAN y fasse référence pour obtenir l'aval du Conseil de sécurité, puis changer le régime en Libye. Le Brésil a ainsi proposé que ce concept soit amendé en spécifiant que les grandes puissances doivent aussi se montrer responsables pendant qu'elles prétendent protéger les populations civiles. Il n'y aura pas d'accord diplomatique sur la Syrie tant qu'on aura pas rétabli un accord sur ce concept.

Le Monde (France)

En Syrie, les combats s'intensifient entre les forces du régime et la contestation

Un nouveau projet de résolution est en discussion aux Nations unies. Il prévoit une transition politique qui aboutirait au départ du pouvoir de Bachar Al-Assad. Moscou s'y oppose

La guerre civile est en train de gagner les faubourgs de Damas. L'armée syrienne a déployé, dimanche 29 janvier, quelque 2 000 militaires, arrivés à l'aube à bord de convois d'autocars et de véhicules de transport de troupes, en plus d'au moins 50 chars dans la banlieue proche de la capitale. Le but de cette opération sans précédent est de reprendre le contrôle de quartiers tombés aux mains des insurgés, à quelques kilomètres seulement du centre de Damas.

Le régime syrien semble avoir lancé, depuis la semaine dernière, une vaste offensive contre les places fortes de la contestation dans la province de Damas-campagne, mais aussi à Hama et à Homs, où *Le Monde* a pu rendre compte du massacre d'une famille, jeudi 26 janvier, dans le quartier de Nashihine. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), les violences ont causé 80 morts dimanche, dont la moitié sont des civils.

Cette offensive sécuritaire vise à endiguer la montée en puissance des milices rebelles, réunies sous l'appellation d'« Armée syrienne libre » (ASL). Composées de civils armés et de déserteurs de l'armée régulière, ces cellules manquent d'à peu près tout, à commencer par une chaîne de commandement. Néanmoins, avec l'accélération des défections et la multiplication des saisies d'armes, les insurgés gagnent en efficacité. Il y a une dizaine de jours, dans la ville de Zabadani, à l'ouest de Damas, des combattants ont tenu tête pendant cinq jours aux soldats venus les déloger.

La présence des observateurs de la Ligue arabe n'est peut-être pas étrangère à la trêve consentie alors par les autorités syriennes, qui a permis à l'ASL de se retirer en bon ordre de Zabadani. Reste un fait indéniable : la fréquence des attaques contre les loyalistes ne cesse de croître, de même que leurs pertes. Dimanche 29 janvier, 16 militaires ont été tués dans deux attaques distinctes : 10 dans l'explosion d'une bombe au passage de leur convoi à Kansafra (nord-ouest) ; 6 autres tués à Sahnaya, près de Damas, dans une embuscade.

Pour Haytham Al-Manna, un responsable du Comité national de coordination pour le change-



Près de Damas, le 27 janvier, un déserteur brandit le drapeau de l'indépendance. AHMED JADALLAH/REUTERS

ment et la démocratie (CNCD), la plateforme d'opposition rivale du Conseil national syrien (CNS), cette militarisation mène à une impasse. « On voit actuellement la réponse militaire à Zabadani, dit-il. La présence d'hommes armés parmi les manifestants, au lieu de les protéger, ne fait qu'accroître le nombre de victimes. Le régime profite du fait que l'attention est tour-

La fréquence des attaques contre les loyalistes ne cesse de croître, de même que leurs pertes

née sur New York [où une nouvelle résolution sur la Syrie est en cours de négociation à l'ONU] et que les observateurs sont réfugiés dans leur hôtel. Même s'ils ne peuvent pas faire grand-chose, il est urgent qu'ils se redéplacent. Quand ils étaient sur le terrain, il y avait des tirs de snipers, des confrontations isolées, mais pas d'attaques aussi massives. »

La recrudescence de la violence a, en effet, poussé la Ligue arabe à suspendre samedi sa mission d'observation commencée le 26 décem-

bre. Damas a « regretté » cette décision visant à « augmenter les pressions en vue d'une intervention étrangère », alors que des pays européens et arabes ont l'intention de présenter un projet de résolution au Conseil de sécurité de l'ONU cette semaine. Le texte reprend le plan de la Ligue arabe, refusé par Damas, prévoyant un transfert du pouvoir du président Assad au profit de son vice-président, Farouk Al-Chareh, la mise en place d'un gouvernement d'union nationale et l'organisation d'élections libres.

Après des mois de blocage dus aux veto de la Russie surtout, et de la Chine, fermement opposées à toute intervention étrangère en Syrie, c'est une tentative de trouver une solution négociée. « Demander le départ de Bachar Al-Assad comme préalable était une erreur, concède un diplomate européen. Sa démission ne peut qu'être l'aboutissement du processus. » La France a été à la pointe de cette stratégie offensive, qui n'a pas donné de résultats : Alain Juppé, qui avait évoqué en novembre des corridors humanitaires, a reconnu qu'il n'avait aucune idée sur les moyens de les mettre en œuvre.

Encouragés par la France, la Turquie et le Qatar, dont l'émir a appe-

lé à l'envoi de troupes arabes en Syrie pour protéger les civils, le Conseil national syrien (CNS), principale coalition de l'opposition, a lui aussi tout misé sur une internationalisation. En vain. Il faut probablement chercher la raison de ce maximalisme dans le défaut de légitimité de l'opposition en exil, qui répercute les demandes des manifestants plus qu'elle ne les dirige. Le président du CNS, Burhan Ghalioun, est parti à New York afin de tenter de convaincre Moscou de ne pas s'opposer au nouveau projet de résolution.

Les diplomates arabes et occidentaux se perdent en conjectures sur les intentions réelles de Moscou. Le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, avait été le premier à évoquer un règlement de la crise syrienne « à la yéménite », c'est-à-dire par une mise sur la touche en douceur du président. C'est ce que propose le plan de la Ligue arabe. Mais Moscou, qui a condamné la suspension de la mission des observateurs arabes, fait aujourd'hui savoir qu'un appel à des « sanctions » et à un « changement de régime » étaient des lignes rouges. La Russie cherche-t-elle à gagner du temps pour son dernier allié au Proche-Orient ? ■

CHRISTOPHE AYAD
ET BENJAMIN BARTHE

Le Monde (France)

La famille d'un ancien cadre du parti Baas syrien accuse Damas après un mystérieux enlèvement au Liban

Beyrouth

Correspondance

A première vue, l'histoire paraît inouïe. Comment Chébli Al-Ayssami, 86 ans, retiré de la politique depuis vingt ans, a-t-il pu inquiéter Damas au point d'être enlevé lors d'un séjour privé au Liban puis détenu en Syrie ? Son kidnapping, le 24 mai 2011, a été attesté par le chef de la police libanaise. Sa famille ne cesse depuis de réclamer sa libération.

Pour maintenir l'attention sur le sort de leur père, pionnier du parti Baas, passé à la dissidence à la fin des années 1960, ses trois enfants multiplient les démarches. Le 19 janvier, Mazen, l'un des fils, a été reçu au siège des Nations unies, à New York, par l'équipe du secrétaire général Ban Ki-moon, déterminée à soutenir les efforts en cours.

Depuis un mois et demi, les proches de Chébli Al-Ayssami, dont la santé est fragile, sont sans nouvelles de lui. « Nos contacts nous ont alors indiqué qu'il était très affaibli. Depuis qu'il a été transféré en Syrie,

il y a huit mois, notre père a plusieurs fois changé de prison. Nous ne savons pas où il se trouve aujourd'hui », confie Mazen Al-Ayssami, joint à Washington par téléphone.

Plusieurs pistes ont été avancées pour expliquer le kidnapping de celui qui occupa en Syrie, entre 1963 (date de la prise de pouvoir du Baas) et 1966, des fonctions de haut rang – jusqu'au poste de vice-président. L'ancien dirigeant politique, auteur de plusieurs écrits sur le parti, souhaitait publier ses Mémoires. Damas a peut-être craint que cette figure originaire de Soueïda, bastion druze au sud-est de la capitale, « puisse, depuis le Liban, mobiliser les Druzes de Syrie dans la révolution », suggère son fils Mazen. Il n'exclut pas non plus un excès de zèle des services de sécurité syriens.

A Aley, bourgade à majorité druze située à l'est de Beyrouth, Rajaa Charafeddine, la fille de Chébli Al-Ayssami, montre, à quelques centaines de mètres de son domicile, le lieu où l'enlèvement se serait produit. Son père, venu rendre visite à sa famille au Liban,

était sorti se promener, comme à son habitude. Selon une source policière libanaise, « la région a été passée au peigne fin par les forces de l'ordre. L'hypothèse d'un accident ou d'une disparition liée au grand âge de M. Al-Ayssami ne tient pas la route. Il existe des témoins. Nous connaissons le mandataire : l'ambassade syrienne au Liban. » Celle-ci a démenti toute implication.

Invité par M. Al-Assad

Des zones d'ombre entourent l'épisode. Selon Mazen Al-Ayssami, des partis libanais alliés à Damas ont pu participer au rapt. Il s'interroge sur la place accordée par l'enquête aux témoins de la scène. « Les responsables libanais sont sous pression, du fait de la situation chez leur voisin. Si le régime des Assad s'affaiblit, nous obtiendrons sans doute plus de détails d'eux », veut croire ce dentiste éloigné de la politique – contrairement à son frère aîné Bachar engagé à vec l'opposition syrienne.

Leur sœur, Rajaa Charafeddine,

indique que Chébli Al-Ayssami s'était gardé de venir au Liban jusqu'en 2005, date du retrait des troupes syriennes après près de trente ans d'occupation. Il y avait pourtant trouvé refuge en 1966, lors de la purge du parti Baas de ses membres historiques, opérée par Salah Iedid avec l'appui de Hafez Al-Assad.

Deux ans plus tard, il gagne l'Irak où le Baas vient de s'emparer à son tour du pouvoir. Saddam Hussein, bientôt aux affaires, s'engage dans une lutte fratricide avec le régime syrien et héberge volontiers certains de ses opposants. M. Al-Ayssami, vice-président de la formation baasiste irakienne, finit par démissionner en 1992. Il quittera Bagdad lors de l'invasion américaine en 2003, pour l'Égypte puis les États-Unis. Avant sa disparition au printemps 2011, l'homme « se réjouissait pour son petite sa fille. Un an plus tôt, Bachar Al-Assad avait invité Chébli Al-Ayssami à revenir dans son pays. Ce dernier avait décliné l'offre. ■

LA URE STEPHAN

Délivrons la Syrie pour qu'elle retrouve le droit de vivre et de créer !

Collectif

Hala Alabdalla, cinéaste; Beem Ali, comédienne; Ossama Moham med, cinéaste; Ali Ferzat, caricaturiste

La première réaction du régime syrien face à la révolte populaire a consisté à tuer des civils désarmés. Puis il a annoncé des réformes et a tué des milliers d'autres personnes. Malheureusement, le président syrien Bachar Al-Assad ne peut pas réformer les morts et leur redonner vie. Seul un avenir garantissant l'arrêt de la violence peut réformer la vie.

Aujourd'hui, au moment de nous adresser aux Syriens nous le faisons dans le recueillement, afin d'éveiller la liberté. Nous avons tous tenté de résister à travers l'art et la défense de la liberté d'expression, bien que l'époque brise les épaules avant de les revendiquer.

Le destin nous a condamnés à comparaître devant les esclaves des moukhabarat (services secrets syriens), heureux de

trouver là l'occasion d'étaler leurs connaissances en poésie, musique, cinéma et théâtre. Certains d'entre nous, voire tous, avons choisi de courber la tête, de se réfugier dans le silence et de cohabiter avec l'esclavage.

Certains d'entre nous, voire tous, avons entamé une résistance morale qui nous a valu la sympathie de la majorité des Syriens. Cette victoire sur l'isolement a libéré l'imaginaire des artistes, assilés depuis des décennies par des institutions, des ministères et des syndicats corrompus. L'imaginaire sécuritaire a inventé ses administrateurs et ses caïds, qui ont sanctifié la byzance solennelle et lui ont donné l'apparence de la légalité.

La corruption mène à la corruption. La culture devient une insulte, la liberté une maladie psychiatrique. Quant à l'auteur, il est soupçonné de vouloir attenter à l'art du peuple... A présent, c'est ce même peuple que l'on accuse de tuer sans pitié.

La Syrie se noie dans le sang et dans l'espoir. Aujourd'hui, la Syrie dévoile deux imaginaires : le premier s'exprime à travers les manifestations, avec ses solutions artistiques de cinéma, mais aussi avec son bonheur, son ironie, ses

chants, ses danses et la glorification de la beauté de la vie et de la liberté. Mais les institutions publiques forment une ombre menaçante, les écoles deviennent des prisons et les hôpitaux des salles de torture. L'appareil d'Etat, qui a nié la liberté d'expression à travers la censure, s'en prend aujourd'hui au droit à la vie revendiqué par les manifestants et les grévistes.

Liberté d'expression et droit à la vie ne -----
**La culture devient
 une insulte, la liberté
 une maladie
 psychiatrique**

font plus qu'un. Les deux sont punis de mort et passibles de torture. Les institutions culturelles sont perdues toute légitimité à force de se murer dans le mutisme face aux massacres et à la détention de leurs propres enfants.

Les metteurs en scène, les universitaires, les musiciens, les écrivains et hommes de lettres, les manifestants et journalistes sont arrêtés et menacés de mort, battus avec des câbles électriques, puis abandon-

nés dans des cachots... Des individus incarnant la paix et le civisme ont été assassinés sauvagement. Le militant pro-démocratique Ghayath Matar a offert de l'eau et des roses aux militaires, il a été tué. Le chantre des manifestants Ibrahim Qachoucha écrit le chant *La Syrie veut la liberté*, il a été égorgé. Le militant des droits de l'homme Farzat Yabya a l'air à filmé les manifestations, on lui a arraché les yeux. Hamza, un garçon de 13 ans, a été tué et son corps mutilé. Hajjar, une fillette, a été criblée de balles. Des milliers d'autres personnes sont portées disparues.

Aujourd'hui, nous sommes contraints de choisir entre notre humanité et un régime qui a sur les mains le sang des Syriens. Aujourd'hui, nous déclarons être du côté de la liberté et de la créativité. Nous choisissons un peuple qui s'affranchit pour le bien de tous. La liberté exprimée dans la rue a réveillé la nôtre. Nous ne pouvons pas ramener à la vie nos martyrs, mais nous pouvons célébrer leur vie et travailler corps et âmes avec la révolution syrienne, afin de construire une nouvelle patrie où ses enfants ne seront plus assésinés au nom d'impôts nationauxistes.

Le hasard de la naissance a décidé de

notre appartenance religieuse ou ethnique, mais nous sommes avant tout humains et libres... Cette énergie nous porte vers la Syrie de l'avenir. Nous soutenons la construction d'un Etat pluraliste démocratique, un Etat respectant l'égalité des citoyens devant une loi juste. Une Syrie qui ne soit pas accaparée par un seul camp, qui n'avance pas dans une seule direction pour le compte de quelques-uns. Nous souhaitons une Syrie qui célèbre les films d'Omar Amiralay dans une salle portant son nom.

Défendre la vie de tous les Syriens ainsi que leur liberté est un devoir pour chaque être humain. Nous, la Coalition des artistes syriens, annonçons notre engagement en faveur d'une nouvelle légitimité politique à Damas pour libérer la créativité et sa capacité à questionner notre monde, pour préserver l'indépendance de notre pays et obtenir, enfin, un respect des droits de l'homme. ■



Sur Le monde.fr, la liste complète des artistes syriens signataires de cette tribune

Le Figaro (France)

Syrie : forcing à l'ONU pour rallier la Russie

Juppé est à New York pour appuyer une résolution condamnant la répression.

ALAIN BARLUET

DIPLOMATIE Dans l'interminable statu quo diplomatique maintenu par la Russie sur le dossier syrien, une brèche est peut-être en train de s'ouvrir. La prudence s'impose, tant les ouvertures esquissées jusqu'à présent par Moscou se sont révélées illusoire. Alain Juppé avec ses homologues britannique et allemand ont néanmoins décidé de saisir la balle au bond. Ils seront à New York, cet après-midi, pour appuyer le projet de résolution corédigé avec la Ligue arabe et présenté lundi par la Maroc. Objectif : tenter de faire voter, le plus rapidement possible, ce texte qui condamne la répression sanglante en Syrie et propose des négociations politiques pour sortir de la crise.

La violence de la répression a, selon un diplomate, changé de nature, devenant « perverse et déchaînée »

Le Conseil de sécurité entendra d'abord le rapport du secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil al-Arabi, et du premier ministre du Qatar, Hamad Ben Jassem, après le retrait, samedi dernier, des observateurs dont la mission était devenue impossible. Un vote pourrait intervenir en fin de semaine. Son issue reste incer-

taine. Selon une source diplomatique française, dix membres du Conseil de sécurité sur quinze seraient prêts à voter le texte. Mais tous les regards sont tournés vers la Russie, qui, par son possible veto ou son abstention, détient la clé du vote. Le 4 octobre, Moscou avait dit « niet » à un premier projet de résolution. Le 15 décembre, la Russie mettait sur la table un projet, jugé d'emblée très déséquilibré, et qui ne se révéla que poudre aux yeux.

Les pays arabes en pointe

Cette fois, une mince brèche pourrait s'ouvrir sous la pression de plusieurs facteurs. La violence de la répression, d'abord, qui, selon un diplomate a changé de nature, devenant « perverse et déchaînée ». Un déchaînement face auquel rester inerte devient de plus en plus difficile. Confronté, à domicile, aux premiers stigmates de l'instabilité, Moscou a commencé à sentir le vent tourner, espère-t-on dans les capitales occidentales. Autre facteur déterminant, le fait que les pays arabes aient été en pointe dans la mise au point du texte onusien et du plan de sortie de crise. Celui-ci prévoit la fin des violences et le transfert des pouvoirs de Bachar el-Assad à son vice-président avant l'ouverture de négociations avec l'opposition. En se portant aux avant-postes, les Arabes peuvent espérer désamorcer le procès en « interventionnisme occidental » traditionnellement mis en avant par la Russie, la Chine, ou l'Afrique du Sud...

En se rendant à New York, comme il le fit en mars dernier pour arracher le vote



Un activiste portant un masque de Vladimir Poutine proteste contre les massacres de civils syriens devant le siège de l'Onu, à New York, le 24 janvier. CLARY/AFP

permettant l'intervention en Libye, Alain Juppé, lui, n'ignore pas qu'il pourrait réveiller l'hostilité de ceux qui, comme la Russie, ont juré qu'on ne les y reprendrait plus. Mais cette fois, il n'est pas question d'intervention militaire. Côté français, on estime que le Conseil de sécurité a « évolué dans la bonne direction ». Mais l'hypothèque russe n'est pas encore levée. Moscou, refusant toute mise à l'écart d'el-Assad, a jugé « inacceptable » le texte présenté par le Maroc, tout en acceptant de négocier. La marge d'inflexibilité du pouvoir russe reste à apprécier. Prudemment, on confie à Paris que des négociations sont en cours et qu'Alain Juppé, à travers des contacts tous azimuts, a pu

obtenir certaines assurances. Les Américains ont, eux aussi, joué une partition active. Jeffrey Feltman, le sous-secrétaire d'Etat chargé du Proche-Orient, était à Moscou la semaine dernière. Hier, le ministère russe des Affaires étrangères a annoncé avoir reçu une réponse positive de Damas pour entamer des discussions informelles avec l'opposition à Moscou. De son côté, au nom du Conseil national syrien, qui regroupe les principales formations de cette opposition, Burhan Ghalioun, son chef, a exclu toute négociation avant le départ de Bachar el-Assad. La Maison Blanche, de son côté, a estimé que le départ du président syrien était désormais « inévitable ». ■

Sénégal : l'opposition

La Croix (France)

MICHEL KILO Opposant syrien
historique, réfugié aujourd'hui à Paris

La menace s'accroît-elle sur le pouvoir à Damas ?

► Depuis jeudi, l'armée syrienne mène une offensive contre Douma et les localités voisines de la capitale, théâtres d'affrontements avec des soldats déserteurs. Elle est entrée à Rankous, à 40 km au nord de Damas, qu'elle encerclait depuis six jours.

► Par ailleurs, le fondateur de la première unité des militaires dissidents, l'officier Hussein Harmouche, a été tué la semaine dernière par les services de renseignement de l'air, a rapporté la Ligue syrienne des droits de l'homme (LSDH).

► Le ministre français des affaires étrangères Alain Juppé se rend aujourd'hui à New York pour « convaincre le Conseil de sécurité de prendre toutes ses responsabilités face à l'aggravation des crimes contre l'humanité commis par le régime syrien ».

« Des groupes de l'Armée syrienne libre (ASL) et des gens armés sont à Damas et dans les environs. Depuis cinq jours, le régime a lancé l'offensive la plus massive depuis le début de la révolte en mars, pour les éloigner de la capitale, centre du pouvoir. Elle ne se limite pas à cette région.

L'opposition n'a pas les capacités militaires pour menacer directement le régime. C'est ce dernier qui prend l'initiative des attaques. On a vu cette tactique à l'œuvre à plusieurs reprises. Si, cette fois, le pouvoir ne réussit pas, cela modifiera l'équilibre des forces. Car dans cette bataille, il utilise ses troupes les plus fidèles. Non pas l'armée, mais la garde républicaine et particulièrement la quatrième brigade, dirigée par le frère du président, joker utilisé dans les moments difficiles.

Après la décision de la Ligue arabe de donner deux mois au président pour quitter le pouvoir, Bachar Al Assad veut faire un pas décisif. Il veut montrer qu'il a repris les choses en main. Pour lui, la répression est la seule solution applicable. Il concentre ses efforts pour mater la révolte.

C'est une escalade très dangereuse. Mais je crois que le régime va échouer, parce que la résistance est de plus en plus forte partout et qu'il n'a pas les forces nécessaires pour continuer la répression.

Je ne fais pas partie du Conseil national syrien (CNS). Certes, c'est une partie essentielle de l'opposition syrienne, mais celle-ci est beaucoup plus vaste. Des centaines de milliers de personnes se mobilisent. Elles comptent des citoyens respectés qui ont les capacités pour diriger le pays, si le régime devait chuter. La relève ne posera pas de problème.

Il y a en Syrie deux forces majeures, l'ancienne opposition dont je fais partie, et la nouvelle, celle de la rue, organisée par une génération que nous ne connaissons pas. Et qui, depuis un an, combat de façon extraordinaire. »

Adressez
votre question
à La Croix

► par courrier : 18, rue Barbès,
92128 Montrouge Cedex
► par courriel : lecteurs.lacroix@bayard-presse.com

RECUEILLI PAR AGNÈS ROTIVEL

Le Parisien-Aujourd'hui en France

RÉPRESSION

« En Syrie, la terreur commence à changer de camp »

Les violences en Syrie, concentrées jusque-là à Homs (centre) et dans la province de Deraa (sud), s'intensifient désormais aux portes de la capitale, Damas. Au lendemain d'une journée très meurtrière, qui a fait 80 morts — dont une moitié de civils — dans le pays, la pression diplomatique s'accroît contre le régime de Bachar al-Assad. Le plan de la Ligue arabe sera présenté aujourd'hui à New York (Etats-Unis) devant le Conseil de sécurité de l'ONU. Il sera appuyé par Alain Juppé, le ministre français des Affaires étrangères. Décryptage de la situation avec Joseph Bahout, chercheur au Centre d'études et de recherches internationales (Ceri).

Comment expliquer une telle recrudescence des violences en Syrie ?

JOSEPH BAHOUT. La révolution est en train de se militariser. C'est l'une des conséquences de la répression de plus en plus sanglante menée par le régime du président Assad. L'autre raison est politique. Une épée de Damoclès pèse sur le pouvoir syrien. Au moment où l'état se resserre, le régime lâche tout. On est passé de cinq à dix morts par jour en moyenne au début du soulèvement populaire (*en avril 2011*), à en-

viron 50 à 100 victimes en ce moment.

Pour la première fois, des déserteurs et l'armée du régime se sont affrontés près de la capitale.

S'agit-il d'une nouvelle phase de la révolution ?

Oui. L'armée syrienne libre (ASL) est devenue plus efficace et se rapproche des centres nerveux, notamment autour de Damas. Avec les défections de soldats de l'armée régulière, elle dispose désormais de missiles ou encore de blindés. Le rapport de force s'équilibre, et la terreur commence à changer de camp.

Si le plan présenté aujourd'hui à l'ONU est adopté, cela changera quoi ?

Sur le terrain, rien. Mais en termes diplomatiques, les conséquences peuvent être énormes, car ce nouveau plan

a l'avantage de pouvoir régler la question du veto russe. Moscou s'oppose en effet à toute demande de départ d'Assad. Or, dans le plan, c'est un transfert du pouvoir du président Assad à son vice-président qui est prévu. Si les Russes ne votent pas pour une telle résolution, du moins pourraient-ils ne pas y mettre leur veto. Ils se contenteront sans doute de s'abstenir.

Le régime est-il condamné ?

Tel qu'il existe, oui. Mais ça ne veut pas dire qu'il est fini. On s'achemine probablement vers un conflit très long et sanglant, qui éclaboussera jusqu'au Liban ou en Irak. A l'intérieur du pays, les forces sont en train de s'équilibrer. Le conflit peut prendre la tournure d'une longue guerre civile.

PROPOS RECUEILLIS PAR
AVA DJAMSHIDI

Ce soir sur France Info à 19h45
"Le débat politique"

avec **le Parisien** **Aujourd'hui**

france-info.com



Libération (France)

Les Occidentaux espèrent convaincre le Conseil de sécurité de sortir de son silence dû aux menaces de veto russe et faire adopter le projet de résolution du Maroc.

Américains et Européens en force aux Nations unies

Hillary Clinton, la secrétaire d'Etat américaine, sera là en personne. Les ministres des Affaires étrangères britannique, William Hague, et français, Alain Juppé, ont annoncé qu'ils seraient eux aussi présents devant le Conseil de sécurité de l'ONU, aujourd'hui, «pour le convaincre de prendre ses responsabilités» face au pouvoir syrien «qui s'enfonce dans une répression de plus en plus sanglante». «Il est évident que le régime doit passer la main», a insisté le patron du Quai d'Orsay, qui vient appuyer le projet de résolution présenté par le Maroc. Il y a un peu moins d'un an, le 17 mars, Alain Juppé avait joué à New York un rôle clé pour faire adopter la résolution 1973, qui avait permis l'intervention en Libye, que Moscou et Pékin avaient laissé passer en s'abstenant. Cette fois, la situation est différente.

«**Une première étape**». Appuyé par les Occidentaux, le texte marocain reprend le plan de sortie de crise de la Ligue arabe, qui prévoit l'arrêt de la répression, la libération des prisonniers, mais aussi l'instauration d'un dialogue entre le régime et l'opposition avec la mise sur la touche du président Al-Assad, puis la tenue d'élections. Un scénario peu ou prou semblable à celui en cours au Yémen, pour mettre fin aux

trente-trois ans de règne sans partage de Ali Abdallah Saleh. Mais ce projet de résolution sur la Syrie ne prévoit aucune forme d'intervention extérieure – «dont personne ne veut», souligne-t-on dans les chancelleries européennes –, ni de sanctions ciblées pour tant déjà mises en oeuvre par Washington et les Européens, ni même d'embargo sur les armes. «C'est une première étape, un point de départ au soutien du Conseil de sécurité à une résolution de la crise», explique-t-on à Paris. Le projet de texte évoquerait la possibilité pour le Conseil d'adopter «d'autres mesures», si Damas ne s'engage pas dans cette «transition politique».

Même a minima, cette résolution représenterait un tournant. Le Conseil de sécurité était en effet jusqu'ici resté muet sur la tragédie syrienne. Mi-décembre, la haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Navi Pillay, avait dressé devant le Conseil un tableau accablant des «crimes contre l'humanité» commis depuis huit mois par le régime : viols, exécutions sommaires, tortures, assassinats d'enfants, etc. Le représentant de la France à l'ONU, Gérard Araud, n'avait alors pas hésité à accuser la plus haute instance des Nations unies «d'être moralement responsable» de ce qui se passe en Syrie : «Il est scandaleux que le Con-

seil, du fait de l'opposition de certains membres et de l'indifférence d'autres, n'ait pas pu agir pour exercer une pression sur le régime syrien.» Le 4 octobre, la Russie et la Chine avaient bloqué un projet de résolution par leur menace de veto. Puis, le texte proposé par Moscou fin décembre, qui renvoyait les parties dos à dos, fut jugé irrecevable par les Occidentaux.

Soutien sans faille. Cette fois, le pari est jouable. Au sein même du Conseil, la proposition marocaine est soutenue par dix membres sur quinze. Mais il reste l'écueil des veto chinois et surtout russe. Pékin serait de plus en plus hésitant et Moscou ne voudrait pas être le seul à bloquer le texte. Le bras de fer s'annonce rude. Les Russes, qui dénonçaient déjà un texte «inacceptable» la semaine dernière, ont proposé leur médiation entre le régime et l'opposition, critiquant, hier, «un document déséquilibré, laissant la porte ouverte à une ingérence dans les affaires intérieures syriennes». Jusqu'ici, le Kremlin a affiché un soutien sans faille à son vieil allié régional, ultime ancrage de la Russie au Proche-Orient. Il craint aussi que le succès du mouvement démocratique syrien n'encourage ces Russes toujours plus nombreux à dénoncer le régime de Poutine et ses fraudes.

MARC SEMO

Die Welt (Allemagne / Germany)

Es wird eng für Syriens Führung

Kurz vor der UN-Sitzung ist der Aufstand gegen Assad vor die Tore von Damaskus gerückt

■ Gerüchten zufolge wollten Teile der Assad-Familie aus dem Land fliehen

SILKE MÜLHERR

Über den östlichen Vororten von Damaskus steht Rauch. Syriens Präsident Baschar al-Assad hatte Soldaten und Panzer nach al-Ghuta geschickt, um den nur acht Kilometer vom Stadtzentrum entfernten Bezirk wieder unter Kontrolle zu bringen. Die Gegend ist als Nest des Widerstands bekannt, aber der von Deserteuren gegründeten „Freien Syrischen Armee“ (FAS) gelang es nicht, das Gebiet für mehr als 48 Stunden zu halten. Am Morgen hatte die Regierung den Vorort zurückerobert und ihn mit loyalen Einheiten abgeriegelt. Gegen die hochgerüstete Armee des Präsidenten vermögen die Kämpfer nichts auszurichten. Mindestens neun Menschen kamen nach Angaben der Aktivisten ums Leben. Nach wie vor lassen sich die Berichte der Oppositionellen nicht von unabhängiger Seite bestätigen.



Despoten-Ehefrau Asma al-Assad

„Die steigenden Opferzahlen und die eskalierende Gewalt vor den Toren von Damaskus machen einen Bürgerkrieg immer wahrscheinlicher“, sagt Guido Steinberg, Nahostexperte von der Stiftung für Wissenschaft und Politik. Beobachter werten die jüngsten Gewaltausbrüche in der Nähe des Machtzentrums als untrügliches Zeichen dafür, dass das Assad-Regime wankt.

Für Aufregung sorgte am Montag eine Meldung der ägyptischen Tageszeitung „al-Masry al-Yum“, wonach einige Mitglieder der Familie Assad an einem Fluchtversuch gehindert worden

sein sollen. Unbestätigten Gerüchten zufolge soll es sich dabei um Asma al-Assad, die Frau des syrischen Präsidenten, sowie die Mutter, die Söhne und einen Cousin des Präsidenten gehandelt haben.

In jedem Fall dürfte die Nachricht, dass es den desertierten Soldaten von der FSA gelungen ist, in Homs, Hama, Idlib und Deir al-Zur befreite Zonen einzurichten, die syrische Führung in Alarmbereitschaft versetzen. Unterdessen versucht das Regime, Auseinandersetzungen zwischen den verschiedenen ethnischen und konfessionellen Gruppen zu schüren.

Die Herrscherfamilie genießt unter der Minderheit der Alawiten, der sie selbst angehört, nach wie vor großen Rückhalt. Nicht zuletzt auf diesen gestützt, gehen die loyalen Sicherheitskräfte bereits jetzt mit aller Härte gegen die anderen Konfessionen vor.

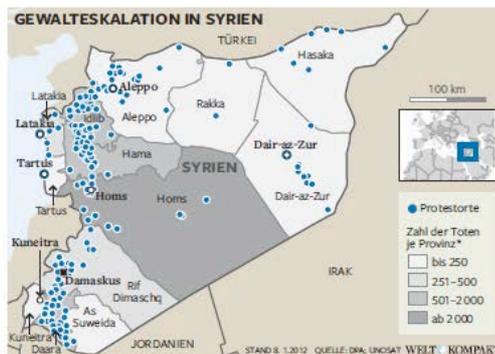
Aus Angst vor weiterer Verfolgung halten sich die christlichen und kurdischen Minderheiten, die jeweils etwa zehn bis 15 Prozent der Bevölkerung ausmachen, weiter zurück bei den Protesten.

Am heutigen Dienstag wird die eskalierende Gewalt in Syrien auch den UN-Sicherheitsrat beschäftigen. Der Generalsekretär der Arabischen Liga, Nabil al-Arabi, spricht vor dem wichtigsten Gremium der Weltgemeinschaft, nachdem die Liga ihre Beobachtermission vor Ort unterbrochen hatte. Die umstrittene Mission war unter Kritik geraten, weil sie sich vom Assad-Regime vorführen ließ und eine weitere Gewalteskalation nicht verhindern konnte. Die meisten Staaten, darunter auch Deutschland, sprechen sich für eine scharfe Resolution gegen die Assad-Regierung aus. Die war bislang an der Blockade der Veto-

Macht Russland gescheitert. Schon mehrfach hatte sich Assad in der Vergangenheit Gesprächsbereit gezeigt – meist war es bei der Bekundung geblieben. Es ist indes nicht damit zu rechnen,

dass der syrische Führer eine unmittelbare Reaktion der internationalen Gemeinschaft befürchten muss.

„Assad profitiert davon, dass Russland ihn stützt“, so Steinberg. Und auch wenn die Mitglieder des UN-Sicherheitsrats über die Verschärfung des Konflikts beraten – politischer Willen, tatsächlich in Syrien einzugreifen, zeichnet sich nicht ab. „Die internationale Gemeinschaft ist im Falle Syriens viel zurückhaltender, weil der Iran, die Hisbollah und nicht zuletzt der Irak hinter Assad stehen“, sagt Steinberg. Weitere Eskalation der Gewalt und eine stetig steigende Zahl der Opfer gelten als wahrscheinlichstes Szenario für die nächsten Wochen.



Die ganze Welt im Angebot by AIRFRANCE

NORDAMERIKA ab 429€ ASIEN ab 499€
AFRIKA ab 559€ SÜDAMERIKA ab 619€

AIRFRANCE KLM DELTA www.airfrance.de

Preisbeispiele für einen Hin- und Rückflug ab Hamburg (Inkl. Verpflegung, Gepäckmitnahme, Steuern, Gebühren und Ticket-Service-Entgelt zzgl. einer Gebühr bei Zahlung mit Kreditkarte). Preisabweichungen möglich ab anderen Abflughäfen sowie bei Buchung im Reisebüro oder unter 0180 5 830 830 (0,14 €/Min. aus dem Festnetz, Mobilfunk max. 0,42 €/Min.). Begrenzte Sitzplatzangebote, nicht umtauschbar oder anstellbar. Buchungszentrum: ab sofort bis 15.02.2012, Reiseantritt: 01.04. bis 30.06.2012, außer Nordamerika: ab sofort bis 26.05.2012 (ausgenommen 30.03. bis 08.04.). Weitere Bedingungen und Informationen auf www.airfrance.de. Stand 13.01.2012

Bürgerkrieg in Syrien

Der Aufstand der Rebellen hat die Vororte von Damaskus erreicht. Augenzeugen berichten aus der syrischen Hauptstadt



Handgreiflich: Demonstranten attackieren in Sakba einen syrischen Offizier nach der Beerdigung eines getöteten Deserteurs am vergangenen Freitag. Fotos: Tomas Muniz/WIT/Rodux/afp

Vorstädte belagert

DAMASKUS Die Armee kämpft gegen Rebellen

HARASTA afp | Kontrollposten alle 300 Meter, aufeinandergeschichtete Sandsäcke, Schüsse und das Rasseln von Panzern: Die weniger als 15 Kilometer nördlich von Damaskus gelegenen Vorstädte Harasta, Duma und Sakba befinden sich im Belagerungszustand. Wir bitten um Verständnis, aber diese Straße und alle anderen Zugänge nach Duma sind derzeit und bis auf Weiteres gesperrt, sagt ein Soldat am Eingang von Harasta. Weitere Erklärungen gibt es nicht.

Am vorletzten Samstag hatten bewaffnete Gegner von Präsident Baschar al-Assad kurzzeitig die Kontrolle über die 100.000-Einwohner-Stadt Duma übernommen. Nach heftigen Gefechten mit den Sicherheitskräften rückten sie wieder ab. Am Donnerstag startete die Armee eine Offensive gegen Duma und die Nachbarorte. Dort wächst die Zahl der desertierten Soldaten, die gegen das Militär kämpfen.

Ich habe mich gewundert, als ich vergangene Woche in der Gegend von Ain Terma auf einen Checkpoint der Freien Syrischen Armee gestoßen bin. Die regelte dort den Verkehr, sagt Rami, ein Architekt aus der Hauptstadt. Die Regierung sei dort teilweise nicht mehr Herr der Lage.



Fünf Stimmen aus dem Krieg

AUGENZEUGEN Die Lage in Damaskus ist unübersichtlich. Menschen aus der syrischen Hauptstadt erzählen von ihrer Sicht, von Hoffnungen und Ängsten

„Es gibt immer wieder Schießereien“

Ein westlicher Diplomat berichtet der taz am Montagmorgen: „In den Vororten von Damaskus hat es heftige Kämpfe gegeben, besonders in Harasta und Duma. Es schien am Wochenende, als sei der Kreis der Vororte rings um die Hauptstadt von der Armee der Deserteerten, der Free Syrian Army, eingenommen worden, dann startete die Regierungarmee aber eine Offensive. Die Free Syrian Army kämpft seit Neuestem auch mit Panzerfausten, wie man auf mehreren Videos im Internet sehen konnte.“

Panzer stehen in Damaskus noch nicht, aber es herrschen hohe Sicherheitsvorkehrungen. Trotzdem gibt es immer wieder Schießereien. Auch aus den feinen Bezirken und nahe der französischen Botschaft, wo extreme Sicherheitsvorkehrungen herrschen, habe ich von Gewalt gehört. Meist beginnt es am frühen Abend und geht bis in die Nacht hinein, in den letzten Tagen kam es allerdings auch tagsüber vermehrt zu Gefechten.

Internet und Funktelefone werden in Syrien mehrfach am Tag abgestellt, ebenso gibt es oft über Stunden keine Elektrizität. Da Heizöl sehr teuer geworden ist, können viele Familien nicht heizen. Grundnahrungsmittel scheint es allerdings noch in ausreichenden Mengen zu geben.“

„Christen haben Angst vor einem Bürgerkrieg“

Eine weitere diplomatische Quelle berichtet von der Lage der Christen, die offiziell zum Großteil weiter hinter dem Präsidenten stehen: „Unter der Hand hat ein hoher Kleriker unlängst von konkreten Drohungen durch das Regime gesprochen. Sollten die Christen die Seiten wechseln, so könnten durchaus auch Kirchen brennen, wurde gewarnt. Die große Angst vor einem Bürgerkrieg ist besonders unter den

Christen verbreitet, da sie als Minderheit stets vom Regime geschützt wurden und offiziell weiter hinter ihm stehen. Sie haben Angst, dass religiöse Säuberungskommandos sie im irakischen Stil vertreiben könnten.“

„Syrien leidet unter einer Verschwörungskampagne“

Mohr, 23, ist Wirtschaftstudent und Jungunternehmer in Damaskus. Er bereitet sich auf seine Examen in zwei Wochen vor. „Ich habe gerade mit meinen Freunden eine Eventmarketingfirma gegründet. Wir produzieren Hip-Hop, veranstalten Konzerte, Hochzeiten und Breakdance-Meisterschaften und hoffen, bald die Lizenz für eine eigene Radiostation zu erhalten.“

Syrien leidet unter einer internationalen Verschwörungskampagne, die ausländischen Medien sind stark, aber sie beeinflussen das Leben in Syrien nicht.“

Als ich Teenager war, wurde Baschar Präsident, und alles wurde besser. Mein Vater konnte einen Kredit aufnehmen, sich selbstständig machen. Ich bekam ein Handy, habe jetzt einen Apple-Laptop, überall Internet. Heute kann ich die Musik machen, die ich will, ich kann tanzen, Geld verdienen. Früher war Breakdance verboten und galt als ‚Teufelsanbeter‘. Letztes Jahr veranstalteten wir die erste syrische Meisterschaft mit Unterstützung des deutschen Goethe-Instituts. Ich hoffe, das dieses Gerüde vom Terrorismus aufhört und alles normal weitergeht.“

„Am Sonntag dachte ich, Damaskus wird befreit“

Asisa, 28, kommt aus Daraa, lebt allein und zurückgezogen in Damaskus. Seit April war ich kaum noch auf der Straße, aus Angst, dass ein Agent mich beim Sprechen mit Verdächtigen sehen könnte. Jeder ist verdächtig. Und auch wer unverdächtig ist und zur falschen Zeit am falschen

Ort, kann wie so viele einfach verschwinden. In den Unis werden Leute sogar aus Hörsälen geholt, manchmal Aktivisten, manchmal aber auch Leute, die noch nie was gemacht haben. Zunächst glaube ich an eine Verschwörung, floh dann aber den Sommer über zu Bekannten in den Libanon.“

Als ich wieder zu meinen Eltern nach Daraa ging, hörte ich das erste Mal Panzererschüsse in die Häuser der Nachbarn. Sah, dass sie echt sind und von der eigenen Armee abgefeuert wurden. Mittlerweile informiere ich mich ständig im Internet über sichere Proxy-Server und dachte am Sonntagabend, dass Damaskus befreit wird. Ich wurde ganz euphorisch.

Dass sich mein Leben einmal so um 180 Grad drehen würde wie in diesem Jahr, hätte ich nie gedacht. Ich bin immer davon ausgegangen, dass alle arabischen Herrscher fallen könnten, nicht aber unser Präsident. Nie habe ich den Syrern so viel Mut zugeutraut, aber ich bin stolz auf

mein Volk und will jetzt auch wieder rausgehen und schauen, ob es Frauen und Kinder gibt, denen ich helfen kann. Jetzt scheint die Regierungarmee aber wieder das Land zu gewinnen, also bleibe ich noch zu Hause.“

„Das Regime muss offen angegriffen werden“

Die Aktivisten Amer aus Dail und Seif aus Danaa, zwei Orten südlich von Damaskus, berichten: „Wir werden die friedlichen Demonstrationen fortsetzen, Seite an Seite mit der Freien Syrischen Armee. Denn sie beschützt die Proteste der Zivilisten. Wir werden also zweigleisig arbeiten und uns wie in den letzten elf Monaten auf unsere eigene Stärke verlassen. Der Arabischen Liga können wir nicht mehr trauen. Wir können auch nicht warten, dass die internationale Staaten-

gemeinschaft aktiv wird. Unsere Strategie wird das Regime schwächen, indem sie die Wirtschaft beeinträchtigt und mehr Soldaten dazu bewegt zu desertieren.“

Außerdem müssen wir unseren Kampf zur letzten Hochburg des Regimes verlegen: nach Damaskus. Wir dürfen uns nicht nur selbst verteidigen, wenn die Regierungstruppen in unsere Städte eindringen und die Demonstrationen auflösen. Das Regime muss mit riesigen Protesten offensiv angegriffen werden. Diese Aktionen werden zum Sturz des Regimes führen.“

PROTOKOLLE: SEIF AL-SHISHAKU
Alle im Text verwendeten Namen sind Pseudonyme



Zwei Soldaten der Regierungarmee auf Patrouille in einem Vorort von Damaskus

Die Freie Syrische Armee wurde von einem desertierten Oberst gegründet, der sich in die Türkei absetzte. Sie gibt die Zahl ihrer zu einem großen Teil aus abtrünnigen Soldaten bestehenden Kämpfer mit 40.000 an.

Straße um Straße verstärken die Regierungstreuen Soldaten ihre Positionen, nehmen Stellung hinter den Sandackmuren oder richten Kontrollpunkte ein, um bewaffneten Kämpfern oder gesuchten Verdächtigen auf die Spur zu kommen.

An einem zehntstöckigen öffentlichen Gebäude oberhalb der Autobahn sind Einschusslöcher und Schäden zu sehen, die von Maschinengewehren und Granaten stammen. Reklametafeln verkünden: „Ich bin für das Gesetz“ und „Das syrische Volk ist ein einiges Volk. Möge Gott es schützen!“

Beidseits der Autobahn finden sich oft Felder und Obstgärten – von Deserteuren als Unterschlupf genutzt. „Am Tag verstecken sie sich, in der Nacht greifen sie an“, sagt ein Bewohner von Harasta. Dann ist in der Ferne Geschützfeuer zu hören – eine weitere Runde der Kämpfe hat begonnen.

Doch nun sind in dem Gebiet hunderte schwer bewaffnete Soldaten stationiert, die einen Vorstoß der Freien Syrischen Armee auf die Hauptstadt im Keim ertöckeln sollen. In den weiter südlich gelegenen Vororten Dscharamna und Mleha unterliegen sämtliche in den Norden führende Straßen einer strikten Kontrolle der Regimekräfte.

Tagesspiegel (Allemagne / Germany)

Der Aufstand erreicht Damaskus

Regime bekommt Vorstädte nicht unter Kontrolle / Flucht der Familie vereitelt?

VON MARTIN GEHLEN, KAIRO

Endzeit in Damaskus. Die heftigen Kämpfe zwischen Armee und Aufständischen toben inzwischen wenige Kilometer vom Zentrum der syrischen Hauptstadt entfernt. Und offenbar ist das bedrängte Regime nun erstmals bereit, Gespräche mit der Opposition aufzunehmen – das meldeten diplomatische Kreise aus Moskau. Zugleich setzen sich immer mehr Regimetreue ab. Ägyptische Berichten zufolge versuchte auch Präsident Baschar al Assads Ehefrau Asma am Sonntag zusammen mit ihren Kindern, der Mutter Assads und einem Cousin des Präsidenten, aus dem Land zu fliehen, was nach ägyptischen Berichten durch abtrünnige Soldaten vereitelt wurde.

Den Geheimdienstlern gelang es angeblich, die Zubringerstraße zum Flughafen noch einige Zeit zu blockieren. Loyale Einheiten hätten dann ohne Erfolg versucht, ihren übergelaufenen Anführer, Geheimdienstgeneral Mahmoud Halouf, festzunehmen. Aus Vergeltung seien später 17 Verwandte des hochrangigen Deserteurs getötet worden, hieß es.

Gleichzeitig versuchten loyale Einheiten des Regimes am Montag mit aller Gewalt, die östlichen Vorstädte von Damaskus wieder in ihre Hand zu bekommen. Die Wohnviertel wurden mit Artillerie beschossen, Panzer rollten durch die Straßen. Regimekommandos suchten bei Razzien nach Angehörigen der „Freien Syrischen Armee“. Strom und Wasser sind ab-

gestellt, an allen Kreuzungen sind Straßensperren und Sandsackbarrieren errichtet. Verängstigte Familien versuchten verzweifelt, sich mit ein paar Habseligkeiten im nahen Zentrum der Hauptstadt in Sicherheit zu bringen. „Seit Samstag gibt es hier ununterbrochen Beschuss, es ist schrecklich – ein richtiger Krieg“, berichtete ein Augenzeuge am Telefon.



Frau und Kinder von Assad traten zuletzt vor drei Wochen öffentlich auf

Die „Syrische Liga für Menschenrechte“ erklärte, das Regime habe einen prominenten Mitbegründer der auf 40 000 Mann angewachsenen „Freien Syrischen Armee“ exekutiert. Hussein Har-musch war Anfang September aus einem türkischen Flüchtlingslager verschwunden und zwei Wochen später im syrischen Staatsfernsehen vorgeführt worden. Der UN-Weltsicherheitsrat will sich am Dienstag mit Syrien befassen.

Baschar al Assads Familie war zuletzt vor drei Wochen, am 11. Januar, öffentlich gesehen worden. Damals erschien der syrische Präsident überraschend auf

dem Omajjaden-Platz im Stadtzentrum und versicherte vor Tausenden jubelnder Regime-Anhänger, man werde alle Verschwörungen gegen Syrien „ohne jeden Zweifel“ niederringen. Mit in der Menge stand lächelnd mit schwarzer Wollmütze seine Frau Asma mit zwei der drei Kinder des Präsidentenpaares. Aufgewachsen ist die 36-jährige Tochter einer Diplomatin und eines Herzchirurgen in London, studierte Informatik und französische Literatur am „King's College“ und arbeitete danach als Bankerin, unter anderem in Paris und New York. Den zehn Jahre älteren Baschar al Assad traf sie zum ersten Mal 1999 in London. Ein Jahr später heiratete das Paar, kurz nach der Machtübernahme Assads in Damaskus.

Russland hat Vertreter des syrischen Regimes und der Opposition zu Gesprächen nach Moskau eingeladen. Die Machthaber in Damaskus hätten einem informellen Treffen bereits zugestimmt, teilte das russische Außenministerium mit. „Wir setzen darauf, dass auch die Opposition in den nächsten Tagen ihr Einverständnis gibt.“ Der Präsident des Syrischen Nationalrats, Burhan Ghaliun, erteilte dem Vorschlag eine Absage: Man verhandle nicht vor Assads Rücktritt. In der Vergangenheit hatte Russland bereits getrennte Gespräche mit beiden Seiten geführt. Moskau lehnt allerdings im Welt-sicherheitsrat Sanktionen oder Gewalt gegen Syrien kategorisch ab. Syrien ist seit langem ein enger Verbündeter und treuer Waffenkunde Russlands. *mit dpa*

Tagesspiegel (Allemagne / Germany)

Solidarisch mit Diktatoren

Russland will in Syrien vermitteln, aber an einem Sturz Assads hat Putin kein Interesse

VON ELKE WINDISCH

Die neue UN-Resolution zu Syrien ist Makulatur: Russland als Ständiges Mitglied des Sicherheitsrates machte von seinem Veto-Recht Gebrauch und legte sich quer. Der von europäischen und arabischen Staaten eingebrachte Entwurf – er sieht wirtschaftliche Sanktionen und ein Waffenembargo vor – gehe über jene „rote Linie“ hinaus, die Russland nicht überschreiten werde, sagte UN-Botschafter Witali Tschurkin. Und er würde auch Moskau als ehrlichen Makler diskreditieren. Denn Russland will im Konflikt zwischen Macht und Opposition vermitteln.

Moskau übt schon des Öfteren Solidarität mit Diktaturen und international isolierten Regimen.

Und lieferte dem Westen damit eine Steilvorlage für Kritik an Russlands eigenen Demokratiedefiziten, vor allem während des „Arabischen Frühlings“. Westliche Beobachter vermuteten, die russische Führung habe Angst vor ähnlichen Entwicklungen und sehen sich durch die anhaltenden Massenproteste bestätigt.

Es ist derzeit jedoch entschieden zu früh, Parallelen zu den arabischen Aufständen zu ziehen. Noch ist es eine Minderheit, die gegen das Putin-Regime aufbegehrt: Junge Besserverdiener in den Großstädten. Industriearbeiter in den Staatsbetrieben in der Provinz und Angestellte im öffentlichen Sektor kontern bereits mit Gegendemos.

An einem schnellen Machtwechsel sind nicht einmal die Führer von Russlands außerparlamentarischer Opposition interessiert. Die

schwache Zivilgesellschaft ist derzeit nicht in der Lage, politische Verantwortung zu übernehmen.

Bei aller berechtigten Kritik an Putin: Gewalt wollen weder er noch seine Gegner. Beide Seiten haben sich die Tür zu Verhandlungen ausdrücklich offen gelassen. Sollte Russland erfolgreich zwischen Diktator Baschar al Assad und dessen Gegnern vermitteln, wachsen auch die Chancen auf eine Einigung in Russland. Wer in der Lage ist, erfolgreich zu vermitteln, kann auch mit den eigenen Gegnern Kompromisse schließen.

Einfach dürfte es für die Vermittler allerdings nicht werden. Die Fronten in Syrien sind verhärtet. Doch Russlands Diplomaten sind allein schon deshalb zum Erfolg verdammt, um Putin bei den Präsidentschaftswahlen im März die absolute Mehrheit im ersten Wahlgang

zu sichern und die Stichwahl zu ersparen. Noch fehlen ihm dazu zwölf Prozentpunkte. Ein Malus, das er nur mit außenpolitischen Erfolgen kompensieren kann: Für einen Kandidaten, der für Fälschungen bei den Parlamentswahlen in den Senkel gestellt wird, ist Innenpolitik vermintes Gelände. Auch, wenn er Gutes und Richtiges sagt.

An einem Kompromiss, der den Machtwechsel in Damaskus zumindest verzögert, im (wenig wahrscheinlichen) Idealfall sogar verhindert, ist Russland auch interessiert, weil es strategische Interessen hat. Moskaus Kriegsmarine nutzt syrische Häfen als Stützpunkte für die Versorgung mit Treibstoff bei Operationen im Mittelmeer. Und Assad ist bei russischen Rüstungskonzernen ein ähnlich guter Kunde wie das Mullah-Regime in Teheran.

Kleine Zeitung (Autriche / Austria)



Rebellen hindern Assads Frau an der Flucht

Asma, die Ehefrau des syrischen Staatschefs Bashar al-Assad, wollte offenbar mit den Kindern das Land verlassen. Ihr Konvoi wurde von Oppositionellen gestoppt. Indes toben in den Vororten der Hauptstadt heftige Kämpfe.

Der Aufstand gegen das Regime von Präsident Bashar al-Assad erfasst nun auch die Hauptstadt. Aus den Vororten stiegen die Rauchsäulen von Explosionen auf, heftige Schusswechsel zwischen Rebellen und Regierungstruppen waren zu hören. Die Gefechte waren nur noch acht Kilometer vom Zentrum der syrischen Metropole entfernt.

Die Straße zum internationalen Flughafen von Damaskus war vorübergehend blockiert. Mitglieder des Geheimdienstes hatten Assad die Gefolgschaft angekündigt und waren zur Opposition übergelaufen – just in dem Moment, in dem sich eine Fahr-

zeugkolonne mit höchster Sicherheitsstufe, begleitet von schwer bewaffneten Leibwächtern, dem Flughafen näherte. In den Fahrzeugen: Asma al-Assad, die Frau des Präsidenten, sowie die drei Kinder Hafiz (10), Zein (8) und Karim (7). Auch Assads Mutter und andere Verwandte befanden sich laut Angaben der oppositionellen „Freien Syrischen Armee“ in dem Konvoi. Offenbar wollte sich die Familie des Präsidenten in aller Heimlichkeit ins Ausland ausfliegen lassen. Aufständische unter dem Kommando eines hochrangigen, zu den Aufständischen übergelaufenen Offiziers stellten sich

ihnen in den Weg. Es kam zu einem Schusswechsel, dem Begleitschutz gelang es aber, den Konvoi unbeschadet zum Präsidentenpalast zurückzubringen. Die gescheiterte Flucht zeigt auf, wie bedrohlich sich die Schlinge um Assad bereits zugezogen hat.

Panzer in den Vororten

Die aus Deserteuren gegründete „Freie Syrische Armee“ hatte nach eigenen Angaben am Sonntag einzelne Randbezirke von Damaskus unter ihre Kontrolle gebracht. Sie musste sich aber wieder zurückziehen, nachdem das Regime loyale Truppen in die Vororte entsandte. Diese gingen

mit Panzern gegen die Stellungen der Rebellen vor. Augenzeugen berichteten, nach der Rückeroberung seien Soldaten von Haus zu Haus gegangen und hätten Zivilisten festgenommen.

Aus dem ganzen Land werden Gewalttaten gemeldet, die Lage ist aber weiterhin unübersichtlich. Einer der prominentesten militärischen Führer der Aufständischen dürfte tot sein. Hussein Harmush, Gründer einer Einheit aus Deserteuren der syrischen Armee, die unter dem Namen „Brigade der freien Offiziere“ gegen das Regime kämpft, soll von Agenten des Geheimdienstes ermordet worden sein.



ASMA AL-ASSAD

Die Bankerin an der Seite des Tyrannen

Schon vor Monaten hatte das Gerücht die Runde gemacht, die syrische „First Lady“ hätte sich und ihre Kinder in Sicherheit gebracht – nach London, ihrer Heimatstadt. Diesmal dürfte sie es tatsächlich versucht haben – und musste umkehren.

Asma al-Assad kam 1975 in London zur Welt, wo ihr Vater als Herzspezialist arbeitete. Die Familie stammt aus der syrischen Stadt Homs. Asma studierte Informatik und machte ein Diplom in französischer Literatur. Nach der Universität begann sie eine Karriere in der Londoner Finanzwelt, zuerst als Hedgefonds-Analystin bei der Deutschen Bank. 1998 wechselte sie zu J.P. Morgan und war für Fusionen und Übernahmen zuständig.

Über die Umstände, unter denen sie ihren späteren Ehemann Bashar al-Assad traf, ist wenig bekannt. Angeblich kannte sie ihn bereits seit seinem Studienaufenthalt in London in den frühen 90er-Jahren, nach anderen Quellen soll sie ihn während eines Urlaubs in Syrien kennengelernt haben. Im November 2000, kurz nach Bashars Regierungsantritt, übersiedelte sie nach Syrien, nur einen Monat später fand die für Außenstehende überraschende Hochzeit statt. Das Paar hat drei Kinder.

Am Abend berichtete der Generalsekretär der Arabischen Liga, Nabil Elaraby, dem UN-Sicherheitsrat in New York über den Konflikt in Syrien. Die Arabische Liga schlägt nach dem Ende ihrer umstrittenen Beobachtermission vor, dass sich Assad „friedlich“ von der Macht zurückzieht und damit den Weg für Verhandlungen ebnet.

Russland will vermitteln

Die meisten Mitglieder des Sicherheitsrates sprechen sich für eine scharfe Resolution gegen das Assad-Regime aus, die Veto-Macht Russland blockiert das aber. Moskau versucht sich als

Vermittler. Die Regierung in Damaskus sei zu informellen Gesprächen mit Vertretern der Opposition bereit, verlautete gestern aus dem russischen Außenministerium. Ein entsprechender Vorschlag Russlands sei von Syrien positiv beantwortet worden. Nun erwarte man, dass auch die Opposition zustimme.

Der Präsident des Oppositionsbündnisses „Syrischer Nationalrat“, Burhan Ghalioun, wies das Ansinnen aber umgehend zurück. Bevor man sich auf Gespräche einlasse, müsse Präsident Assad zurücktreten. Russlands Versuche, Assad an der Macht zu halten, seien „unrealistisch“.



Wuchs in London auf: Syriens „First Lady“ Asma al-Assad

AP (2)

Editorial

Syrie: au bout de l'impasse, la guerre

.....
Par Angélique Mounier-Kuhn

La Syrie est dans l'impasse; la traduction anglaise du terme rend encore plus crûment compte de la situation: *dead end*. Dix mois après le début de l'insurrection populaire à Deraa, le 15 mars 2011, le constat s'impose dans toute son inexorabilité. Le pays de Bachar el-Assad a déjà commencé à basculer dans la guerre, et les habitants de Damas tremblent à mesure que les canonnades se rapprochent de la capitale.

Sur le papier, deux options continuent d'exister, susceptibles de constituer une ébauche, même très incertaine, de règlement. Mais pas plus l'une que l'autre n'apparaissent viables dans un futur palpable. La première, la voie d'une résolution du Conseil de sécurité, qui doit dès ce mardi se pencher sur le plan de sortie de crise promu par le Maroc au nom de la Ligue

arabe, est barrée par la certitude d'un nouveau nœud russe. Ce texte, qui s'inspire de la transition amorcée au Yémen, préconise un transfert des pouvoirs de Bachar el-Assad au vice-président, Farouk al-Chareh, avant la mise sur pied d'un gouvernement d'union nationale puis l'organisation d'élections. Il sera défendu devant le Conseil de sécurité par le secrétaire général de la Ligue arabe en personne. Paris, Londres, Berlin (membre non permanent) et, probablement Washington ont beau vouloir peser de tout leur poids en dépêchant leurs ministres des Affaires étrangères à New York, Moscou a réitéré hier son opposition à ce texte «inacceptable».

Soucieuse de ménager son précieux partenaire géostratégique syrien, mais acculée par le pourrissement de la situation, la Russie a esquissé lundi ce qui pourrait constituer une piste alternative de solution, en of-

frant d'abriter des discussions «informelles» entre Damas et l'opposition au régime alaouite. Si les autorités syriennes sont prêtes à entamer le dialogue, d'après Moscou, les différentes fédérations de l'opposition ont opposé une fin de non-recevoir à tout pourparler qui ne serait pas précédé de la démission de Bachar el-Assad.

Aujourd'hui comme hier, aucun déploiement d'énergie sur la scène diplomatique mondiale ne semble en mesure de stopper l'engrenage infernal. C'est donc très probablement entre Syriens, et Syriens seuls, que devront se régler les querelles. Le caractère irrécyclable des positions laisse augurer du pire: un combat à mort entre des forces loyalistes dénuées de scrupules et l'insurrection armée chaque jour plus robuste et déterminée, jusqu'à ce que le plus fort finisse par l'emporter.

► Page 3

Le Temps (Suisse / Switzerland)

«Nous sommes 40 000 en tout»

> Interview du numéro 2 de l'Armée syrienne libre

Créée en août 2011, l'Armée syrienne libre obéit aux ordres d'un ancien colonel, Riad Asad, réfugié en Turquie, près de la frontière syrienne. Elle ne comptait qu'une centaine d'hommes au début. Contacté en octobre par *Le Temps*, le colonel Asad préconisait une tactique défensive: «Nous ne nous déployons que pour protéger les manifestants.» Depuis, le pays s'est embrasé et la stratégie de l'ASL a changé. Elle a fait la preuve de sa force de frappe et est, désormais, l'un des moteurs de la contestation. Si l'ASL s'est illustrée sur le champ de bataille, elle mène aussi la lutte dans les médias. Contacté par téléphone par *Le Temps*, en Turquie, le numéro deux de cette formation, Ahmad Hijazi, explique les derniers développements sur le terrain.

Le Temps: Combien d'hommes se battent à vos côtés?

Ahmad Hijazi: Ma katiba, un bataillon, comprend près de 12 000 hommes, c'est le plus grand, mais tous les hommes ne se battent pas en même temps. Tous les bataillons tirent leur nom du Coran, le mien s'appelle Abou Kotaiba, un compagnon du Prophète. Il y a eu tant de désertions ces derniers jours que je ne peux pas dire combien d'hommes nous avons. Le nombre augmente sans cesse, rien que depuis jeudi nous avons gagné 1 000 recrues. Nous sommes des dizaines de milliers. En tout 40 000, ou plus.

– Quelles opérations menez-vous?

– Beaucoup des attaques que nous menons sont directement liées aux défections. Sur la demande de militaires qui cherchent à quitter l'armée régulière, nous organisons une embusca de pour les aider à s'échapper. Autre cas de figure, les forces de Bachar el-Assad attaquent une zone où les gradés soupçonnent

la présence de déserteurs, et nous répliquons. Les forces de sécurité sont sur les dents. Ces derniers jours pour stopper l'hémorragie, elles ont engagé de gros moyens, on sent la pression, les combats à venir seront extrêmement violents. Plus que tout, nous redoutons qu'elles utilisent des armes chimiques contre une population civile soupçonnée d'héberger des déserteurs.

– Collaborez-vous avec le Conseil national syrien (CNS)?

– L'ASL est chapeautée par un conseil militaire. Un conseil des opérations militaires planifie toutes les actions. Nous sommes très bien organisés, mais nous avons besoin d'aide et d'armes bien sûr. En matière de soutien, le CNS n'a pas tenu ses promesses. De l'ONU, nous espérons une résolution, elle contribuera à discréditer encore plus le régime et motivera des militaires à nous rejoindre.

Propos recueillis par B. M.

La Tribune de Genève (Suisse / Switzerland)

Le régime de Bachar el-Assad sur le fil du rasoir

«Moi ou le chaos!» Après le départ des observateurs arabes, Bachar el-Assad a intensifié la répression. La peur s'installe, y compris chez les Alaouites qui trouvent refuge sur la côte

L'essentiel

- **Tension** La rumeur d'une tentative de fuite de proches d'el-Assad est-elle révélatrice de la fébrilité du régime? Le sort du président semble scellé. Mais difficile de dire combien de temps la funeste partie peut se prolonger.
- **Blocage** Le Conseil de sécurité de l'ONU doit se prononcer aujourd'hui sur une résolution réclamant un transfert de pouvoir. Le «niet» russe est déjà annoncé.
- **Division** L'opposition est soumise à d'incessantes fractures. Ce qui fait aussi le jeu du pouvoir.

Olivier Bot

La répression s'intensifie en Syrie et se poursuit hier encore dans les faubourgs de Damas. Aux 80 morts de dimanche s'ajoutaient 27 nouvelles victimes d'une armée toujours aux ordres du président Bachar el-Assad. Le départ annoncé des observateurs de la Ligue arabe a donné le signal d'une montée d'un cran dans l'horreur et les moyens militaires lourds déployés. Le Conseil national syrien, l'opposition au régime, craignait ainsi la liquidation de centaines de jeunes, rassemblés hier sur une place à Rankous, à 40 km au nord de la capitale.

Si des défections ont grossi les rangs d'une armée syrienne libre capable désormais de tenir quelques heures des localités au nord de la capitale, à quelques kilomètres du palais présidentiel, l'essentiel de l'appareil étatique alaouite tient encore. «Moi ou le chaos! Bachar fait ce que son père Hafez a fait avant lui face aux insurgés islamistes d'Hama en 1982 (20 000 morts): mener des opérations punitives d'ampleur contre ses opposants et jouer sur la peur des minorités», commente Fabrice Balanche, directeur du Groupe de recherche sur la Méditerranée et le Moyen-Orient à Lyon.

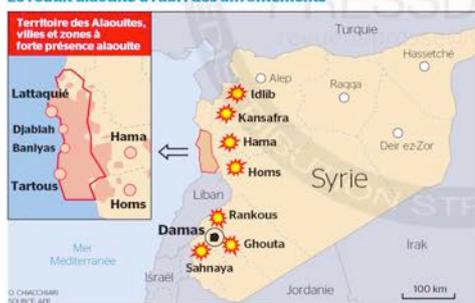
«Cette stratégie peut encore maintenir le clan au pouvoir durant cette année d'élection en Russie et aux Etats-Unis, peu propice à des changements géopolitiques, ajoute-t-il. La minorité alaouite constitue les neuf dixièmes des agents de l'Etat, des militaires et des forces de sécurité ou de renseignements qui répriment des manifestants issus de la majorité sunnite, note le chercheur de l'université de Lyon II. Par peur des représailles, les familles alaouites, elles, quittent peu à peu les grandes villes, comme en 1982, pour se mettre en sécurité dans leurs villages de la montagne. Un territoire qui est depuis longtemps le refuge de leur communauté, celui de l'Etat alaouite installé par la France dans les années 20», poursuit le chercheur. Selon lui, le régime est sur le fil du rasoir: «Tout peut basculer d'un côté ou de l'autre», lâche-t-il enfin.

«L'armée syrienne libre, celle des déserteurs, est en train de se structurer mieux et multiplie les opérations en se rapprochant de Damas, ce qui explique à mes yeux la vigueur de la contre-offensive et des représailles du pouvoir», analyse à l'inverse Caroline Donati, auteure de *L'exception syrienne*. «Les signes de défillement du régime se multiplient: Alep, la deuxième ville du pays, qui était à l'écart, est entrée dans le mouvement de contestation, vendredi; le mufti général



L'armée syrienne libre, celle des déserteurs, multiplie les opérations en se rapprochant de Damas. AHMED JADALLAH/REUTERS

Le réduit alaouite à l'abri des affrontements



Du rififi au sein des opposants politiques

Sous l'égide de Burhan Ghalioun, professeur de sociologie à la Sorbonne à Paris et opposant de longue date à la famille Assad (déjà sous le règne d'Hafez), le Conseil national syrien (CNS) est parvenu, à l'extérieur de la Syrie, à réunir plus ou moins bien de larges courants d'opposition, des libéraux aux islamistes, acquérant une légitimité à l'échelle internationale. Signe de l'importance de cet acteur politique, il parvient même à garder le contact avec Moscou dans l'espoir de parvenir à infléchir un tant soit peu le soutien russe à Bachar el-Assad. Mais ce front d'opposition se fissure régulièrement. Car le CNS, qui veut le départ d'Assad, doit aussi se défendre d'être prêt à fricoter avec une

opposition trop molle, celle que représente à l'intérieur de la Syrie l'organisme national de coordination (ONC), qui regroupe quatorze partis politiques d'opposition. En Syrie, cette coalition bénéficie du soutien de tous ceux qui veulent des réformes, mais craignent qu'un départ d'Assad ne suscite le chaos. Pour cette position modérée, l'ONC est souvent accusé d'être une opposition fantôme, à la botte du régime. A la fin de décembre, une tentative de rapprochement, au Caire, entre le CNS et ce courant modéré n'a pas manqué de faire du rififi, nombre d'activistes accusant la direction du CNS de ne pas apporter suffisamment de soutien à l'Armée libre syrienne et de vouloir trahir la révolution. C.M.

Le soutien russe pourrait encore durer

Le Conseil de sécurité de l'ONU doit se prononcer aujourd'hui sur une nouvelle résolution sur la Syrie, une de plus, qui n'a toutefois quasi aucune chance d'être adoptée. En octobre, une tentative réclamant ne serait-ce que la condamnation des violences commises par les forces du régime de Bachar el-Assad s'est soldée par un échec, notamment à cause du veto des Russes et des Chinois. Or, le nouveau texte, émanant de la Ligue arabe, soutenu avec vigueur par la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne, va loin: il associe l'arrêt des violences (plus de 5000 morts depuis le début du conflit) au transfert des pouvoirs de Bachar el-Assad à son vice-président, Farouk Al-Charéh, préalable à l'ouver-

ture de toute négociation. Vendredi, la Russie avait d'ores et déjà annoncé un *niet* sec et sonnant à un tel plan. La résolution a le moindre mérite de susciter de l'agitation. Moscou a offert son toit pour des discussions informelles entre le régime syrien et l'opposition, proposition acceptée hier par Damas mais aussitôt repoussée par le Conseil national syrien, qui a réitéré l'exigence d'un départ de Bachar el-Assad avant toute discussion. L'idée de ce départ, à force, fera-t-elle son chemin? Le blocage semble tenace. La Russie n'est pas prête à lâcher son partenaire syrien, qui lui achète des matières premières et quantité d'armes, et lui offre une porte d'entrée stratégi-

que sur les mers du Sud, grâce à la base navale de Tartous. Moscou n'a pas envie non plus de revivre le scénario libyen, synonyme de perte de tous ses avantages géostratégiques dans la région, sans compter que les élections russes viennent elles aussi troubler le jeu. Mais rien ne dit non plus que Moscou ne retournera pas sa veste le jour où Bachar el-Assad sera vraiment acculé, histoire précisément de préserver ses intérêts en Syrie. Le maintien d'un dialogue avec le Conseil national syrien en est un signe. Mais l'opposition syrienne devra probablement ne compter que sur elle-même pour obtenir le départ d'Assad. Et d'ici là, beaucoup de sang risque encore de couler. Cathy Macherel

Il Giornale (Italie / Italy)

BATTAGLIA NEI QUARTIERI Il governo vuole un summit a Mosca, l'opposizione rifiuta

Si combatte a Damasco, la Siria nel caos

Voci incontrollate di un tentativo di fuga all'estero della moglie di Assad e di alcuni suoi parenti

Roberto Fabbrì

La Siria ha bisogno di elezioni libere e di un sistema partitico finalmente pluralista. Chi l'ha detto? Hillary Clinton? Ban Ki Moon? Lady Ashton? Mano: l'ha detto Ali Akbar Salehi, ministro degli Esteri dell'Iran, tra i principali alleati del regime di Bashar el-Assad. E il fatto che la Repubblica islamica non sia esattamente un esempio di libertà e pluralismo, nonostante la formale esistenza a Teheran di un confronto elettorale e parlamentare, la dice lunga sulla confusione che regna in questi giorni sull'argomento Siria.

Ieri è stata una giornata particolarmente caotica e non solo per l'affermazione del ministro iraniano, che ha chiarito di aver parlato in quei termini solo perché preoccupato dal rischio di «un imprevedibile vuoto di potere in Siria», concludendo il suo contorto ragionamento col consiglio di «lasciare ad Assad il tempo di fare le riforme». Lo è stata per il circolare di vicini incontrollabili sulla presunta fuga (o almeno un tentativo in tal senso) della moglie di Assad e di altri suoi familiari e, sul terreno, per il diffondersi di notizie che segnalano il continuo inattivamento degli scontri tra lealisti e oppositori del regime; lo è stata, infine, per lo svilupparsi di una complessa attività diplomatica, che vede Mosca, Washington e Parigi tra i più attivi protagonisti.

L'ipotesi di una fuga all'estero (e segnatamente in Russia) di Asmael-Assad sembra in realtà esser stata fatta circolare dagli oppositori del regime per avvalorare i resoconti sulla presenza di forze del Libero Esercito Siriano nei pressi dell'aeroporto internazionale di Damasco, e più in generale per diffondere la percezione di un cedimento finale di Assad. La versione pubblicata dal giornale egiziano *Al-Masry al-Youm* è che domenica sera un convoglio di auto del governo sarebbe stato bloccato mentre cercava di entrare all'aeroporto. Abordò ci sarebbero stati Asma con i tre figli, la suocera Anisa Makhlof e un nipote, il magnate Rami Makhlof con i figli, ma secondo un'altra versione - forse fatta circolare da una corrente interna al regime - addirittura lo stesso rais - il che pare assai poco credibile.

Se le presunte fughe all'estero sembrano essere - almeno a oggi - niente altro che esercizi di propaganda, ben più concrete sono le notizie relative al sangue versato anche in Siria. Fonti dell'opposizione parlano di una quarantina di morti, cinque dei quali a Damasco. Sono i combattimenti alla periferia della capitale il fronte più importante di una guerra civile sempre più sanguinosa, il cui bilancio totale avrebbe ormai superato i 6.600 uccisi: le forze regolari sembrano aver ripreso il controllo di alcuni quartieri orientali di Damasco che i «disertori» avevano raggiunto armi in pugno avvicinandosi pericolosamente ai centri nevralgici del potere, ma in altre zone della città si para ancora.

sembrano essere - almeno a oggi - niente altro che esercizi di propaganda, ben più concrete sono le notizie relative al sangue versato

anche in Siria. Fonti dell'opposizione parlano di una quarantina di morti, cinque dei quali a Damasco. Sono i combattimenti alla

periferia della capitale il fronte più importante di una guerra civile sempre più sanguinosa, il cui bilancio totale avrebbe ormai supe-

rato i 6.600 uccisi: le forze regolari sembrano aver ripreso il controllo di alcuni quartieri orientali di Damasco che i «disertori» aveva-

raggiunto armi in pugno avvicinandosi pericolosamente ai centri nevralgici del potere, ma in altre zone della città si para ancora.

SORRISI E TERRORI

Il presidente siriano Bashar el-Assad, 46 anni, con la moglie Asma Fawaz al-Akhras, 36, nota a Londra e figlia di un noto cardiologo siriano. Ma i sorrisi fanno ormai parte del passato



6.600

Il bilancio aggiornato dei morti nella guerra civile siriana. Solo ieri le vittime sarebbero state circa 40

IL PERSONAGGIO

Asma, la donna-ombra esperta in finanza e cresciuta a Londra

Il *Times* l'ha definita un'enigma, in effetti Asma Assad, la trentaseienne moglie del dittatore Bashar, è un mistero per molti. Bella, colta, liberale, nata e cresciuta in Gran Bretagna, ad Acton, ha studiato al King's College di Londra, parla 4 lingue, ha lavorato per Jp Morgan a Londra, Parigi e New York come esperta in emergenze e acquisizioni. Ha conosciuto Bashar durante i viaggi in Siria da piccola con la famiglia. I due si sono avvicinati quando lui è andato a Londra a studiare. Si sono sposati nel 2000, 6 mesi dopo l'ascesa di Bashar al potere, in privato. Sembrava la principessa Diana della Siria, ora è diventata la sua Maria Antonietta? si chiedeva ieri il *Times*. Ha ancora il passaporto britannico - fanno notare - forse potrebbe tornare coi tre amati figli ad Acton.

DA CHE PULPITO

Il ministro degli Esteri dell'Iran: «Devono tenere elezioni libere»

Fuori Damasco le stragi continuano: ancora bombe su Hama, città storicamente ostile agli Assad, mentre a Homs perfino l'ospedale è stato colpito. Sabotato anche, tra Homs e Banias, un gasdotto che collega la Siria con il Libano.

Quanto all'attività politica e diplomatica, è evidente lo sforzo russo per trovare una soluzione interna in Siria che eviti indesiderati (per Mosca, che è un solido alleato di Assad) interventi esterni nel Paese avallati dall'Onu sulla falsariga libica. L'ambasciatore russo a Damasco ha chiesto ieri un incontro con i rappresentanti dell'opposizione al regime: lo scopo era di indurli ad accettare un negoziato a Mosca con emissari di Assad, ma la risposta è stata negativa. Intanto il Cremlino conferma il suo no a una risoluzione Onu di condanna di Assad: non importa quanto sangue grondi dalle sue mani, le priorità (strategiche) sono altre: Mosca non intende ripetere l'errore commesso autorizzando l'attacco a Gheddafi.

► **Hillary oggi all'Onu** Via Assad e nuovo governo

Il piano della Clinton: trasformare la Siria nella Libia

Olan Micalozzin

Ma l'affondo finale al regime rischia solo di incendiare il Medio Oriente

Sbagliare è umano, perseverare è diabolico. Ma Hillary Clinton e gli alleati di Londra e Parigi non sembrano averlo capito. E allora ecco i blocchi di partenza pronti a scatenare un altro disastro in stile libico. Lo scenario è lo stesso. Come pure le approssimazioni, errori e superficialità. S'incomincia anche stavolta dal Consiglio di Sicurezza dell'Onu. Oggi il Segretario di Stato americano ci va di persona per tenere a battesimo la messa ai voti di una bozza di risoluzione. A scriverla c'han pensato, anche stavolta, gli alleati di Londra e Parigi. Solo che stavolta il rischio è molto più grosso. L'impresa di Libia, alla fin dei conti, ha condannato al caos e alla divisione un solo Paese.

L'intervento in Siria rischia di trascinare verso l'instabilità e la conflittualità permanente l'intera regione mediorientale. Già le premesse non sono incoraggianti. La bozza di risoluzione scritta da Londra e Parigi si basa sul piano della Lega Araba che chiede le dimissioni

del presidente Bashar Assad e la formazione di un governo provvisorio. Ma per capire quanto valgano i piani della Lega basta dare un'occhiata a com'è finito l'invio di osservatori sponsorizzato dai Paesi arabi. Anziché favorire l'avvio di un negoziato ha fomentato le velleità iniziate di un'opposizione armata a iuliani di poter approfittare degli osservatori per lanciare l'affondo finale contro il regime. Il risultato è sotto gli occhi di tutti. Irivolto si rischia di venir fatti pezzi prima ancora che il Consiglio di Sicurezza riesca a mettere ai voti uno straccio di risoluzione. Il fermento insurrezionale ha inoltre inasprito le differenze tra le varie fazioni. Il Consiglio Nazionale Siriano, controllato dai Fratelli Musulmani, sogna di

poter usufruire, come in Libia dell'appoggio della Nato e del Qatar. Le forze laiche e moderate rappresentate dal Comitato di Coordinamento Nazionale vedono come fumo negli occhi un intervento straniero che favorirebbe solo i Fratelli Musulmani.



A render tutto più complesso e pericoloso contribuisce l'incognita iraniana. Il regime alawita di Bashar Assad è, da 30 anni, il pemo geografico di quell'assetto che garantisce ai pasdaran il controllo della milizia libanese di Hezbollah e di quella palestinese di Hamas. Votare una mozione che preveda surrettiziamente un intervento militare basato su una «no-fly zone» in stile libico o sulla creazione di «aree di sicurezza» significa giustificare l'intervento

aperto dei Guardiani della Rivoluzione e delle milizie di Hezbollah. Come dire scatenare una guerra regionale. Per fortuna prima di riuscire a legittimare un qualsiasi tipo d'intervento la Clinton e i suoi alleati devono evitare i veti di Russia e Cina. Un anno fa buggerarono Mosca giurando che la «no-fly zone» non prevedeva un cambio di regime. Stavolta Mosca non è disponibile a farsi fregare di nuovo. Anche perché appoggiare la caduta del tradizionale alleato siriano significherebbe rinunciare al porto di Tartus, ovvero all'ultima base della marina militare russa nel Mediterraneo. La caduta di Bashar segnerebbe, inoltre, la definitiva marginalizzazione di Mosca nell'ambito delle politiche mediorientali. Un declassamento che la potenza russa non è certo disposta ad accettare. Dunque almeno per quest'oggi la migliore difesa di Bashar non saranno le armate di casa o quelle degli alleati di Teheran, ma i veti incrociati di Mosca e Pechino.

Libero (Italie / Italy)

Unifil e la rivolta anti-raïs

L'Italia è in prima linea nella polveriera siriana

Da sabato abbiamo il comando della missione Onu in Libano. Stretti fra Hezbollah e i massacri di Assad

di GIANANDREA GAIANI

Il generale Paolo Serra, che sabato ha assunto il comando dei 12 mila caschi blu schierati in Libano, non è il primo italiano a guidare la missione Unifil (lo precedette Claudio Graziano tra il 2007 e il 2010) ma avrà il delicato compito di guidare la missione del Palazzo di Vetro in una fase delicata e pericolosa. Da un lato la crisi sempre aperta tra israeliani e miliziani sciiti Hezbollah, dall'altro le pericolose influenze della guerra civile in atto nella vicinissima Siria, Paese che continua ad avere un ruolo chiave negli equilibri in atto a Beirut.

Brillante ufficiale alpino distintosi alla guida della brigata Julia in Afghanistan, Serra dovrà tenere conto dei rapporti sempre più tesi tra i caschi blu e gli Hezbollah determinati soprattutto dal fatto che le milizie sciite continuano a schierare ingenti quantitativi di armi nel Libano meridionale in chiese decine di migliaia di razzi in grado di colpire Israele. Nel novembre scorso uno di questi depositi è esploso proprio nel settore presidiato dal contingente italiano creando qualche imbarazzo.

DISARMARE I TERRORISTI

A Beirut, dieci giorni or sono, il segretario generale dell'Onu Ban Ki-moon, ha gettato benzina sul fuoco ribadendo la necessità di disarmare Hezbollah e le altre milizie libanesi, norma fondamentale ma mai applicata della Risoluzione 1701 che nel 2006 interruppe il conflitto israelo-libanese.

L'alleanza tra il regime siriano, Hezbollah e l'Iran potrebbe trasformare i caschi blu in bersagli per azioni terroristiche come le tre verificatesi l'anno scorso in una delle quali 6 militari italiani sono rimasti feriti. Difficile attribuire le responsabilità anche per l'ambiguità di esercito e polizia libanesi ma chiunque conosca il Sud del Libano sa che il controllo sociale e territoriale esercitato da Hezbollah e servizi segreti siriani è totale.

RAPPRESAGLIE

Le decisioni della Ue di schierarsi contro il regime di Bashar Assad e di applicare sanzioni petrolifere all'Iran rendono i contingenti europei (italiani, francesi e spagnoli) ancora più esposti a rappresaglie terroristiche in un Libano nel quale gli sciiti appoggiano Damasco e i sunniti fanno filtrare armi per i ribelli dai confini settentrionali. L'Italia è quindi in prima linea non solo perché ha rilevato il comando di Unifil ma anche perché schiera il contingente più numeroso insieme a quello spagnolo, 1.226 militari (in calo rispetto ai 2.400 di due anni or sono) la cui missione quest'anno costerà 157 milioni di euro contro i 198 del 2011. Le notizie dalla Siria sembrano indicare un inasprimento della guerra civile. Dopo l'offensiva dei ribelli nella periferia orientale di Damasco le truppe di Assad hanno ripreso il controllo uccidendo ieri almeno 29 persone secondo fonti vicine agli insorti che hanno annunciato anche la fucilazione del colonello Hussein



Il generale Paolo Serra, nuovo comandante Unifil Arsa

Hammush, fondatore delle "Brigate degli ufficiali liberi" catturato dai lealisti a fine dicembre. L'oppositore Hazem Nahar auspica che l'Onu rafforzi l'iniziativa della Lega Araba all'interno della quale il Qatar spinge per un intervento militare al fianco degli in-

sorti che sembra trovare consensi anche in Turchia. Per rallentare la messa a punto della risoluzione del Consiglio di sicurezza che chiederà ad Assad di cedere il potere, Mosca cerca di salvaguardare l'alleanza di Damasco proponendo negoziati tra regime e in-



I
s
c

Gusta la qualità in una Rensch-Haus.

Chi mangia sano, vive meglio. Per questo, se scegli di abitare la qualità RENSCH-HAUS*, lo puoi fare quotidianamente. Perché le nostre case sono il frutto della tecnologia innovativa tedesca, affidabili, garantite e sicure con un risparmio energetico fino al 90%. Capitoletto ineguagliabile, prezzo inchiodato ed un solo interlocutore che ti segue in tutte le fasi. La qualità RENSCH-HAUS* è un'esperienza positiva che gusti immediatamente.

Numero Verde
800-098890

www.rensch-haus.com



El régimen recupera el control de las afueras de Damasco

Rusia se opone a una resolución de condena a Siria en Naciones Unidas

ENRIC GONZÁLEZ
Jerusalén

La oposición siria ha conseguido distribuir sus grupos armados por la mayor parte del país. Pero el presidente Bachar el Asad sigue disponiendo de una abrumadora superioridad militar y de un considerable respaldo político. Las fuerzas gubernamentales retomaron ayer el control sobre los suburbios de Damasco y emprendieron nuevas operaciones represivas, con detenciones casa por casa y ataques con artillería sobre algunas zonas de Sakba, uno de los bastiones rebeldes.

El Ejército de la Siria Libre, compuesto mayoritariamente por desertores, asegura que su retirada de los alrededores de la capital es solo un "repliegue táctico" y que seguirá hostigando a los soldados y la policía del régimen. Las emboscadas y los atentados son cada vez más frecuentes. El rápido incremento de la violencia ha condenado a la irrelevancia el debate que mantienen los grupos de oposición sobre si convenía o no recurrir a las armas: la revuelta siria ya no

gira en torno a manifestaciones pacíficas y la situación se parece cada vez más a una guerra civil de combustión lenta.

El Observatorio Sirio de los Derechos Humanos, una organización opositora basada en Londres, denunció ayer que el coronel Husein Harmush, el primer oficial de alto rango que desertó del Ejército y uno de los fundadores del Ejército de la Siria Libre, había sido detenido y ejecutado. Harmush se había instalado en uno de los campos de refugiados creados por Turquía junto a su frontera con Siria, y la oposición sospecha que fue secuestrado por agentes de Bachar el Asad y trasladado de nuevo a su país.

Pese al desequilibrio de fuerzas, tiende a igualarse el balance de víctimas entre civiles y miembros de la oposición, por un lado, y miembros de las fuerzas de seguridad, por otro. Se estima que en la última semana han muerto en torno a un centenar de personas, y casi 50 eran soldados y policías. Según el Gobierno, seis soldados murieron ayer en una emboscada en Deraa, la población agraria cercana a Jordania don-



Imagen de vídeo de hombres armados que dicen ser miembros del Ejército de la Siria Libre. / AFP

El Ejército ataca con artillería Sakba, uno de los bastiones de los rebeldes

de empezó la revuelta en marzo pasado. También fue dinamitado un gasoducto que ya había sufrido otros ataques anteriormente. La oposición, por su parte, dijo que al menos 15 civiles habían muerto durante la ofensiva gubernamental de los dos últimos días para reconquistar las afueras de Damasco.

No se vislumbra un desenlace próximo de la crisis. Bachar el Asad se encuentra en una situación mucho más precaria que hace un año, pero dispone aún de recursos. A medio y largo plazo

su supervivencia política se perfila muy difícil, porque la violencia y las sanciones financieras y comerciales están hundiendo el país en una profunda crisis económica y quebrando la vieja alianza entre el régimen y la burguesía suní de Alepo y Damasco, las dos mayores ciudades. A cor- to plazo solo es previsible que se mantenga la crisis en términos muy similares a los actuales.

Las vías de diálogo están definitivamente cerradas. Rusia propuso ayer que Gobierno y oposición negociaran en Moscú y el Consejo Nacional Sirio, que intenta perfilarse como Gobierno alternativo siguiendo el modelo libio, insistió en que no hay reconciliación posible sin la dimisión previa de Bachar el Asad. "Rechazamos la propuesta rusa porque nos pide que hablemos con un régimen que no deja de

matar, torturar y encarcelar", dijo Walid al Buni, delegado para asuntos exteriores del Consejo Nacional.

La propuesta rusa forma parte de la danza diplomática que se desarrolla en Nueva York. La Liga Árabe y Francia (antigua potencia colonial en Siria) intentarían desde hoy convencer al Consejo de Seguridad de la ONU de la necesidad de emitir una resolución de condena contra Bachar el Asad. Rusia y China son reticentes. El Gobierno de Rusia tiene un especial interés en que El Asad se mantenga en el poder, ya que el puerto sirio de Tartus es la única base naval de que dispone su flota en el Mediterráneo. Un cambio de régimen y un hipotético distanciamiento entre Moscú y Damasco podría encerrar los barcos de guerra rusos en el mar Negro.

El Mundo (Espagne / Spain)

Siria se desangra en una guerra civil

- Las fuerzas del régimen recuperan el control en varios suburbios de la capital
- Rusia se opone a la resolución que debatirá hoy la ONU para que Asad deje el poder

JAVIER ESPINOSA
Corresponsal en Oriente Próximo

Las fuerzas del régimen sirio recuperaron ayer el control de varios suburbios de Damasco, la capital del régimen, en el curso de la misma ofensiva que lanzaron el sábado y en la que se intensificaron los bombardeos sobre la ciudad de Homs. Al menos 55 personas perdieron la vida ayer en los choques entre las tropas de leales al presidente, Bashar Asad, y soldados desertores en distintas zonas del país.

En las afueras de la capital, los opositores reconocieron que los tanques y tropas de refuerzo enviadas por la cúpula siria habían conseguido doblegar la resistencia de los militantes del Ejército Libre de Siria (ELS) en barrios como Ein Tarma o Kfar Batna, mientras que continuaban los enfrentamientos en otros lugares como Saqba y Arbeen, todos ellos ubicados a escasos kilómetros del centro de Damasco.

Además, los choques entre las fuerzas del régimen y los rebeldes se aproximaron ayer al aeropuerto de la capital, un enclave estratégico que no tardó en ser blindado por los hombres de Asad.

Según un activista opositor citado por Reuters, el ELS se habría retirado «por motivos tácticos» ante el empuje de una operación a la que, dicen, se han sumado más de 2.000 soldados y decenas de tanques. Asimismo, señaló que los soldados leales al presidente Bashar Asad se dedican ahora a registrar casa por casa esos arrabales.

«Es una guerra urbana. Hay cadáveres por las calles», declaró a la misma agencia un habitante de Kfar Batna. «Los bombardeos y las balas no han parado desde ayer [por el sábado]. Es aterrador. No hay ni electricidad ni agua. Es una verdadera guerra», manifestó otro residente de Ein Tarma.

Los soldados gubernamentales quebraron también la resistencia del ELS en la ciudad de Rankous, situada a 40 kilómetros al norte de Damasco. «Los desertores se han retirado», indicó el opositor Observatorio sirio de Derechos Humanos.

Periodistas de la agencia France Presse pudieron comprobar cómo los enclaves de Harasta, Duma y Saqba —a poco más de 15 kilómetros de la capital— se encontraban sitiados por los militares de Damasco.

Las imágenes que llegan desde Siria son ya las de un conflicto abierto en múltiples frentes, con casas derruidas y tanques ardiendo, aunque todavía el régimen dispone de la primacía que le otorga su superioridad bélica.

Los combates en todo el país inciden en la hipótesis defendida por el reconocido editor del diario *Al Quds al Arabi*, Abdel Beri Atwa, que el sábado escribía un editorial en el que advertía que Siria se dirigía «hacia el abismo iraquí», en referencia al terrible conflicto civil que sufrió este país tras la invasión de Estados Unidos en 2003.



Miembros del Ejército Libre de Siria participan en combates contra las fuerzas del régimen en la ciudad siria de Rastan. / AFP

«Estamos asistiendo a la ruptura del contrato social sirio y la desaparición acelerada del concepto de unidad», señaló Atwa, achacando la principal responsabilidad de esta «catástrofe» al régimen por su «arrogancia, pero sin exculpar tampoco a la oposición armada».

«Rusia no puede explicar ya por qué bloquea la resolución en la ONU y sigue cubriendo la represión brutal del régimen», afirmó desde Londres el primer ministro británico, David Cameron.

Sin embargo, Moscú sigue considerando que la resolución no es

equilibrada y que deja un margen a una injerencia del extranjero, según precisó ayer el viceministro ruso de Exteriores, Gennadi Gati-lov, a la agencia de noticias Interfax. Rusia considera inaceptable que no se haya descartado de manera tajante la posibilidad de sanciones a Damasco y sigue aferrado en lograr una solución dialogada entre Asad y la oposición siria.

Para conseguirlo, ha vuelto a proponer la celebración en Moscú de una conferencia «sin condiciones previas» entre ambas facciones, según anunció el Ministerio ruso de Asuntos Exteriores en un comunicado. En el texto se aseguraba también

que las autoridades sirias ya han respondido de forma afirmativa, pero el presidente del Consejo Nacional Sirio (CNS), Burhan Ghalioun, rechazó ayer de plano esta opción. «La dimisión de Asad es una condición para toda negociación. No es realista que los rusos insistan en mantener a Asad en el poder», afirmó.

La cúpula del CNS se muestra reacia a cualquier pacto o trato con Asad. Mohammad Farouk Tayfour, número dos de los Hermanos Musulmanes, —una organización que goza de una considerable influencia en la asociación— aseguró hace escasas jornadas que habían rehusado otra oferta similar que, según él, le envió Damasco para que su formación estableciera un nuevo Gobierno bajo la tutela de Asad. «Nos propusieron primero cuatro ministros y después dijeron que estaban dispuestos a que formáramos todo el Gobierno, pero lo rechazamos», explicó al matutino *Al Hayat*.

Mientras, en Estados Unidos, el portavoz de la Casa Blanca, Jay Carney, indicó que, aunque Washington no conoce los detalles de la invitación hecha por Rusia al régimen sirio y a la oposición para que negocien, el Gobierno de Barack Obama «apoya todos los esfuerzos hechos para llegar a una solución política que detenga la violencia en Siria».

Sin embargo, la secretaria de Estado norteamericana, Hillary Clinton, fue mucho más rotunda e instó al Consejo de Seguridad a actuar para que cese la violencia en Siria y para que el régimen sirio tenga claro que se ha convertido en «una amenaza para la paz y la seguridad». «La violencia debe terminar para que un nuevo periodo de transición a la democracia pueda comenzar».



Un tanque sirio abandonado en llamas en una calle de Rastan, una localidad siria situada a 20 kilómetros al norte de Homs. / AFP

Ruego desesperado de un ex observador

El ex observador de la Liga Árabe en Siria Anwar Malek pidió ayer a Rusia y China que dejen de «sostener al régimen de Bashar Asad» porque está dispuesto a cometer «masacres verdaderamente atroces». El argelino Malek, que abandonó la misión en Siria hace algunas semanas, fue el primer observador en calificarse como «una farsa» y en asegurar que él y sus compañeros «habían sido engañados». Ayer, durante una conferencia en París, y en la víspera de la reunión que mantendrá hoy el Consejo de Seguridad de Naciones Unidas, Malek volvió a insistir en la necesidad de que se adopten medidas urgentes para acabar con la violencia desatada en Siria. El escritor y activista pro derechos humanos aseguró que había oído en boca de varios funcionarios que estaban dispuestos a «destruir todo» y pidió a la comunidad internacional que actúe de manera urgente para impedirlo. «¿Es pregunté [a las fuerzas leales al régimen] si no tenían miedo de causar numerosas víctimas civiles y me respondieron que sí apoyaban a los terroristas, ellos también eran terroristas», explicó con preocupación Malek, que abandonó Siria el 6 de enero después de permanecer dos semanas en Homs, el epicentro de las revueltas, informa Afp.

Las naciones europeas continúan enfrascadas en una pugna diplomática con Rusia para intentar evitar que Moscú veto una resolución en el Consejo de Seguridad de Naciones Unidas, que pretende aplicar en Siria la solución que se utilizó en Yemen para detener el conflicto civil, y que consistiría en que Bashar Asad entregue el poder a su vicepresidente y se configure un Gobierno de unidad nacional.

El Ejército blindado con tanques el acceso



Entierro, ayer en Damasco, de cinco soldados sirios muertos

► Las tropas de Bashar al-Assad mantienen el cerco a los barrios opositores, cuyas calles son ya territorio del Ejército Libre Sirio

MIKEL AYESTARAN
ENVIADO ESPECIAL
A DAMASCO



Una furgoneta repleta de ancianos, mujeres y niños cruza una de las calles de Arbin, distrito rural situado a diez kilómetros de Damasco. Los civiles huyen de los combates en los barrios del este que enfrentan a las fuerzas de seguridad si-

rias con el Ejército Libre Sirio (ELS), el heterogéneo brazo armado de la oposición. Los accesos los controla el Ejército, que mantiene acordonada la zona, y se pueden ver tanques y vehículos blindados en los principales puestos de control, algunos a menos de quince minutos en coche del centro de la capital. Mientras los ministros de Asuntos Exteriores de Francia y Reino Unido se preparan para respaldar la resolución de la Liga Árabe en el Consejo de Seguridad de la ONU en las próximas horas, en las ca-

lles de la capital se empieza a sentir muy cerca el peso de una revuelta seguida hasta ahora solo por televisión.

El hospital militar de Tishrin es el más cercano a la línea del frente y su director informa que en las últimas 24 horas han recibido 21 muertos y 46 heridos, «una situación horrible», lamenta. Desde las plantas más altas del centro se divisan las columnas de humo elevándose sobre el cielo grisáceo de la periferia de la capital.

Al concluir la visita el funcionario del ministerio de Información se despide de los periodistas, aquí concluye su trabajo por hoy. No hay más que alejarse unos kilómetros para entrar en zona opositora. Las calles desiertas, el olor a goma quemada de las ruedas ardiendo en las barricadas y

los grupos de ciudadanos en cada esquina mirando con desconfianza cada coche y echándose a correr cada vez que empiezan a silbar balas indican que uno ha cruzado la frontera invisible entre las dos sirias. «Los soldados y los tanques han salido de las calles, ahora nos vigilan desde afuera. En 48 horas hemos logrado echarlos, pero si vuelven aquí nos encontrarán», asegura uno de los encapuchados que pide a los periodistas que le sigan por la zona para mostrar los efectos de la artillería en las casas del barrio. Poco a poco una nube de ciudadanos rodea a los recién llegados, todos quieren hablar, todos quieren contar su historia «para que se sepa la verdad», repiten mientras los mandos del ESL piden tranquilidad y reclaman que se disuelvan.

El estallido de la revuelta en la capi-

al centro de Damasco

Guerra mediática

A la lucha por el control de la calle hay que sumar la guerra mediática que mantienen los medios del régimen y de la oposición. A diferencia de lo ocurrido en otras revoluciones, en Siria los ciudadanos tienen acceso a internet y a todos los canales vía satélite, así que pueden consultar todas las fuentes, sea cual sea su tendencia. El efecto en el ciudadano de a pie de la capital es un estado de confusión permanente. «A veces las informaciones no son del todo exactas, hay que mantener el pulso y que no decaiga el apoyo internacional a nuestra causa», justifica un activista. Uno de los múltiples ejemplos es la información sobre el cierre del aeropuerto de Damasco difundida el domingo y que «simplemente se trató de un corte de media hora en la carretera de acceso porque había combates en una zona próxima, pero nunca llegó a cerrarse».

tal ha acelerado las vías diplomáticas. Rusia se ofrece como sede para un encuentro entre régimen y oposición que los primeros aceptan, y los segundos, representados por el Consejo Nacional Sirio (CNS), rechazan de forma tajante porque «no hemos recibido ninguna oferta de ese tipo oficialmente y creo que, si tal oferta existe, no será más que un intento de influir al Consejo de Seguridad», declaró Abdel Baset Seda, miembro del comité ejecutivo del CNS, a Reuters.

La falta de diálogo a nivel político contrasta con el «pacto oficioso de no agresión alcanzado entre mandos del Ejército y el ELS por el que ellos se retiran a cambio de que dejemos de llevar armas en las calles. Somos una fuerza de defensa, no de ataque, nues-

tro objetivo es defender a los civiles que quieren manifestarse, no podemos permitir que se siga disparando sobre las manifestaciones», asegura uno de los encapuchados que denuncia las condiciones de vida en una zona con las comunicaciones cortadas, sin agua ni electricidad durante los últimos cinco días. Pactos de este tipo también están vigentes en localidades como Zabadani, a treinta kilómetros de la capital, pero los opositores saben que son frágiles y en cualquier momento se pueden romper debido a la tensión del momento y a la clara superioridad de las fuerzas del régimen.

Importancia de Damasco

En los rostros que no van tapados se advierte el terror en los ojos. Piden no ser fotografiados. Saben lo que ocurre en Homs, Hama e Idlib, admiten que el régimen no está empleando toda la fuerza —ni militar, ni de inteligencia— de la que dispone para aplastar la revuelta y saben que «nuestra protección es Damasco, no pueden hacer aquí lo mismo que en las otras ciudades porque eso podría hacerse levantar a los habitantes de la capital que hasta ahora han vivido de espaldas a todo lo que sacudía al país, aislados», admite un activista de Arbin que está orgulloso de la resistencia ofrecida en los últimos días.

Los militares usan este argumento de forma inversa y afirman que «si no nos empleamos a fondo es porque hay civiles en las casas y ellos los usan como escudos humanos. Nuestra única orden es proteger a los civiles», según el soldado del Ejército sirio Mohamed Bilal, de 27 años, y herido el domingo en el tobillo. Hay que moverse rápido. De fondo se escuchan disparos y explosiones. «Son los 'grupos armados', ellos están en la primera línea en Arbin», indica el responsable del ESL, que antes de hablar y dejarse fotografiar se tapa hasta los ojos. La diferencia matizada por los mandos del ELS entre ellos y los «grupos armados» haría alusión a la presencia de grupos islamistas que operarían de forma independiente.

Radiografía del campo de batalla

FLORENTINO PORTERO



Siria está sumida en una guerra civil, pero no hay dos frentes convencionales con artillería y acorazados. El conflicto adopta un formato irregular y multifacético

Siria se encuentra inmersa en una guerra civil, pero como ocurrió en Libano o sucede en Yemen y Somalia no hay dos frentes convencionales organizados en divisiones dotadas de artillería y unidades acorazadas... Estamos viviendo una época en que la guerra adopta otro formato, más irregular y multifacético.

El régimen baasista es consciente de que no tiene más opción que la victoria. Los alauíes llevan décadas sometiendo a la mayoría suní —más del 70 por ciento— y tras los abusos cometidos no cabe una componenda. Tienen el firme apoyo de Irán y de Rusia, un Ejército con más de 200.000 hombres, 10.000 de los cuales conforman la Guardia Republicana. Un soldado profesional está educado para exponer su vida al servicio de la Patria, pero no de una camarilla que gobierna dictato-

rialmente. Precisamente porque las Fuerzas Armadas son la expresión de la sociedad siria se componen mayoritariamente de suníes. La elite baasista tiene razones para desconfiar de su comportamiento, de que disparen contra sus hermanos o amigos, de ahí que la Guardia Republicana, controlada por alauíes, tenga el control de Damasco y la misión de defender al régimen de la propia sociedad o del resto del Ejército.

La revuelta nació en la calle, pero con el paso del tiempo ha ido animando la desertión de oficiales que al incorporarse a las milicias han aportado criterio en la organización. Al-Assad trata de evitar una represión masiva y brutal, pero a medida que la crisis se alarga son más los oficiales y soldados que cambian de bando. El resultado ha sido la formación del Ejército Libre de Siria, dotado de logística, polvorines y una planificación profesional. Sin embargo, hablar de una unidad de acción sería excesivo.

De la misma forma que las campañas de Afganistán, Irak o Libia movilizaron islamistas de todo el mundo para hacer la Yihad, la revuelta antichii en Siria ha atraído a radicales de aquí y de allá en busca de la sublimación de su forma de entender la fe. Si el régimen evita una solución brutal y la crisis se alarga, sectores yihadistas pueden hacerse fuertes, desarrollando estrategias terroristas y diversificando los frentes en lucha. En un país compuesto por un alto número de comunidades ancladas en una historia milenaria el riesgo de que la evolución siga el camino de lo ocurrido en Libano o Somalia es tan real como preocupante.



Publico (Portugal)

Rússia e Assad contra o resto do mundo nas Nações Unidas

Ana Gomes Ferreira

A oposição rejeitou "contactos informais" com o regime, propostos por Moscovo. Na Síria, a frente de batalha está agora nos arredores de Damasco

● O Conselho de Segurança das Nações Unidas discute hoje, à porta fechada, uma resolução destinada a pôr fim ao conflito sírio, que dura há dez meses. Quanto tempo demorará o debate e quem ganhará o braço-de-ferro em que a Síria se transformou?

De um lado estará o enviado de Moscovo, que estava previsto fosse o ministro dos Negócios Estrangeiros, Serguei Lavrov, que falará em nome do seu país e no da Síria. Do outro, os países árabes e europeus que subscreveram o texto, e que enviaram também os seus chefes de diplomacia: Hillary Clinton pelos Estados Unidos, William Hague (Reino Unido), Alain Juppé (França)... Paulo Portas representa Portugal.

Quando os pesos-pesados da diplomacia do mundo se reúnem em Nova Iorque, onde fica a sede das Nações Unidas, é porque o caso é sério. Esta resolução pode ser a última tentativa para travar um conflito

REUTERS



Desertores do exército são o braço armado do Conselho Nacional Sírio

verno sírio e a oposição, mas falhou. Os encontros, sem "pré-condições", seriam na capital da Rússia. O Conselho Nacional Sírio (que agrupa várias formações na oposição, incluindo um braço armado) fez saber, através da Reuters, que só tem um assunto sobre a mesa e não abdica dele: a saída de Assad do poder.

"Rejeitamos a proposta russa porque queremos que falemos com o regime que continua a matar, a torturar, a prender", disse à Reuters um responsável do Conselho Nacional Sírio, Walid al-Bunni.

O conflito sírio dura desde Março do ano passado, com as forças governamentais em guerra contra a população e contra o braço armado da oposição que exigem o fim de um regime totalitário de décadas.

Ontem, combatia-se a escassos quilómetros da capital do país, Damasco, com as tropas do regime a recuperar o controlo de alguns subúrbios ocupados pelos opositores no fim-de-semana - Kfar Batna, Saqba, Jisreen, Erbeen e Ghouta. A meio do dia havia 26 mortos contados.

Activistas dos direitos humanos no terreno relataram à Reuters que Saqba estava a ser bombardeada. "Há corpos espalhados pelas ruas", contou à BBC um activista em Kfar Batna. Alguns unidades do Exército de Libertação da Síria fizeram uma "retirada táctica".

As negociações serão, portanto, difíceis e por isso não foi marcada data para a votação do documento.

Na véspera deste encontro, a Rússia jogou uma última carta de entendimento, propondo o início de "conversações informais" entre o Go-

o Presidente Bashar al-Assad; eventualmente pode pedir a sua saída do poder, cláusula que a Rússia, país como direito de veto, rejeita, assim como não aceita qualquer frase que abra a porta a uma intervenção militar externa na Síria.

que se torna mais sangrento a cada dia que passa. Resta saber o que contém. O conteúdo do texto entregue ontem no Conselho não foi divulgado. Supõe-se, porque foi feito com base na proposta da Liga Árabe, que penalize o regime sírio e em especial

Jornal de Noticias (Portugal)

Al-Assad aumenta repressão na capital

Regime sírio enviou 2000 militares para o aeroporto de Damasco. ONU discute hoje plano da Liga Árabe

— FÁTIMA MARIANO
— fmariano@jn.pt

Pelo menos 58 pessoas morreram ontem, na Síria, em mais um dia de violentos confrontos entre manifestantes e as forças de Bashar Al-Assad. O regime aumenta número de militares nos arredores da capital. Conselho de Segurança da ONU reúne hoje.

A oposição síria conseguiu distribuir grupos armados pela maior parte do país, embora ontem tenham sido forçados a recuar nos arredores da capital, Damasco. Para o Exército da Síria Livre, composto maioritariamente por militares desertores, tratou-se apenas de um “recoo tático”.

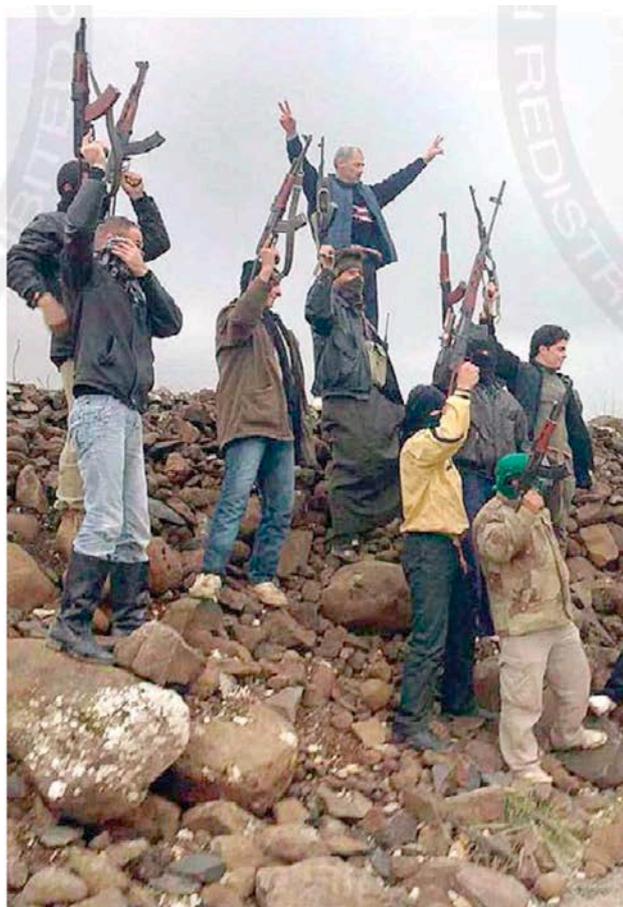
Ao início da noite, os confrontos intensificavam-se nos arredores do aeroporto de Damasco, a cerca de cinco quilómetros da cidade, para onde o governo mobi-

lizou mais de dois mil militares. Durante o dia, as forças armadas intensificaram a repressão na capital, com detenções casa a casa e ataques de artilharia na zona de Sakba, um dos bastiões dos rebeldes próximo de Damasco.

O Observatório Sírio dos Direitos Humanos, sediado em Londres, denunciou entretanto que o fundador da primeira unidade de dissidentes do Exército, coronel Hussein Harmuche, foi detido e executado na semana passada pelos serviços secretos do país.

A explosão de um dos principais pipelines do país, ontem, em Telkalakh, obrigou à interrupção do fornecimento de gás.

Mais de sete mil pessoas morreram desde que, em Março de 2011, começaram as manifestações populares contra o regime



Rebeldes foram ontem obrigados a sair dos arredores da capital síria, Damasco

de Bashar al-Assad. No plano diplomático, multiplicam-se os apelos para que as Nações Unidas coloquem um ponto final à repressão. O Conselho de Segurança do ONU reúne hoje para discutir o plano de saída da crise defendido pela Liga Árabe.

O ministro dos Negócios Estrangeiros português, Paulo Portas, participará no encontro para apoiar a exposição do secretário-geral dessa organização.

A Rússia, no entanto, não está disposta a aprovar uma intervenção militar na Síria, pois é do seu

interesse que Assad se mantenha no poder, uma vez que o porto sírio de Tartus é a única base naval que dispõe no Mediterrâneo.

Ontem, o ministro dos Negócios Estrangeiros russos anunciou que o regime sírio está disponível para iniciar conversações com a oposição em Moscovo.

Contudo, o delegado dos Assuntos Exteriores do Conselho Nacional da Síria já rejeitou a proposta. “Recusamos a proposta russa porque pede para falar com um regime que não pára de matar, de torturar e encarcerar”, disse. ■

Rebels abandon Damascus strongholds

Death toll hits 34 across Syria as offensive continues

occurred during clashes between loyalist troops and the rebel Free Syrian Army. Opposition deaths toll was 34, with 22 in Damascus, the current government spokesman said.

Blind researcher Ahmad al-Sayid, who stirred the revolt in Idrees, has been spotted across Syria's southern border into Jordan, an opposition spokesman said.

More than 50 military trucks were used to transport supplies to the western district of Hama, the capital, Damascus, witness said. The army is gaining momentum.

Opposition spokesman said the Free Syrian Army had recruited 50,000 doctors, but this claim cannot be verified. There, saboteurs blew up a gas station and a bus. The army also seized 140,000 rifles and 100,000 rounds of ammunition. The government also deploys an unknown number of soldiers, mainly from the minority Hama province, six soldiers, including a colonel, were killed by an armed terrorist group while driving in the countryside. The armed forces are also active in the Deir al-Zor province, where opposition forces are active. Activists said the deaths of the opposition for talks in



MICHAEL JANSEN



Abu Khateeb, centre, at the Free Syrian Army, a militia mostly made up of army defectors, talks to reporters inside a house in the town of Raikou, a restive city near the Lebanese border. Photograph: Tomasz Marzabow for the Times service

Syria agrees to join talks in Moscow on crisis

MOSCOW - Syria has agreed to take part in Moscow-mediated talks on solving the country's crisis, the Russian foreign ministry has said, calling on the Syrian opposition to join the negotiations.

However, a senior member of the Syrian opposition council said that the government would not accept a deal received from Moscow and that if it were it would be refused.

Moscow, a permanent UN Security Council member with veto powers, has offered to host the talks in an effort to end the bloodshed since protests began 10 months ago against President Bashar al-Assad.

Moscow's offer of talks may be an attempt to strengthen its grip on Syria, analysts say. Western powers support an Arab League call for Dr Assad to step down. Human rights groups say the Assad regime must not be a precedent for the Syrian peace process.

It has remained one of Dr Assad's few allies and has supplied him with arms and ammunition. Moscow has repeatedly said Dr Assad's opponents share the blame for the crisis. It has said that Western resolution could be announced broadly enough to lead to a Libya-style military intervention, which Russia says it will not allow. Russia's deputy foreign minister, Gennadi Gulev, reiterated that Moscow would not support the Assad regime. He said the opposition would be invited to the talks. The opposition would be invited to the talks. The opposition would be invited to the talks.

beyond the current sanctions if the regime does not implement the Arab League plan. Following the suspension of their mission, Arab League monitors outside Damascus are set to move to the capital. Senior UN officials say the opposition will try to conduct collecting missions.

The plan calls for talks between the government and opposition, for a rotation of military control, transfer of power to a UN Security Council mission, and a referendum on Assad's deputy, and parliamentary elections. Syria has rejected the plan as unacceptable interference in its internal affairs.

Syria's regime has also threatened to "adopt further measures" on security and other matters.

The plan calls for talks between the government and opposition, for a rotation of military control, transfer of power to a UN Security Council mission, and a referendum on Assad's deputy, and parliamentary elections. Syria has rejected the plan as unacceptable interference in its internal affairs.

Syria's regime has also threatened to "adopt further measures" on security and other matters.

The plan calls for talks between the government and opposition, for a rotation of military control, transfer of power to a UN Security Council mission, and a referendum on Assad's deputy, and parliamentary elections. Syria has rejected the plan as unacceptable interference in its internal affairs.

Syria's regime has also threatened to "adopt further measures" on security and other matters.

The plan calls for talks between the government and opposition, for a rotation of military control, transfer of power to a UN Security Council mission, and a referendum on Assad's deputy, and parliamentary elections. Syria has rejected the plan as unacceptable interference in its internal affairs.

Assad and his family 'will die like Gaddafi'

By Damien McElroy

THE Syrian president, Bashar al-Assad, his British wife Asma and their family will meet a bloody end "like Gaddafi" as his regime falls from power, a leading member of the opposition movement has warned.

Hadiham Alkhalid, a member of the executive committee of the Syrian National Council (SNC), told *The Daily Telegraph* that Mr Assad had forfeited any chance of a peaceful exit from Syria as a result of his regime's crackdown on protesters.

The former judge, who has spent decades in Syrian prisons for his human rights activism, predicted that Mr Assad, his wife and three children would be killed in revenge for the president's failure to acquiesce positively to peaceful demands for change.

"Assad and his family will be killed in Syria, their next steps will be very bloody," he said. "Two months ago we offered him the option to leave us alone and go, but instead he went for the blood of his people. The said for him will be that he is killed like Gaddafi."

Reports have emerged around the Middle East that Mrs Assad has sought to return to England - or at least flee the fighting in Damascus - with her three children, Hajar, Zain and Layanah.

The Egyptian newspaper *Al-Masara* also reported yesterday that she was among a group of family members leaving the president's office and insisting that they were fleeing to airport to leave when they were forced to turn back by an opposition ambush.

The United Nations estimates that more than 5,000 people have died in both sides of Syrian conflict.

Mr Assad's brother Maher is the commander of the 4th Division of troops that have spearheaded operations.

Mr Maher said that very soon "hundreds" would be clanking across Syria as the society forced deserted the regime en masse.

"Most of the army will separate off from the Assad troops to protect their people," he said. "Mahar is particularly brutal, he will go out and shoot people himself, the ordinary troops don't want this."

The 81-year-old re-elected Russian member of the executive committee of the SNC said: "The game is over... It is impossible to make dialogue with this person."

He added that the SNC was increasing its financial and military support for the Free Syrian Army.

Friends of Mrs Assad, who grew up in Accra, west London, said she would be repulsed by the violence in defence of the dictatorship. "Mahar al-Bachar, a television magazine, told a newspaper,



Free Syria Army fighters, lost weapons and smoke in the Damascus suburb of Etzreen and anti-government protests in Homs

Russia 'out of excuses' for blocking Syria peace proposal

World News

By Damien McElroy, Ruth Sherlock in Beirut and Richard Spencer Middle East Correspondent

RUSSIA was accused of "blinking those who blood on their hands" last night as it tried to head off a United Nations Security Council resolution demanding that Syria's President Bashar al-Assad relinquish power.

French and British officials said a resolution, based on an Arab League proposal agreed in Cairo earlier this month, had enough backers to go to a vote which could force Russia and possibly China into an embarrassing vote of a veto.

The UN Security Council is to vote on the resolution, but it is thought that the UN Security Council will vote up to three times to try to get the resolution through with blood on their hands.

Before a Security Council meeting on the crisis today, Mr Cameron's spokesman said: "Russia could 'no longer explain' its attempts to block UN action, while Hillary Clinton, the US Secretary of State, said the council 'must act' to stop the violence.

But in a move of more diplomatic pressure than at any time for years, attempted to defuse the issue last night with a 15-minute proposal for peace talks in Moscow between the Syrian authorities and the principal opposition figures.

The Syrian authorities gave a "positive response" to the suggestion of talks but they were rejected out of hand by Bashar al-Assad, the head of the opposition Syrian National Council. He said that the departure of Mr Assad was a precondition for any negotiations.

The third UN resolution is based on an Arab League road map, which says Mr Assad should hand over power to his vice-president, form a unity government with the opposition and move to free elections within six months. Drawn up by Britain and France, it also calls for cooperation with monitoring teams and the provision of humanitarian aid.

The league's secretary general, Nabil al-Arabi, has flown to New York for today's meeting, where he will be joined by Western foreign ministers, including William Hague, the Foreign Secretary.

Mrs Clinton and Alain Juppe of France, Foreign Minister, said the proposed resolution had backing from 10 members of the 15-strong council, more than the nine necessary to force a vote.

"The situation on the ground is clearly deteriorating as the regime actively seeks to suppress the opposition," said one Western diplomat. "Clearly this is a time when much more needs to be done to ensure a process of transition."

in a calling on the member states to stop arms deliveries to Syria. But there is no clear line between arms contractors that some countries engage in to support extremist forces in Syria, and the legal military-technical flow with this country. Their offer of Moscow peace talks cut little ice with Syria's opposition. "We want Assad and the whole of his regime out," said an activist in the city of Deir al-Zor, where there was continued shelling yesterday.

Other promises were also targeted. Rebels expelled the Free Syrian Army, the other main rebel force, from several towns in the east. An activist in Hama, a suburb of Damascus, said: "They are arresting anyone who is under 18 years old. They accused the forces. There are no Free Syrian Army fighters to protect us here."

He said the Russians "couldn't protect Assad for ever". Mr Assad is using the withdrawal of the Arab League monitoring mission from the east, announced in Strasbourg, and the loss-up to any UN resolution to attempt to retain control of areas that fell into rebel hands.

A mosque bombing in rebel-held suburbs of Damascus continued yesterday, as well as artillery attacks in Homs, where at least 14 people were said to have been killed. Other promises were also targeted. Rebels expelled the Free Syrian Army, the other main rebel force, from several towns in the east. An activist in Hama, a suburb of Damascus, said: "They are arresting anyone who is under 18 years old. They accused the forces. There are no Free Syrian Army fighters to protect us here."

The Independent (Royaume-Uni / United Kingdom)

UN deadlock threatens key Syria vote as Assad fights back rebels

Diplomatic efforts face hurdle of Russian veto as fighting intensifies in Damascus suburbs

By **ALASTAIR BEACH**
in *Cairo*

Syrian forces loyal to Bashar al-Assad were mounting a desperate counter-offensive last night as they battled army defectors who had gained control of suburbs around Damascus, just five miles from the presidential palace.

With Syria's 10-month uprising inching closer to the seat of Baathist rule, President Assad's generals deployed tanks and artillery to claw back control of villages east of the capital.

The fighting came amid a fresh diplomatic attempt to stem the bloodshed, with the British and French foreign secretaries heading to the UN in New York

to try to press a new resolution. Moscow, meanwhile, offered to host talks between the regime and the rebels, although the main opposition body rejected the proposal.

In Damascus, former soldiers now fighting with the Free Syrian Army were reportedly driven into retreat under heavy gunfire, with rebels saying at least 15 people had been killed as they pulled back from Saqba and Kfar Batna. Two other suburbs, Ein Tarma and Hamouriyeh, were also reported to have been wrested back from the opposition forces. "Street fighting has been raging since dawn," one rebel soldier told the Reuters news agency. "The sound of gunfire is everywhere."

There were also reports of heavy shelling in the central city of Homs, as speculation grew that Mr Assad is frantically trying to bolster his position prior to talks at the UN beginning today.

William Hague was due to arrive in

New York with his French counterpart to press the UN Security Council to pursue a peace plan sponsored by the Arab League, whose monitoring mission has been put on ice as the violence escalates. The plan calls for Mr Assad to hand power to a deputy and create a unity government, but Damascus – which blames the unrest on terrorists and "armed groups" – has rejected the move.

Britain and France also have to contend with the opposition of veto-wielding Russia. The Kremlin, wary of rubber-stamping a "Libya solution" which could lead to Western intervention, has said it will block any proposal which could lead to military action.

Russia's foreign minister said yesterday that the Syrian government had

agreed to Kremlin-brokered negotiations, but opposition officials said there would be no dialogue until Mr Assad agreed to step down.

Moscow's stance was yesterday condemned by David Cameron. A spokeswoman for the Prime Minister said: "Russia can no longer explain blocking the UN and providing cover for the regime's brutal repression."

The UN says at least 5,000 civilians have been killed over the past 10 months. Human rights groups said at least 14 people were killed yesterday in Homs. The Local Co-Ordination Committees, a group of activists which works to publicise the crisis, also claimed a family of six – four children and their parents – had been found dead in a district of the city. All had been killed by gunfire, the group claimed.

According to Sana, Syria's state news agency, six soldiers were killed when a gas pipeline was blown up near Deraa.

The Herald (Royaume-Uni / United Kingdom)

Assad troops battle to win Damascus suburbs

Tanks push back rebels from streets near Syria's capital

KHALED YACOUB OWEIS
AMMAN

STREET battles raged on the doorstep of Syria's capital yesterday, as President Bashar al-Assad's troops sought to oust rebel fighters from the suburbs. Activists said Syrian troops now had control of Hamouriyeh, one of a cluster of districts where they have used armoured vehicles and artillery to beat back rebels who came as close as five miles to Damascus.

The Free Syrian Army – a force of military defectors with links to the country's divided political opposition – mounted scattered attacks on Government troops who advanced through the district of Saqba, held by rebels just days ago.

“Street fighting has been

raging since dawn,” an activist said, adding that tanks were moving through a central avenue of the neighbourhood. “The sound of gunfire is everywhere.” The rebels said at least 15 people had been killed as they pulled back in Saqba and Kfar Batna. Activists have claimed a death toll of several dozen in three days of fighting.

The escalating bloodshed prompted the Arab League to suspend the work of its monitors on Saturday. Arab foreign ministers, who have urged Mr Assad to step down and make way for a government of national unity, will discuss the crisis on Sunday.

Syria's state news agency said “terrorists” blew up a gas pipeline, a frequent target during the uprising, and residents of the southern city of Deraa – where

Arab League's peace plan. He will be joined by Qatari Prime Minister Sheikh Hamad bin Jassem al-Thani, whose country heads the league's committee charged with overseeing the Syrian crisis.

Mr Elaraby said he hoped to overcome resistance from Beijing and Moscow over endorsing the league's proposals.

Russia's Deputy Foreign Minister Gennady Gatilov said yesterday that Moscow wanted to hear directly from the Arab League observers in Syria – a move likely to delay any vote. He added: “It would be logical, considering the complexity of this issue, for Security Council members to be able to study the conclusions of the observer mission in detail.”

After mass demonstrations against his rule erupted last spring, Mr Assad launched a military crackdown.

Growing numbers of army deserters and gunmen have joined the protesters in a country of 23 million people, regarded as

a pivotal state at the heart of the Middle East.

Activist groups based abroad acknowledge troops and security forces are being killed, and the state news agency Sana reported funerals for more than 50 security force members at the weekend.

The rebels said supplies of medicine and blood were running low in field hospitals, some established in mosques, and that advancing Government forces were carrying out mass arrests. In Rankous, 20 miles north of Damascus, at least 33 people have been killed in recent days in an attack to dislodge insurgents.

Iran, long Syria's key ally, said Mr Assad must be given time to implement reforms. Tehran at first wholeheartedly supported the hardline stance against the protests. It has since qualified its backing, but condemns what it

calls foreign interference in the affairs of its main Arab ally.

Harry Reid: Page 13



DEFIANT: Syrian President Bashar al-Assad refuses to step down.

unrest first erupted – said army defectors and Government troops were waging gun battles that left at least 20 dead, most of them Government forces.

Syria restricts access to the country for journalists and the numbers could not be immediately verified.

Arab League chief Nabil Elaraby will brief representatives of the UN Security Council in New York today to seek support for the

The Scotsman (Royaume-Uni / United Kingdom)

Renewal of violence as rebels push towards Syrian capital

RUTH SHERLOCK AND
LEE KEATH IN BEIRUT

SYRIAN forces used artillery against the rebellious city of Homs yesterday, as regime troops pushed back dissident fighters from suburbs on the outskirts of Damascus in an offensive trying to regain control of the capital's eastern doorstep.

From the Karm el-Zeitoun district of Homs, resident Karam Abu Rabea spoke to *The Scotsman* by telephone yesterday as fighting raged outside his home. Interrupted by loud explosions, gunfire and cries of "Allah Akbar" could be heard in the near distance.

He said: "Now there is continuous fire and explosions. Syrian army is bombing the area and people don't have anything to defend themselves so they pray to God. They are trying to crush our protests."

"My family is with me. My wife and two children are hiding in the basement of our home, this is where everyone puts their family when there is bombing."

And he added: "Where is the world? Where is the Arab League, where are the Islamic people? Where are they?"

His voice shook with fear as a mortar round was heard coming closer. "I have to go now, it is not safe here," he said. The phone line then cut off.

Over the past three days, government forces have been fighting to take back a string of suburbs on the eastern approach to Damascus where army defectors who joined the opposition had seized control.

On Sunday evening, government troops managed to take control of two of the districts closest to Damascus, Ein Tarma and Kfar Batna, said Rami Abdul-Rahman, the London-based head of the Syrian Human Rights Observatory. Yesterday, the regime forces were trying to take the next suburbs farther out, with heavy fighting in the districts of Saqba and Arbeen, he said.

The wide-scale offensive near the capital suggests the regime is worried that military defectors could close in on Damascus, which has remained relatively quiet while most other cities



Main picture, Syrian soldiers in the Free Syrian Army join a protest against president Bashar al-Assad. Inset below, funerals were held at the weekend of members of the security forces Pictures: Reuters; AFP/Getty Images



have slipped into chaos since the uprising began in March.

Activists said the fighting is already being felt inside the capital. One family told *The Scotsman* yesterday of how they fled their home in Ein Tarma, a district less than three miles from the city centre.

Feeling rocket-propelled grenades hit their home, and hearing gunfire, the father said he gathered his family together at 3am, and fled the area with what

possessions they could hastily grab.

Regime forces, backed by tanks and armoured vehicles, heavily outnumber and outnumber the defectors, who have organised into a force known as the Free Syrian Army, but whose true numbers are unknown. However, the military can't cover everywhere at once, and when it puts down the dissidents in one location, they rise up in another.

Activist groups based abroad acknowledge troops and security forces are being killed. State news agency Sana reported funerals for more than 50 security force members at the weekend.

Growing numbers of army deserters and gunmen have joined the protesters in a country of 23 million people regarded as a pivotal state at the heart of the Middle East.

Opposition rejects Russian talks offer

PRESIDENT Bashar al-Assad's regime is intensifying its assault aimed at crushing army defectors and protesters, even as the West tries to win a new UN resolution demanding a halt to Syria's crackdown on the uprising.

With talks on the resolution due to begin today, a French UN official said at least ten members of the Security Council backed the measure, including a demand that Mr Assad carry out an Arab League peace plan.

The plan requires Mr Assad to hand his powers to his vice-president and allow the creation of a unity government. Damascus has rejected the proposal.

A text needs support from nine nations on the 15-member UN Security Council to go to a vote, but would still be subject to a veto from a permanent member - Russia has said it will use its veto.

Moscow yesterday said Mr Assad's government had agreed to talks in Russia to end the crisis, however a major Syrian opposition body rejected any dialogue, demanding he step down.

Walid al-Bunni, foreign affairs chief for the Syrian National Council, said: "We rejected the Russian proposal because they wanted us to talk with the regime while it continues the killings, the torture, the imprisonment."

Damascus residents buy up gold bars as currency plunges

Economic fall-out
The city's jewellery
souk is seeing
soaring sales as
fears of political
uncertainty persist,
says Michael Peel

Rasha, a young Syrian accountant, got married six months ago and now spends her entire \$300 monthly pay on just one thing: gold.
 She and her husband live off his earnings and put hers into a precious metal that seems to them the safest piggy bank as the country's political troubles deepen and its currency plunges.

"I realised gold's value because of the crisis," she said, adding that she was now thinking of using a wedding gift of \$1,000 in cash to buy a gold bar. "I advise you to buy gold to save your money. It's very good for you."
 Beneath the wedding necklaces cascading from shop windows in the jewellery souk in Damascus, Syria's capital,

the piles of tiny tablets of unworked "neutral gold" show that stories like Rasha's have become increasingly common during the country's ten-month uprising. These Swiss bars, weighing one troy ounce and etched with a motif of a beautiful woman, are a beguiling currency in a country with a historic love of gold and a present-day fear about the future.

"Customers are buying ounces, pounds, blocks of gold," said a gold merchant who asked to be identified as Abu Sami and claimed he saw a 30-fold spike in demand at the start of the crisis. "They are not looking for artistically made gold – only for pure gold."

Other gold traders agreed that sales of neutral gold shot up after protests in a number of cities and towns last year were followed by a lethal crackdown by the authorities. The ongoing violence has left an estimated 5,000 or more people dead.
 The regime of President Bashar al-Assad says it is fighting an insurrection by armed terrorist gangs, and

Battle in suburbs intensifies

Syrian troops battled for control of some Damascus suburbs yesterday as diplomats stepped up their efforts to secure a UN Security Council resolution calling on Bashar al-Assad, the president, to step down from power, writes **Abigail Fielding-Smith** in Beirut.
 Activists said that more than 200 civilians had been killed across the country since Thursday as the regime sought to regain areas where armed rebels have established a presence.

Meanwhile, authorities said that six soldiers were killed in a roadside bomb attack in the Damascus suburbs alone.
 The Arab League observer mission – which is monitoring Damascus's compliance with an undertaking given in November to end the violence – suspended its operations on Saturday, citing "the critical deterioration of the situation in Syria and the continued use of violence".

Faced with a crackdown on dissent that the UN estimates has claimed more than 5,400 lives, opponents of the regime, many of them claiming to be affiliated with a loosely organised group of defected soldiers and others calling themselves the Free Syrian Army, have resorted to weapons.
 Activists reported large troop mobilisations in the suburbs of Damascus, leading to speculation that the Assad regime is planning an assault on areas of the country that the rebels have declared to be "liberated".
 As fears of a significant escalation of the violence grew, Nabil El Arabi, the Arab League secretary-general, said that he would be seeking the Security Council's "support and agreement" to a proposal by the league for Mr Assad to hand over power to his deputy before the formation of a national unity government and elections.

In full www.ft.com/syria

points to the emergence of militarised elements in the opposition as a justification for what it terms a "security solution" to the crisis.

Some gold traders say that, while a number of savers have already changed their money into gold, fresh – albeit more modest – demand is still being triggered by bouts of worry linked to political events. Elie, a merchant in the old city said that, having sold 350g of neutral gold last week, he officiated a further 400g yesterday alone, after the Arab League demanded Mr Assad hand power to a government of national unity.

"It all depends on the news," he said, in an interview punctuated by calls from potential customers. "Not only the political news, but the economic news too."
 Syria's latest yearning for gold builds on longstanding habits of keeping savings from their cash-based economy in a visible, durable and portable form. Some people link this both to an aesthetic liking for the

metal and to past periods of political uncertainty. Syria is at the heart of the Middle East and has endured the boots of crusaders and Ottomans over the centuries.

A further driver to the recent enthusiasm for neutral gold has been the plunge in the Syrian pound from 45 to the dollar to more than 70 on the black market, which has led people to seek assets linked to hard currency, including dollars themselves.
 No one – including the Damascus goldsmith workers' syndicate – offers official data on how much demand for gold has increased, but government figures accept that hoarding is going on.

"Yes, it's happening – not widespread, but it's

happening," said Mohamed Nedal Alchaar, economy minister, in an interview last week. "It's scary to buy gold today because prices are unstable to start with."

Mr Alchaar's remarks hint at the potential for a nasty ending for the crisis gold bugs.
 Merchants say the trend has adverse effects for them. The profit margins on neutral gold are small and demand for worked jewellery has fallen at the same time. One shopkeeper, who asked not to be named, picked out a 75,000 Syrian pound gold and zirconium necklace and commented ruefully that the craft was worth as much as the gold.

As for customers, they can do little but try to stay optimistic that the international gold price rise seen during the Syrian uprising – from about \$1,400 a troy ounce in March to about \$1,700 a troy ounce now – doesn't go into reverse.
 "Gold never loses its value," insisted Rasha, adding with a wry laugh: "It never goes down – era."

Customers are buying ounces, pounds, blocks of gold

Abu Sami
 Gold merchant

Jane's Defence Weekly (Royaume-Uni / United Kingdom)

Israel airs fears over Syria's WMD stockpiles

YAAKOV KATZ *JDW Correspondent*

JEREMY BINNIE

JDW Middle East/Africa Editor

TEL AVIV & LONDON

Concern is growing in Israel over the possibility that Syria's arsenal of unconventional weapons will fall into the hands of non-state actors if President Bashar al-Assad's regime is toppled by the ongoing uprising.

"The question is when, not if [the regime collapses]," Major General Amir Eshel, head of the Israel Defence Force's Planning Directorate, said on 17 January.

"The immediate concern is the huge stockpiles of chemical, biological strategic capabilities that are still going into Syria, mainly

- **Israel is concerned by the possible proliferation of Syria's unconventional weapons**
- **The highly motivated units that guard Syria's chemical weapons are likely to do their job even if the regime collapses**

from Eastern Europe," Gen Eshel told the Jerusalem Center for Public Affairs. "That is a major concern because I don't know who is going to control those the day after."

Syria has been producing its own chemical warfare agents for years, but remains dependent on foreign sources for dual-use precursor chemicals, according to

a declassified 2009 intelligence report to the US Congress. It said that Syria is not believed to have biological weapons.

There is concern in Israel that the Syrian regime might transfer chemical weapons to its Lebanese ally Hizbullah or that control of the stockpiles will become lax after the regime collapses, enabling other militant Islamist groups to gain access to unconventional warfare agents.

While the threat of terrorists getting their hands on chemical weapons might encourage foreign military intervention to neutralise Syria's stockpiles, Rod Godfrey, a chemical weapons expert who served as a UN inspector in Iraq, said the special units tasked with guarding them would probably continue to do their job despite the turmoil.

"They will be more highly motivated, organised and trained," he told *Jane's*. "These are not unwilling conscripts who drop their weapons and run away. They will remain committed to the security of Syria no matter who ends up in charge." ■

La Presse (Canada)



PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE / YOUTUBE

Photo tirée d'une vidéo amateur montrant des rebelles opposés au régime de Bachar al-Assad à Rastan, dans la province de Homs. La violence prend de l'ampleur dans toutes les régions du pays.

Ultimatum à Assad en Syrie

L'opposition exige le départ du président avant toute négociation

AGENCE FRANCE-PRESSE

DAMAS — La principale figure de l'opposition syrienne a conditionné hier toute négociation avec les autorités à un départ du président Bachar al-Assad, au moment où les violences s'intensifiaient aux portes de Damas.

À la veille de la présentation devant le Conseil de sécurité de l'ONU d'un projet de résolution présenté par le Maroc au nom de la Ligue arabe, les violences ont fait au moins 53 morts, dont 35 civils, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Réagissant à l'annonce par Moscou de l'accord donné par Damas à des négociations informelles avec l'opposition en Russie, le président du Conseil national syrien (CNS) Burhan Ghalioun a affirmé à l'AFP: « La démission d'Assad est une condition pour toute négociation sur la transition vers un gouvernement démocratique. Si les Russes veulent une solution négociée, ils doivent admettre qu'Assad doit partir, car un assassin du peuple ne doit pas superviser une transition vers la démocratie. »

Plan de sortie de crise

Le chef d'un autre mouvement d'opposition établi à Damas, Hassan Abdel Azim, est allé dans le même sens. « Toute négociation et toute rencontre sont inenvisageables à l'ombre des violences qui augmentent, des tueries et des arrestations qui

VIOLENCE EN SYRIE



○ Morts rapportés
■ Combats dans la capitale

Source: Agence France-Presse

se poursuivent», a déclaré à l'AFP Abdel Azim, chef du Comité de coordination pour le changement national et démocratique (CCCND).

M. Ghalioun s'est dit optimiste sur le fait que les discussions d'aujourd'hui seraient couronnées de « succès », exhortant les Russes à adopter une « position réaliste ».

Le secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil al-Arabi, doit présenter aujourd'hui le plan de sortie de crise de l'organisation panarabe qui prévoit la fin des violences et le transfert des pouvoirs de M. Assad à son vice-président avant l'ouverture de négociations avec l'opposition.

Pressions sur l'ONU

Mais la Russie, allié traditionnel de Damas, a réaffirmé son opposition, excluant toute négociation sur ce texte « inacceptable ».

Les chefs des diplomaties américaine, française et britannique, Hillary Clinton, Alain Juppé et William Hague, iront plaider en faveur de ce projet, aujourd'hui à New York.

« Le Conseil de sécurité doit agir afin de faire clairement savoir au régime syrien que la communauté internationale considère ses agissements comme une menace pour la paix et la sécurité », a dit Hillary Clinton.

« Les équilibres ont évolué au sein du Conseil de sécurité », ont déclaré des sources diplomatiques françaises. Selon elles, « au moins 10 pays » sur les 15 que compte le Conseil pourraient désormais être en faveur du projet.

Moscou et Pékin avaient déjà mis leur veto en octobre à une précédente résolution dénonçant la répression sanglante de la révolte populaire en Syrie, qui a fait plusieurs milliers de morts depuis mars 2011, selon l'ONU.

Le Journal de Québec (Canada)

Combats dans les rues et démission réclamée

AMMAN | (Reuters) Des combats de rue ont fait rage hier aux portes de Damas, la capitale syrienne où l'armée a repris le contrôle de faubourgs passés aux mains des insurgés hostiles au président Bachar al-Assad.

L'armée contrôle de nouveau Hamouriyeh, dans la banlieue Est, où elle a eu recours aux blindés et à l'artillerie pour repousser des insurgés parvenus à seulement huit kilomètres du centre névralgique du pouvoir syrien, ont rapporté des militants et des habitants.

L'Armée syrienne libre (ASL), qui regroupe des déserteurs passés dans le camp de l'opposition au régime, a mené des attaques sporadiques contre les troupes gouvernementales progressant dans le faubourg de Sakba, pris quelques jours plus tôt par les insurgés, a déclaré opposant.

Plusieurs victimes

Au moins 25 personnes, 19 civils et six membres de l'ASL, ont été tuées dans les combats alors que l'armée libre battait en retraite à Sakba et Kfar Batna, disent des insurgés. D'autres opposants ont fait état d'une centaine de morts en trois jours de combats dans ces secteurs, qui ont été le

théâtre de fréquentes manifestations contre le régime depuis le début du mouvement de contestation à la mi-mars.

L'escalade des violences a conduit la Ligue arabe à suspendre samedi l'activité de ses observateurs en Syrie.

Les ministres des Affaires étrangères de la Ligue, qui ont appelé Bachar al-Assad à démissionner et à mettre en place un gouvernement d'union nationale, débattront dimanche au Caire de la crise syrienne et envisageront alors un éventuel retrait des observateurs. Le secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil Elarabi, doit s'exprimer

aujourd'hui à New York devant le Conseil de sécurité de l'Onu et réclamer le soutien de cette instance au plan de la Ligue arabe visant à faire cesser le bain de sang en Syrie.

Résistance

Nabil Elarabi espère surmonter la résistance de Pékin comme de Moscou vis-à-vis du plan de la Ligue arabe.

Cherchant à éviter un vote rapide au Conseil de sécurité d'un projet de résolution mis

au point par les Occidentaux et les Arabes sur la Syrie, la Russie, alliée de Damas, a dit hier qu'elle tenait à examiner les recommandations des observateurs de la Ligue arabe avant de discuter d'un plan préconisant le départ de Bachar al-Assad du pouvoir.

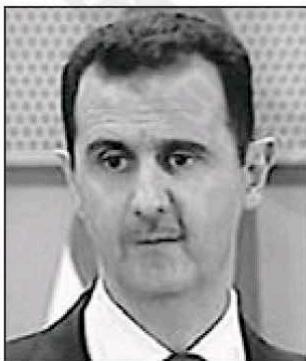


PHOTO AFP

■ **Bachar al-Assad**

New York Times - International Herald Tribune (USA)

Russian plan stalls as foes battle near Damascus

BEIRUT

Pressure grows for action by U.N. Security Council as Syria clashes intensify

BY KAREEM FAHIM
AND ELLEN BARRY

Syrian rebel fighters kept up clashes with government forces in neighborhoods on the doorstep of Damascus on Monday in an escalation of the spreading war there, while a new diplomatic effort by Russia to broker mediation talks between the antagonists appeared to go nowhere and pressure for Security Council action intensified.

Despite deployments by Syrian forces into the eastern suburbs of Damascus on Sunday, where soldiers, tanks and armed vehicles were sent to crush pockets of armed rebellion, there was no clear sign that the heavily outgunned rebels had been vanquished.

Amateur video posted on the Internet bolstered other credible reports of new fighting in Homs, the combustible central Syrian city that has been the venue of repeated battles between rebel fighters and forces loyal to President Bashar al-Assad. Syria's official news agency, SANA, said nothing about the Homs fighting but reported that a gas pipeline in the area was blown up by what it called an unidentified terrorist group.

There were no reliable estimates of the number of people killed or wounded in the latest fighting.

The escalation in Syria, where Mr. Assad has vowed to end a 10-month-old uprising that he has characterized as the work of foreign-backed terrorists, came within a few kilometers of the epicenter of his power in the capital Sunday. That was just a day after Arab League observers said they were suspending their work in the country because of the intractable fighting and threats to their safety.

The fighting has grown more intense as an anti-Assad group known as the Free Syrian Army, composed partly of army defectors, has attacked and violently resisted loyalist forces. The United Nations, which has said more than 5,400 people have been killed in the uprising, said last week it could no longer reliably document the death toll.

Russia, Mr. Assad's most important ally among his dwindling list of international supporters, said Monday that it had convinced his government to participate in informal mediation talks to be hosted by the Russian Foreign Ministry in Moscow. The ministry, which made the announcement, said it had not received an answer from the opposition.

"In an attempt to contribute with the Syrians to a peaceful settlement without foreign intervention and with respect to the sovereignty of Syria, we have appealed to the Syrian government and to all opposition groups to send their representatives to Moscow at a mutually acceptable time for informal contacts without prior conditions," the Foreign

SYRIA, FROM PAGE 1
Ministry said.

But a senior member of the Syrian opposition council said Monday that no invitation had been received from Moscow and that it would be refused anyway, Reuters reported.

Russia has been eager to show that it is sincere about pursuing a diplomatic solution in Syria as part of an effort to thwart a resolution under consideration at the U.N. Security Council. That measure, backed by the Arab League, calls on Mr. Assad to transfer his powers to the vice president and for a unity government to be formed.

Russia has consistently opposed any Security Council action on Syria that could be construed as a justification for military intervention, as happened in the Libya uprising nearly a year ago and resulted in the violent overthrow of Col. Muammar el-Qaddafi.

In a sign of the growing pressure on the Security Council to take action despite Russia's position, Foreign Secretary William Hague of Britain and his French counterpart, Alain Juppé, were heading to New York on Monday to participate in the council's deliberations.

Secretary of State Hillary Rodham Clinton said Monday that she would join them at the Security Council to press for a clear message of world support for Syria's besieged people, according to The Associated Press.

The U.S. ambassador to the United Na-

tions, Susan Rice, also weighed in, saying the Security Council had been guilty of "inaction" and "neglect" and called on members to endorse the plan for a political transition in Syria, Reuters reported.

In Damascus, columns of black smoke could be seen early Monday rising from the suburb of El Ghouta, and heavy clashes were reported in nearby Harasta. A resident who fled another suburb, Ein Tarma, told The A.P. that electricity and water had been cut to the area during the fighting.

Video shot in Saqba showed soldiers shadowing a tank as it rolled through streets that just days ago were controlled with some swagger by rebel fighters. Activists in Saqba said they knew of at least nine people killed in the fighting on Sunday. That toll could not be independently confirmed.

The Arab League suspended a monitoring mission in Syria on Saturday because of the intensifying violence, removing outside observers from around the country and in the process lifting a measure of restraint on a government intent on routing its opponents.

On Sunday, the Russian foreign minister, Sergey V. Lavrov, gave the strongest indication yet that his country would oppose the Arab plan, saying that the insistence by Western and Arab nations that Mr. Assad give up power was "absolutely unforgivable," and suggesting that Russia might be willing to use its veto power to block the proposed

Security Council resolution favoring it.

Mr. Lavrov, who was on a tour of Asia-Pacific nations, said at a news conference in Brunei that the demand — which makes up the core of the draft resolution — was "a rather irresponsible statement, because it attempts to undermine the chance to calm the situation," according to remarks carried by the Interfax news service.

Mr. Lavrov expressed surprise and dissatisfaction with the decision to end the Arab League monitoring mission. He has also said Russian officials planned to meet with Syrian opposition leaders in the coming days to urge them to negotiate with Mr. Assad.

"We are trying to convince these forces that dialogue is the only path to normalization," Mr. Lavrov said in an interview with Japanese television. "Unfortunately, several of our partners in the U.N. Security Council have taken the opposite position and are persuading the opposition not to enter a dialogue with the authorities.

"This is incitement," he said.

The head of the Arab League, Nabil al-Araby, said on Sunday that he was hopeful Russia and China would change their positions and support the resolution.

Ellen Barry reported from Moscow. Hwaida Saad contributed from Beirut, Michael Schwartz from Moscow, Alan Cowell from London and Rick Gladstone from New York.

The Washington Post (USA)

EDITORIALS

Saving Syria

Russian cooperation would help avert a civil war.

ARAB AND WESTERN governments plan to mount a major diplomatic offensive at the United Nations on Tuesday in the hope of breaking a deadlock in the Security Council on Syria. Nabil el-Araby, secretary general of the Arab League, will present a plan to end the swelling violence by calling for dictator Bashar al-Assad to step down and be replaced by a coalition government that would organize elections. Secretary of State Hillary Rodham Clinton and the foreign ministers of Britain and France will attend the meeting as a way of raising the pressure on Russia, which has been blocking action by the Security Council since the Syrian uprising began 10 months ago.

For now, there is little sign that Russia will yield: The government of Vladimir Putin is insisting that it will not support the removal of a regime that has been its primary ally in the Middle East. Yet if sustained, Moscow's intransigence is likely to precipitate a disaster, both for Syria and for itself.

The Arab League plan is probably the only means left to avoid a full-scale civil war in Syria.

Since the failure of the league's observer mission last week, violence has again accelerated, while moving to the edge of Damascus. As a statement issued by Ms. Clinton reported Monday, "intensified Syrian security operations all around the country ... have killed hundreds of civilians" in the past few days. It added: "The government has shelled civilian areas with mortars and tank fire and brought down whole buildings on top of their occupants."

Despite such brutal behavior, Mr. Assad's forces seem to be losing ground to armed opposition groups, which briefly held control of several Damascus suburbs and appear to be entrenched in cities such as Homs and Hama. The assessment of most outside observers is that the Assad regime is doomed. That means that if Russia continues to prop it up, it will not only damage its position with other Arab governments but will endanger its assets in Syria — including a naval base and weapons sales.

Though Arab and Western countries will welcome Mr. Assad's ouster, the means by which it

happens are crucial. A managed transition, like that outlined in the Arab League plan, could end the bloodshed relatively quickly and give the upper hand to secular and pro-democracy forces. The longer the fighting goes on, the greater the chance that Syria will be overtaken by a merciless sectarian war between the majority Sunni and minority Alawite communities, with Christians and Kurds caught in between. That would empower Islamic extremists, and it could trigger renewed sectarian conflict in Iraq and Lebanon.

As long as it has Russia's diplomatic and material support, the Assad regime is more likely to hold together. That's why the high-level lobbying campaign at the Security Council is important, and it's why the Obama administration should place Russian cooperation on Syria at the top of the bilateral agenda with Moscow. At the same time, Western and Arab governments must consider other means of speeding an end to the Syrian conflict. Military intervention may be off the table for now, but non-lethal material aid for the opposition should not be.

The Washington Times (USA)

U.S. calls on U.N. to act against Syria

Clinton cites rise in regime violence

By ASHISH KUMAR SEN

THE WASHINGTON TIMES

The Obama administration on Monday condemned Syria's brutal crackdown on protesters and called on the U.N. Security Council to act against the Syrian regime.

Secretary of State Hillary Rodham Clinton said she will travel Tuesday to the United Nations to attend a meeting on Syria and muster support for unified action against Syrian President Bashar Assad.

"The United States condemns in the strongest possible terms the escalation of the Syrian regime's violent and brutal attacks on its own people," Mrs. Clinton said, adding that Syrian forces had "shelled civilian areas with mortars and tank fire and brought down whole buildings on top of their occupants."

Meanwhile, the Syrian National Council of opposition figures rejected a Russian proposal for talks with the Assad regime in Moscow.

"The Russians can hold all the meetings they want, but without the [council] it will be meaningless," said Murhaf Jouejati, a member of the Syrian National Council.

Syrian forces have unleashed ruthless attacks in the cities of Homs, Hama and Daraa, activists said, noting that 68 people, including eight children, had been killed during the past few days.

The U.N. has estimated that more than 5,400 people have been killed in the crackdown since March.

"The campaign of killing innocent people is ongoing," Abu Rami, a resident of Homs, said in an Internet phone interview. "There is a genocide that is taking place."

Syrian forces surrounded and shelled neighborhoods in Homs, killing

generations of families, residents said. Regime forces also shelled residential areas in Damascus' northern and eastern suburbs.

"We have received verified reports of families being massacred as a result of shelling in Homs, or as a result of the security forces setting fire to homes while residents were still inside Rankous," a Damascus suburb, said Rafif Jouejati, a spokeswoman for the Local Coordination Committees, an opposition group that organizes protests in Syria and documents human rights violations.

Security forces arrested several hundred activists in Rankous on Monday. Local sources said they fear that all detainees already have been killed, Ms. Jouejati said.

At the U.N. Security Council, Russia, a veto-wielding permanent member, threatened to veto a resolution critical of the Assad regime on grounds that it would open the door to foreign military intervention in Syria.

The resolution includes a demand that Mr. Assad implement an Arab League peace plan that requires him to hand over power to his vice president and allow the creation of a unity government within two months. The Assad regime has rejected the proposal.

In London, British Prime Minister David Cameron's office urged Moscow to reconsider its opposition, the Associated Press reported.

"Russia can no longer explain blocking the U.N. and providing cover for the regime's brutal repression," a spokeswoman for Mr. Cameron said, on the customary condition of anonymity in line with policy.

"The Russians are equating the killer and the victim," said Mr. Jouejati, the Syrian National Council member. "They want us to sit at a table and for there to be a happy outcome. But you cannot negotiate with a gun to your head."

The Wall Street Journal (USA)

Syrian Forces Battle Ahead of U.N. Talks

Gunfire and explosions rocked Damascus suburbs on Monday, activists said, as Syria's military widened an offensive to reclaim a belt around the capital where it has fought rebel troops for four days.

By *Nour Malas, Joe Lauria and Greg White*

Talks gained pace at the United Nations, meanwhile, over a Security Council resolution that aims to condemn Syria for the violence.

Artillery and heavy weaponry pounded several Damascus suburbs, sending plumes of smoke rising above the Eastern al-Ghouta suburbs, activists and dissident soldiers said, describing what they called Syria's harshest crackdown yet on armed dissent around the capital.

The severe military crackdown comes after the Arab League on Saturday said it was freezing its observer mission in Syria due to a "dangerous deterioration" of events. Syria's increasingly armed opposition had in previous days started conducting armed operations to seize and briefly hold areas in several Damascus suburbs. The Local Coordination Committees, an activist network, reported 60 people were killed Monday across Syria, capping one of the bloodiest weeks in Syria's 11-month-long uprising.

On Tuesday in New York, U.S. Secretary of State Hillary Clinton is due to join the British and French foreign ministers at a Security Council meeting, at which Arab League Secretary-General Mubal al-Arabi will lay out the league's plan to resolve the Syrian crisis.

"The government has shelled civilian areas with mortars and tank fire and brought down whole buildings on top of their occupants. The violence has escalated to the point that the Arab League has had to suspend its monitoring mission," Mrs. Clinton said in a statement condemning the violence. "The Security

Council must act and make clear to the Syrian regime that the world community views its actions as a threat to peace and security."

The plan, contained in a draft council resolution introduced Friday by Morocco, calls for Syrian President Bashar al-Assad to temporarily hand power to his vice president while elections are prepared.

It isn't clear when or if the resolution will come to a vote. European and Arab sponsors hope to press for one this week. But the resolution has already faced resistance from Russia, a Syrian ally that holds veto power on the Security Council.

The text gives Damascus 15 days to agree or face further council "measures." Russian officials say that language amounts to the threat of sanctions, which they say in turn leads toward a slippery slope toward military intervention. They also say the text promotes regime change.

Russian Foreign Minister Sergei Lavrov on Sunday called the resolution's stipulation that Mr. Assad step down "absolutely unforgivable" and "a rather irresponsible statement, because it attempts to undermine the chance to calm the situation," according to Russia's Interfax news service.

Kremlin efforts to play mediator in the conflict, meanwhile, seemed to make little headway. Russia has said Syrian authorities had agreed to Moscow's invitation to hold informal talks in Russia with opposition representatives.

But the Kremlin's continuing support for the Assad government—including at least one arms shipment this month—has undermined its credibility with Syria's opposition.

Many protesters refuse to engage in talks while the military is still deployed across the country. "It's unrealistic to call for dialogue and then carry out this kind of brutality in the Damascus suburbs," said Joan Ayo, an activist in the capital.

Syria's government, having



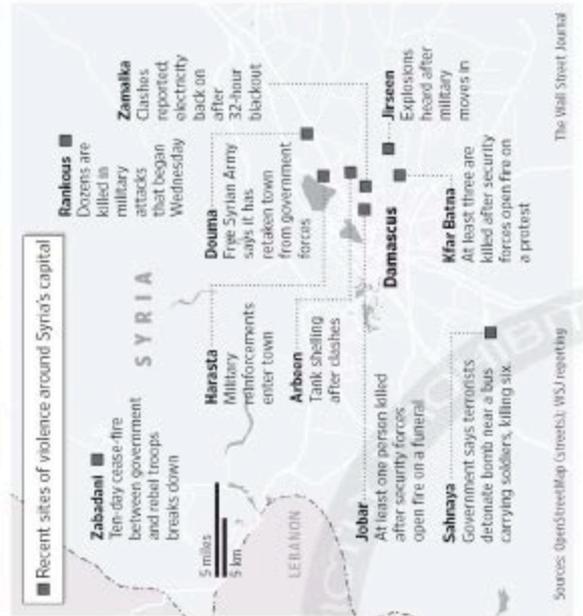
AP/Wide World Photos

An image from a video shows what are said to be members of the Free Syrian Army in Rastan, near Homs.

vowed to crush what it calls terrorists in the country with an "iron fist," continues to push through a two-pronged strategy to the unrest—deploying its military and security forces to quell the uprising, while pushing through political reforms that most of the opposition now views as superficial.

But it has faced a particular problem over the past 10 days, as armed civilians rose up to back defeated soldiers in suburbs around Damascus, bringing the conflict close to Mr. Assad's seat of power.

Though armed opposition fighters have gained control of some suburbs for short periods in what dissident troops have described as guerrilla warfare, Sunday's sweep appeared to put most of the suburban belt back under government control.



Syrian regime ratchets up crackdowns

Clinton to push at U.N. for Assad to step down

By Mona Alami
Special for USA TODAY

BEIRUT — The leaders of the dissident army that is fighting the Syrian military say the movement to oust President Bashar Assad is moving closer to the capital of Damascus despite the government's attempt to reassert power over areas under opposition control.

"The Syrian security forces have been upping the ante with violent crackdowns to put an end to attacks from regime defectors and Free Syrian Army operations against military positions," said Aref Hamoud, a colonel in the Free Syrian Army (FSA), which is battling the Syrian military.

"They will fail," he said. "The FSA does not make up the bulk of the rebellion, which is essentially comprised of pro-democracy protesters."

Secretary of State Hillary Rodham Clinton and

the British and French foreign ministers were heading to New York to push for a measure at the United Nations to call for Assad to step down. Russia has threatened to veto such a measure.

"The status quo is unsustainable," Clinton said. Syrian forces heavily shelled the restive city of Homs on Monday, and troops pushed back dissident troops from some suburbs on the outskirts of Damascus to regain control of the capital's eastern doorstep, activists said.

Government troops managed to take control of two of the districts closest to Damascus, Ein Tarma and Kfar Batna, said Rami Abdul-Rahman, the London-based head of the Observatory. On Monday, the regime forces were trying to take the next suburbs farther out, with heavy fighting in the districts of Saqba and Arbeen, he said.

Hamoud said fighters have been successful in Idlib, Hama and other Damascus suburbs because they have growing support from residents "who are providing safe houses, food supplies and medical help. Defections (from Syria's military) are also growing in number by the day."

The U.N. estimated a week ago that more than



AP Photo/Imagoe
Six killed: Syrian authorities say this bus was burned by a "terrorist group" near Damascus.

5,400 people had been killed in Syria's crackdown since the uprising against Assad's rule began in March. Nearly 200 people have been killed in the past five days, activists say. The Assad regime says regime opponents who had been largely peaceful are terrorists backed by Western powers.

Hamoud says the FSA has been moving in and

out of military theaters such as Saqba to avoid the tank fire and artillery of government forces.

"The fact that we only have access to light weapons makes it very difficult for us to hold onto our positions," he said.

Hamoud denied government accusations of terrorist bombings. On Monday, the official state news service SANA reported that terrorists had blown up a gas pipeline extending from Homs to Banyas near the village of Rabi'eh in Tal Kalakh.

"The regime is punishing people for their support of the FSA by cutting gas supplies to rebel regions," he said. "Our only goal is to protect civilians."

But Hamoud warned of the possibility of a rise of fundamentalist groups if the crisis continues much longer. He said the opposition movement wants the West to impose air patrols to take out the regime's heavy weaponry.

"I send a message to the U.S. and the West: The situation is becoming worrying. We have been noticing the emergence of radical element. However, as the crisis lingers on, it will be more difficult to put a stop to them."

Chicago Tribune (USA)

Damascus suburbs retaken

Assad forces gain hold; U.N. set to consider Arab League peace plan

By **PATRICK J. McDONNELL**
AND **RIMA MARROUCH**
Tribune Newspapers

BEIRUT — Syrian troops reasserted control Monday of rebellious suburbs outside Damascus, retaking some districts amid stiff resistance as the opposition reported dozens killed in fierce fighting. Armed rebels were falling back to avoid the government's onslaught, said opposition activists, as regime tanks and troops pulled into rebel bastions near the capital.

"We've entered the stage of street war," said an opposition activist in the Damascus suburb of Douma, who asked not to be named for security reasons.

"Today, one side is gaining control, tomorrow, the other side. Today, the regime is in control."

The spike in violence came as diplomats in New York prepared to debate Syria's future.

On Tuesday, the United Nations is scheduled to consider an Arab League plan, backed by Western nations, that calls for President Bashar Assad to relinquish power as part of a transition to a unity government and the holding of elections. The Syrian government has condemned the blueprint as an affront to its sovereignty.

Russia, a Syrian ally and major arms supplier to the Assad government, has indicated it would veto any U.N. resolution backing regime change, economic sanctions or an arms embargo against Syria.

On Monday, Russia called for all sides in the Syrian conflict to participate in talks in



An image from video shows a Syrian army tank burning Monday in Rastan. Also Monday, regime tanks and troops reportedly pulled into rebel bastions near Damascus.

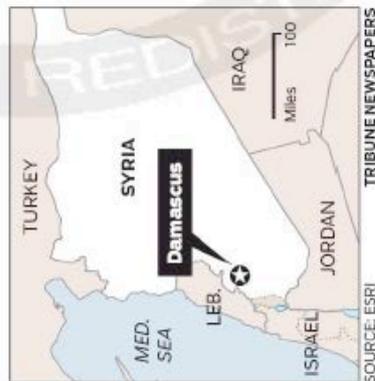
Moscow. But many opposition activists have said the time is over for discussions with Assad.

Syrian troops seeking to impose control on Damascus suburbs were reported to have entered the towns of Hamouriya and Kfar Batna, among other areas. According to opposition activists, the troops failed to advance deep into Saqba, which has been in rebel hands.

One opposition activist in the besieged mountain town of Rankous said troops stormed the town after days of shelling, though most of the rebels and many residents already had fled.

The opposition says its armed ranks are growing daily, bolstered by defections from the military.

The anti-government protests that were a signature feature of the Syrian uprising continue. But it seems clear that the government now faces an armed insur-



gency — by what the regime calls "terrorists" and "armed groups."

More than 300 people have been killed nationwide the past five days, according to the Local Coordination Committees, making it one of the deadliest stretches since the rebellion broke out 10 months ago.

There is no way to verify the numbers because much of Syria is closed off to the international media.

The U.N. says more than 5,000 people have died in the violence since March. According to the government, more than 2,000 security personnel have been killed.

The escalating violence prompted the Arab League to suspend the work of about 100 league monitors in Syria.

They had been tasked with ensuring that the government complied with the terms of an Arab League-negotiated peace plan that, among other things, calls for the military to withdraw from cities and residential areas.

Marrouch is a special correspondent.

pmcdonnell@tribune.com

Los Angeles Times (USA)

Syrian army takes back some rebellious suburbs

The opposition says dozens are killed. At the U.N., diplomats will tackle the issue.

PATRICK J. McDONNELL
AND RIMA MARROUCH
REPORTING FROM BEIRUT

Syrian troops reasserted control Monday of rebellious suburbs outside Damascus, retaking some districts amid stiff resistance as the opposition reported dozens killed in fierce fighting.

Armed rebels were falling back to avoid the government's onslaught, said opposition activists, as regime tanks and troops pulled into rebel bastions near the capital.

"We've entered the stage of street war," said an opposition activist in the Damascus suburb of Duma, who asked not to be named for security reasons. "Today, one side is gaining control, tomorrow the other side. Today, the regime is in control."

The increase in violence came as diplomats at the United Nations prepared to debate Syria's future.

On Tuesday, the U.N. is scheduled to consider an Arab League plan, backed by Western nations, that calls

for Syrian President Bashar Assad to relinquish power as part of a transition to a unity government and the holding of new elections. The Syrian government has condemned the blueprint as an affront to its sovereignty.

Russia, an ally of Syria and major arms supplier to the Assad government, has indicated it would veto any U.N. resolution backing a change in leadership, economic sanctions or an arms embargo against Syria.

On Monday, Russia called for all sides in the Syrian conflict to participate in talks in Moscow. Many opposition activists have said the time for discussions with Assad is over.

Syrian troops seeking to impose control on Damascus' suburbs were reported to have entered the towns of Hammouriya and Kfar Batna, among other areas. According to opposition activists, the troops failed to advance deep into Saqba, which has been in rebel hands.

One opposition activist in the besieged mountain town of Rankous said troops stormed the town after days of shelling, though most of the rebels and many residents had already fled.

"The Syrian army will not be able to maintain the area

for long," said the activist. "They will be an easy target for us."

The recent fighting reflects the kind of guerrilla warfare that has now engulfed major swaths of Syria.

The opposition says its armed ranks are growing daily, bolstered by defections from the military. In classic guerrilla fashion, rebels appear able to infiltrate Syrian towns and neighborhoods when the military presence is relatively low, then slip away once reinforcements arrive.

The antigovernment protests that were a signature feature of the Syrian uprising continue. But it seems clear that the government now faces an armed insurgency — by what the regime calls "terrorists" and "armed groups."

The official Syrian state news service daily cites ambushes, acts of sabotage, roadside bombs and group burials of security personnel killed in fighting. Reports have circulated that the army is overstretched because of a plethora of battle fronts.

An opposition coalition, the Local Coordination Committees, reported 95 more deaths Monday throughout Syria. Most were

in the troubled province of Homs, a hotbed of the rebellion, where heavy shelling and gunfire were reported, especially in the city of Rastan.

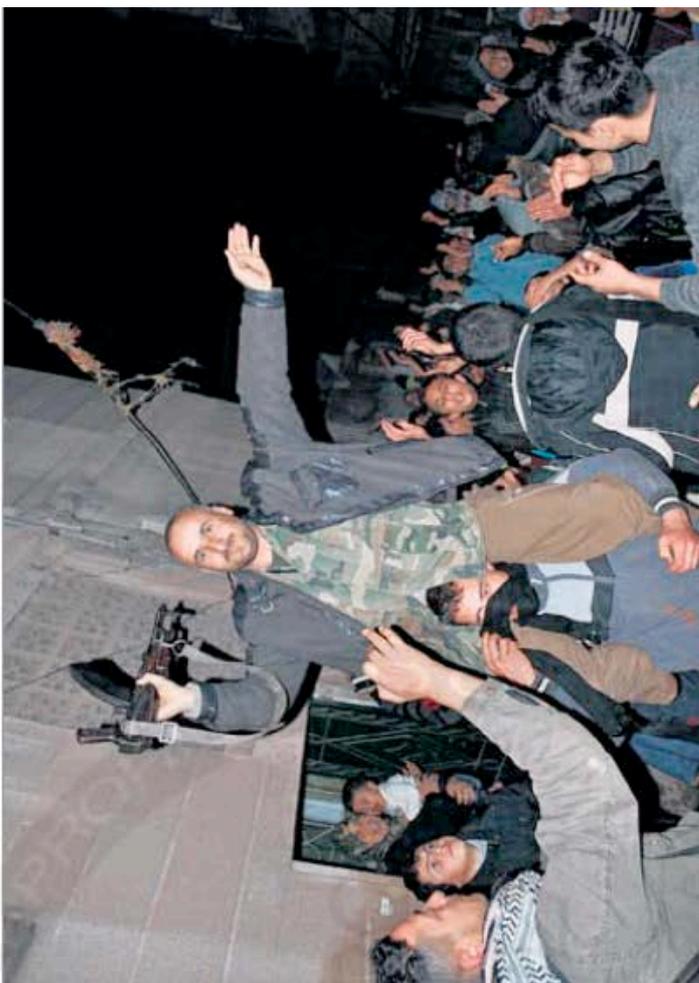
More than 300 people have been killed nationwide in the last five days, according to the Local Coordination Committees, making it one of the deadliest stretches since the rebellion broke out 10 months ago.

There was no way to verify the numbers, since much of Syria is closed off to the international media.

The United Nations says more than 5,000 people have died in the violence since March. According to the government, more than 2,000 security personnel have been killed.

The escalating violence prompted the Arab League to suspend the work of about 100 league monitors in Syria. They had been tasked with ensuring that the government complied with the terms of an Arab League-negotiated peace plan that, among other things, calls for the withdrawal of the military from cities and residential areas.

patrick.mcdonnell
@latimes.com
Marrouch is a special
correspondent.



Associated Press

Antigovernment protesters lift a Syrian army defector during a rally against President Bashar Assad in Homs province. Dissident forces are in control of several suburbs near Damascus.

WORLD

SYRIA

Brutal fighting kills dozens on eve of U.N. talks

As the bloodshed increased, with activists reporting more than 40 civilians killed Monday, Western and Arab countries stepped up pressure on Assad's ally Russia to overcome its opposition to the resolution.

U.S. Secretary of State Hillary Rodham Clinton and the British and French foreign ministers were heading to New York to push for backing of the measure during talks today at the United Nations.

"The status quo is unsustainable," Clinton said, contending that the Assad regime is preventing a peaceful transition and warning that the resulting instability could "spill over throughout the region."

The draft resolution demands that Assad halt the crackdown and implement an Arab peace plan that calls for him to hand over power to his

By Lee Keath
ASSOCIATED PRESS

BEIRUT — Syrian forces pushed dissident troops back from the edge of Damascus in heavy fighting Monday, escalating efforts to take back control of the capital's eastern doorstep ahead of key U.N. talks over a draft resolution demanding that President Bashar Assad step aside.

Gunfire and the boom of shelling rang out in several suburbs on Damascus' outskirts that have come under the domination of antigovernment fighters. Gunmen — apparently army defectors — were shown firing back in amateur videos posted online by activists. In one video, a government tank on the snow-dusted mountain plateau towering over the capital fired at one of the suburbs below.

vice president and allow creation of a unity government to pave the way for elections.

If Assad fails to comply within 15 days, the council would consider "further measures," a reference to a possible move to impose economic or other sanctions.

British Prime Minister David Cameron called the situation in Syria "appalling" and appealed Monday to Russia to

back the U.N. Security Council resolution.

"It is time for all the members of U.N. Security Council to live up to their responsibilities instead of shielding those who have blood on their hands," Cameron said.

Moscow, which in October vetoed the first council attempt to condemn Syria's crackdown, has shown little sign of budging in its opposition. It warns

that the new measure could open the door to eventual military intervention, the way an Arab-backed U.N. resolution led to NATO air strikes in Libya.

A French official said the draft U.N. resolution has a "comfortable majority" of support from 10 of the Security Council's 15 members, meaning Russia or China would have to use its veto power to stop it.

New York Post (USA)

After Assad: The Syrian Short List

HAS the time come for the fat lady to sing in Syria? As carnage continues across that nation, the question is making the rounds in Arab capitals and at the United Nations in New York.

The lady in question is Najah al-Attar, a jovial 78-year-old novelist who has been a vice president of Syria since 2006.

Under an Arab League plan to end the Syrian crisis, President Bashar al-Assad would step aside, allowing Attar to act as interim head of state. She would then name a caretaker government to organize "a national dialogue for a peaceful transition."

The league's plan will be the basis of negotiations that Russia plans to host in Moscow between the Assad regime and the pro-democracy opposition. The UN Security Council will vote as soon as today on whether to endorse the plan.

Iraqi Foreign Minister Hoshiyar Zebari will also try to sell the plan to Damascus next week when his country assumes the rotating presidency of the Arab League. In the meantime, the league has decided to freeze its monitoring mission, citing "bad faith and chicanery" on the part of the Syrian regime.

The plan doesn't directly name Attar as putative interim leader because some "interested powers," meaning Russia and Iran, prefer the other vice president, Farouk al-Sharaa, in that role.

But the Syrian opposition, smelling victory, might find it hard to deal with Sharaa — an apparatchik of the ruling Ba'ath Party who's accused of involvement in planning the recent massacres.

As interim leader, Attar would hold a number of cards:

- Her father was a leader of the independence movement against the French in the 1920s. Her brother, Issam, who lives in exile in Germany, is a leader of the Muslim Brotherhood, a key component of the anti-Assad revolt.

- Educated in Britain, she could use her network of contacts in London to mobilize support for a transition backed by the international community.

- The fact that she is a native of Damascus also works in her favor. Until last month, the regime had managed to keep things quiet there. However, the revolt has spread to the capital, with army defectors in control of some neighborhoods.

- Attar is a Sunni Muslim, like 70 percent

of Syrians (and unlike Assad).

- She is not a member of the Ba'ath Party and not connected with the security services, the backbone of the Assad clan.

For his part, Sharaa points to his long experience as foreign minister to advance his claim for interim leadership.

A protégé of Hafez al-Assad, the father of the present despot and the founder of the dynasty, Sharaa owes little to Bashar and might not find it hard to unsheathe the dagger that he must have had hiding behind his back for years.

Sharaa could also count on support from Iran, which has a strong military-security presence in Syria, and Russia, which has emerged as the regime's key diplomatic backer.

Tehran and Moscow believe that, as interim head of state, Sharaa might help them maintain part of their positions in Syria.

"The Islamic Republic cannot allow the installation of a pro-West regime in Damascus," the daily Kayhan, mouthpiece of Iranian Supreme Guide Ali Khamenei, as-



AMIR TAHERI
Al-Attar, well-suited to be interim leader of Syria.

served in an editorial last week.

Russian Foreign Minister Sergei Lavrov has echoed that warning in softer tones. "We cannot go along with a plan aimed at regime change," he said in Moscow last week.

On the negative side, Sharaa is under investigation by the International Criminal Court for involvement in the 2005 murder of former Lebanese Prime Minister Rafik Hariri.

And some Arab League members think he might use the transition to play for time the opposition and keep at least some Ba'athists in power.

"Sharaa is a born liar and cheat," claims a former Syrian oil minister now opposed to the regime. "The only reassuring thing about him as interim head of state is that his feet are too small for that boot."

Diplomatic haggling over ways to persuade Bashar al-Assad to fly to exile, possibly in London, his wife's native city, is likely to continue for at least another week.

And while diplomats talk in New York, in Syria people die.

US envoy: Security Council must move past 'neglect' of Syria crisis

Damascus regime will eventually fall, White House says • Activists balk after Russia says Assad agreed to Moscow talks with opposition

• BY OREN KESSELER AND ROBERTS
The Security Council must move past its "inaction" and "neglect" to the Syria crisis and endorse an Arab League plan for a political transition there, the US envoy to the UN said on Monday.

Ambassador Susan Rice was speaking a day before Arab League Secretary-General Nabil Elaraby and Qatar's prime minister are due to plead with the 15-nation Security Council to back the league's plan for Syria. President Bashar Assad to transfer powers to his deputy to prepare for free elections.

"We have seen the consequences of neglect and inaction by this council over the course of the last 10 months, not because the majority of the council isn't eager to act—it has been," Rice said. "But there have been a couple of very powerful members who have not been willing to see that action take place... That may still be the case."

Rice was referring to Russia and China, which vetoed a European-drafted Security Council resolution in October that would have condemned Syria. Spokesman Jay Carney said Assad had lost control of his country and predicted his regime would fail.

"We're discussing with the Russians and other partners how best to use all the levers at

the command of the international community and the United Nations to press the Syrian government to stop its appalling and ultimately ineffective and harmful repression," Carney said. "It's important that the Security Council take action... We believe that the Security Council should not permit the Assad regime to assault the Syrian people while it rejects the Arab League's proposal for a political solution."

"As governments make decisions about where they stand on this issue and what further steps need to be taken with regards to the brutality of the Assad regime, it's important to calculate into your considerations the fact that he will go. The regime has lost control of the country and will eventually fall," he said.

Yehuda Balanga, a Syria scholar at Bar-Ilan University in Ramat Gan, told a conference there Monday that in the absence of a more unified opposition and immense diplomatic pressure, Assad could survive the uprising still in power.

"The opposition—both in Syria and in exile—hasn't been able to formulate an agenda and to attract the support of the masses," Balanga said. "Unless a change is made in that regard—or alternatively, influence is exerted from outside, such as the UN Security

with Lebanon—but have been beaten back from the outskirts of the capital.

"God willing, we will liberate more territory, because the international community has only offered delayed action and empty threats," said a lieutenant-colonel who had detected the rebels said at least 15 people had been killed as they pulled back in Saqba and Kfar Batna. Activists claim a death toll of more than 100 people in three days of fighting in the districts.

The escalating bloodshed prompted the Arab League to suspend the work of its monitors on Saturday. Arab foreign ministers are due to discuss the crisis on February 5.

Syria's state news agency said six soldiers died in a single attack near Deraa in the south and "terrorists" had blown up a gas pipeline. Pipelines have been targeted frequently during the uprising.

The SANA news agency has reported hundreds of more than 70 members of the security forces members since Friday. Residents of Deraa—where anti-Assad unrest first flared—said firefighters between army

defectors and government troops killed at least 20 people, most of them government forces. In Homs, the central Syrian



PROTECTOR OF ISRAEL, we're coming for you,' reads the sign at a demonstration against President Bashar Assad in Idlib, Syria, yesterday. (Reuters)

city that has seen heavy attacks by Assad's forces and sectarian reprisal killings, residents said government troops backed with armor fought rebels near its marketplace.

Elaraby, who wants to entice Russian and Chinese objections to the Arab plan, will be joined at the Security Council by Qatar's Prime Minister Sheikh Hamad bin Jassim al-Thani, whose country heads the League's committee charged with overseeing the Syria crisis.

Russia's deputy foreign minister earlier on Monday said Moscow first wanted to hear directly from the observers whom the Arab League sent—a move likely to delay any vote. In recent weeks the insurgency has crept closer to the capital. The suburbs, a string of towns known as al-Ghouta, are home to the bulk of the 3 million population of Damascus and its outlying districts.

The rebel force said on Monday that medicine and blood were running low in field hospitals, some set up in mosques, and that advancing government forces were carrying out mass arrests.

Iran, Syria's regional ally and once unconditional supporter of Assad's crackdown, said Assad must be spared foreign interference to enact constitutional reforms, hold an election and carry out other measures floated after months of killing.

"We think that Syria has to be given the choice of times so that by that time they can do the reforms," Foreign Minister Ali Akbar Salehi said on Sunday. The United Nations said in December that more than 5,000 people had been killed in the protests and crackdown. On Friday, the UN Security Council discussed a European-Arab draft resolution aimed at halting the bloodshed. Britain and France want to put it to a vote next week, and a French diplomat said it had backing of at least 10 members.

Russia and China blocked a previous Western draft resolution in October, and Moscow said it wants a Syrian-led political process, not "an Arab League-imposed outcome" or Libyan-style "regime change."

L'Orient-Le Jour (Liban / Lebanon)

L'opposition syrienne conditionne toute négociation à un départ d'Assad

Révolte Réunion aujourd'hui du Conseil de sécurité ; les violences s'intensifient aux portes de Damas.

La principale figure de l'opposition syrienne a conditionné hier toute négociation avec les autorités à un départ du président Bachar el-Assad.

Réagissant à l'annonce par Moscou de l'accord donné par Damas à des négociations informelles avec l'opposition en Russie, le président du Conseil national syrien (CNS) Burhan Ghalioun a ainsi affirmé : « La démission d'Assad est une condition pour toute négociation sur la transition vers un gouvernement démocratique. » « Si les Russes veulent une solution négociée (...), ils doivent admettre qu'Assad doit partir car un assassin du peuple ne

doit pas superviser une transition vers la démocratie », a-t-il estimé. Le chef d'un autre mouvement d'opposition, le Comité de coordination pour le changement national et démocratique (CCCND), Hassan Abdel Azim, est allé dans le même sens. « Toute négociation et toute rencontre sont inenvisageables à l'ombre des violences qui augmentent, des tueries et des arrestations qui se poursuivent », a-t-il déclaré. M. Ghalioun s'est en outre dit confiant que les discussions d'aujourd'hui seront couronnées de « succès », exhortant les Russes à adopter une « position réaliste ».

Le secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil el-Arabi, doit présenter aujourd'hui le plan de sortie de crise de l'organisation panarabe qui prévoit la fin des violences et le transfert des pouvoirs de M. Assad à son vice-président avant l'ouverture de négociations avec l'opposition. Mais la Russie, allié traditionnel de Damas, a réaffirmé son opposition, excluant toute négociation sur ce texte « inacceptable ». Les chefs des diplomates américaine, française et britannique, Hillary Clinton, Alain Juppé et William Hague, seront aujourd'hui à New York pour faire le forcing en faveur de ce projet. « Le Conseil de sécurité doit agir afin de faire clairement savoir au régime syrien que la communauté internationale considère ses agissements comme une menace pour la paix et la sécurité », a dit Mme Clinton. De son côté, la Maison-Blanche a estimé que la chute de M. Assad était inévitable et que le président syrien « allait partir » car son gouvernement a perdu le contrôle sur le pays. « Les équilibres ont évolué au sein du Conseil de sécurité », ont déclaré des sources diploma-

tiques françaises. Selon elles, « au moins 10 pays » sur les 15 que compte le Conseil pourraient désormais être en faveur du projet. Aucun vote n'est cependant prévu aujourd'hui sur le texte, selon des diplomates.

Retrait des observateurs arabes ?

En outre, l'escalade des violences a conduit la Ligue arabe à suspendre ce samedi l'activité de ses observateurs en Syrie. Les ministres des Affaires étrangères de la Ligue débattront dimanche prochain au Caire de la crise et envisageront alors un éventuel retrait des observateurs. Pour sa part, l'Organisation de la coopération islamique a appelé le Conseil de sécurité à assurer la protection des civils, jugeant « inacceptable » la poursuite de la répression.

Sur ce plan précisément, les violences ont fait hier au moins 53 morts, dont 35 civils, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). À Homs, 20 civils ont été tués par les forces de sécurité et neuf autres dans des affrontements dans la province de Deraa. Un civil a péri dans la région d'Idlib

et cinq autres à Zamalka et Hamouré, dans la banlieue est de Damas. L'armée contrôlerait de nouveau Hamouré, où elle a eu recours aux blindés et à l'artillerie pour repousser des insurgés parvenus à seulement huit kilomètres du centre névralgique du pouvoir syrien. Dans la province de Deraa, où de violents affrontements ont lieu entre l'armée et des soldats dissidents, six agents de sécurité ont été tués dans l'attaque de leur minibus par des militaires dissidents, selon l'OSDH. Deux militaires ont en outre trouvé la mort près de Sarageb, dans la province d'Idlib. Toujours selon l'OSDH, 10 soldats dissidents ont été également tués, dont deux à Rankous, à 40 km au nord de Damas. Le CNS a mis en garde contre un éventuel massacre « de centaines de jeunes gens que les services de sécurité syriens ont rassemblés sur une place publique » de cette ville. Toutefois, d'après la chaîne al-Arabiya, le bilan des victimes s'est élevé en soirée à 85 morts. L'agence SANA, elle, a rapporté qu'un gazoduc a été saboté par un « groupe terroriste » dans la

province de Homs, près de la frontière libanaise.

Dimanche, les militants avaient annoncé une intensification des combats près de Damas, en raison d'une offensive de l'armée. Postes de contrôle tous les 300 mètres, murs de sacs de sable, tirs, déploiement de blindés : les villes de Harasta, Douma et Saqba, à moins de 15 km au nord-est de la capitale syrienne, sont en état de siège. L'Union des coordinations de la révolution syrienne (UCRS), un des groupes qui organisent la mobilisation, a appelé à « former des comités populaires pour défendre les zones résidentielles ».

Un journaliste russe disparu

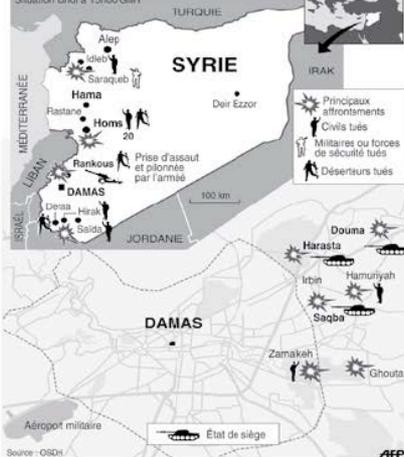
Enfin, un journaliste russe, Alexandre Rybine, travaillant pour un hebdomadaire russeophone au Tadjikistan, a disparu depuis mercredi dernier en Syrie, a annoncé hier le rédacteur en chef du journal, Djamshed Oulmassov, à l'agence RIA-Novosti. M. Rybine, âgé de 29 ans, effectuait une série de reportages.

(Sources : agences et rédaction)

Combats aux portes de Damas

Au moins 53 morts dont 35 civils

Situation lundi à 15h00 GMT



Hussein Harmouche, le fondateur du premier groupe de militaires dissidents, exécuté

Le fondateur de la première unité de militaires dissidents de l'armée, l'officier Hussein Harmouche, détenu par les autorités, a été exécuté la semaine dernière, a rapporté hier la Ligue syrienne des droits de l'homme (LSDH). « Une brigade des services de renseignements de l'armée de l'air a appliqué la semaine dernière un jugement contre l'officier Hussein

Harmouche stipulant sa mort par balles », a indiqué la LSDH dans un communiqué, citant une source militaire. « La brigade des officiers libres » formée par Harmouche n'a pas confirmé l'information. Hussein Harmouche a été le premier officier de l'armée syrienne à avoir publiquement annoncé sa désertion en juin 2011, pour protester contre la répression du mouvement de

contestation contre le régime du président Bachar el-Assad. Harmouche était parvenu à quitter la Syrie pour s'exiler en Turquie, où il avait fondé « la brigade des officiers libres » qui regroupait des dizaines d'autres officiers dissidents, laquelle s'est par la suite unie à l'Armée syrienne libre (ASL), créée par Riad el-Asaad. Mais selon des militants, les services de rense-

ignements syriens ont kidnappé l'officier insoumis en Turquie et l'ont ramené en Syrie, où il était apparu en septembre présentant des « aveux » à la télévision publique. La LSDH, basée au Caire, a appelé « la communauté internationale à intervenir pour protéger les détenus dans les geôles syriennes contre les liquidations physiques dont ils font l'objet quotidiennement ».

Syrian students flock to Lebanese schools

As the violence persists next door, educational institutions open their doors to the wealthy

By Stephen Dochery
The Daily Star

BEIRUT: Schools and universities around the country are seeing a spike in student application rates as families fleeing Syria's internal strife look for ways for their children to continue their education abroad.

The country's public schools have already enrolled hundreds of Syrian refugees and Lebanese universities are getting more interest from abroad as

Syrian campuses are becoming ideological battlegrounds.

"Most of these families know Beirut, they are not strangers here," said George Danson, headmaster at the American Community School in Beirut, about Syrian families' interest in the private school.

ACS is reporting an unusually large wave of applicants last month and in recent weeks, due to the shutting of the Damascus Community School.

Danson said the school received over 50 applications, a large number for this time in the school year.

The two schools have a very similar curriculum, which allowed ACS to admit slightly more than 20 applicants, school officials said.

Other private schools around the country like Brummana High School,

The College Notre Dame De Nazareth, and Institut Moderne du Liban are also reporting a number of applications from Syrians who recently fled their embattled country.

Danson said that while the school was unable to accept all the Syrian students who applied, the families were able to find alternatives.

'Most of these families know Beirut, they are not strangers here'

"There are other resources, they found attractive places to go," he said. Meanwhile, hundreds of Syrian children are continuing their education in Lebanon's public schools.

The United Nations High Commissioner for Refugees is currently providing 334 children with remedial classes with the help of Save the Children Sweden and 465 children have been enrolled in Lebanese public schools, according to the U.N. body's latest report.

Mounting pressure on Syrian President Bashar Assad's regime over its response to the 11-month uprising has led an increasing number of Syrians to take refuge in Lebanon.

As the armed conflict shows no signs of abating, many Syrian and expatriate families have made the decision to leave before the situation worsens.

The UNHCR reports that there are currently 6,290 Syrian refugees living in Lebanon.

Activists working with the commu-

nity say there are several thousand more Syrians who are living in the country who have not registered as refugees because they have family and financial connections to support themselves.

Evidence of those several thousand unregistered Syrians can be seen in the enrollment of the country's private schools and universities, some of the first places financially well-off families contact when relocating.

A number of Syrian university students are expressing interest in the country's major institutions like the American University of Beirut and the Lebanese American University.

"A lot of Syrian students in Syria are asking about transferring to LAU and AUB because of the situation," said the president of the Syrian Cultural Club at AUB Abdullah al-Jajeh.

Jajeh said he has been in touch with a large number of students in Syria who are considering leaving because of the violence and looking for opportunities available to them elsewhere. Many of the Syrians who are now in Lebanon and enrolled at a university have also joined Jajeh's club.

Syrian universities have been the site of a number of protests and increasingly politicized arenas for pro-regime and opposition forces.

The general instability in the region has caused a number of countries to request that their students studying in Syria leave the country.

"Syrian universities are witnessing demonstrations, sometimes, which makes it unsafe for them," Jajeh said. *— Additional reporting by Huda Sougiron and Maxam Broueh*

The Khaleej Times (EAU / UAE)

Battles rage in Syrian capital

Assad troops regain Hamouriyeh from rebels

Khaled Yacoub Oweis

AMMAN — Street battles raged at the gates of the Syrian capital on Monday as President Bashar Al Assad's troops sought to consolidate their grip on suburbs that rebel fighters had taken only a few kilometres from the centre of government power.

Russia, a UN Security Council member and one of Syria's few allies, said Assad's government agreed to talks in Moscow to end the Syrian crisis, but a major opposition body rejected any dialogue with him, demanding he step down.

The new fighting and Russian diplomacy came as the Arab League and France prepared to lobby the Security Council to act on a peace

plan that would remove Assad from power, in a bid to staunch the flow of blood from Syria's attempt to crush a popular uprising and armed insurgency against Assad.

Activists and residents said Syrian troops now had control of Hamouriyeh, one of several districts where they have used armoured vehicles and artillery to beat back rebels who came as close as 8km to Damascus.

An activist said the Free Syrian Army mounted scattered attacks on government troops who advanced through the district of Saqba, held by rebels just days ago. "Street fighting has been raging since dawn," he said, adding tanks were moving through a central avenue of the neighbourhood. "The sound of gunfire is everywhere."

Russia's Foreign Ministry said

Syria agreed to Russian-brokered negotiations over the crisis, but senior members of the council that claims to speak for a fragmented Syria opposition said there was no point in talking to Assad, who must quit. "We rejected the Russian proposal because they wanted us to talk with the regime while it continues the killings, the torture, the imprisonment," Walid Al Bunni, foreign affairs chief for the Syrian National Council, said.

The rebels said at least 15 people had been killed as they pulled back in Saqba and Kfar Batna. Activists have claimed a death toll of several dozen in three days of fighting in the districts, which have seen repeated protests against Assad's rule. — *Reuters*

› SEE ALSO PAGE 28

The Saudi Gazette (Arabie saoudite / Saudi Arabia)

Slow down trade with Russia, GCC firms urged

By Omar Elmershedhi
Saudi Gazette

JEDDAH — Businesses in certain Gulf Cooperation Council (GCC) states have been asked by their governments and members of the governing families to reduce trade with Russia because of its "arrogant" position toward Arab League (AL) efforts to resolve the ongoing crisis in Syria, a senior official of the Saudi Council of Chambers of Commerce and Industry (SCCCI) has said.

The official, requesting anonymity, spoke to the Saudi Gazette at a dinner Saturday at the Jeddah home of the head of a diplomatic mission.

The move comes in the wake of Russia indicating it will use its United Nations Security Council veto to protect Syria from sanctions.

The SCCCI official added that he expects the Saudi government to take a formal position at some stage with regard to trade with Russia. Asked if he expects a decision to

be taken soon, he said. "This is not how we play ba'loot (a card game) in the Kingdom."

The source said businessmen in Kuwait and the United Arab Emirates were approached by their governments and members of the governing families, to reassess trade relations with Russia, in the light of the "arrogant position" the Russians have taken with regard to Arab League efforts to resolve the crisis in Syria.

The source added that, as is normally the case in such matters, no formal announcement will be made on the trade issue. The GCC governments are appealing to the conscience of businesspeople and expecting the word to spread, he added.

Assessing the current scope of business relationships with the Russians, the source said: "Some Gulf businessmen and firms have made good inroads into the Russian energy and mining markets, including

■ Continued on P2

Continued from Page 1

the exploitation of iron and aluminum deposits. There are now seven joint venture companies working in Russia with Kuwaiti, Saudi and Emirati capital," the source said.

"Before the current Syrian crisis, there was talk in a GCC member-state of cooperating with Russia in the field of electricity production. This member-state worked on behalf of the GCC, as a spearhead for further government-to-government cooperation, to construct nuclear reactors, but now all this is up in the air," he added.

Asked how these developments would affect the office of the GCC Chamber of Commerce in Moscow, the source said that the office operates within the overall GCC trade policy. "I think they had a good chance to sign a free trade agreement with us but obviously there have now been huge setbacks."

"The Russians need us commercially more than we need them. The entire global market is our playground, from Australia to Hawaii. We are traders by birth and culture. The GCC countries produce more than 26 percent of the world's oil. We are gradually transforming into a global market for gas supplies and renewable energy, in particular, solar energy. We truly could do without them."

On the other hand, he said, the Russian economy can benefit considerably from goods and services available in the GCC. This includes the region's sophisticated and world-class financial services industry.

He said these important firm



The Russians need us commercially more than we need them. The entire global market is our playground, from Australia to Hawaii. We are traders by birth and culture.

taken seriously by both parties, despite the number of mutual visits by GCC and Russian officials, and the signing of a number of beneficial trade agreements.

The source said that the private sector in the GCC could benefit from various lucrative investment and trade opportunities in the Russian market.

The SCCCI official said that the GCC is looking to adapt to recent global economic and trade developments. This means seeking to strengthen ties with other fast-growing and influential countries such as Brazil, China and India, without neglecting trade relations with current primary partners. These international changes, which include the European Union's enforced trade restrictions on GCC countries, require the GCC to reform its global

Moscow Times (Russie / Russia)

Russia Says Syria Ready to Join Talks

REUTERS

Syria has agreed to take part in Moscow-mediated talks on solving the country's crisis, the Russian Foreign Ministry said Monday, calling on the Syrian opposition to join the planned negotiations.

A senior member of the Syrian opposition council said, however, that it had not received an invitation from Moscow and that it would be refused anyway.

"If such an offer exists, it will be no more than an attempt to influence the Security Council. But I say clearly that our position has not changed, and it is that there is no dialogue with [President Bashar Assad]," said Abdel Baset Seda, a member of the Syrian council's executive committee.

Russia's Foreign Ministry said it hoped the opposition would agree.

Moscow, a permanent United Nations Security Council member with veto powers, has offered to host the talks in an effort to end the bloodshed since protests began 10 months ago against President Bashar Assad.

"We have received a positive response from the Syrian authorities to our call [to hold talks in Moscow]," the Foreign Ministry said in a statement on its website. "We hope ... that the Syrian opposition will agree to that in the next few days, putting the interests of the Syrian people above all other concerns."

Moscow's offer of talks may be an attempt to strengthen its arguments against a Western draft resolution at the Security Council supporting an Arab

League call for Assad to cede power.

Russia has said Assad's resignation must not be a precondition for the Syrian peace process. It has remained one of Assad's few allies and has supplied him with arms and ammunition during the protests.

Moscow has repeatedly said Assad's opponents share the blame for the bloodshed. It fears a Western resolution could be interpreted broadly enough to lead to a Libyan-style military intervention, which Russia says it will not allow.

Russia submitted its own draft resolution in December, but Western diplomats said they could not accept Russian wording assigning blame to the government and opposition for the violence, which the United Nations says has killed more than 5,000 people.

Assad fights to save his capital from Syria rebels

Amman: Street battles raged at the gates of the Syrian capital on Monday as president Bashar al-Assad's troops sought to consolidate their grip on suburbs that rebel fighters had taken only a few miles from the centre of government power.

Activists and residents said Syrian troops now had control of Hamouriyeh, one of several districts where they have used armoured vehicles and artillery to beat back rebels who came as close as 8 km to Damascus.

An activist said the Free Syrian Army — a force of military defectors with links to Syria's divided political opposition — mounted scattered attacks on government troops who advanced through the district of Saqba, held by rebels just days ago.

"Street fighting has been raging since dawn," he said, adding tanks were moving through a central avenue of the neighbourhood. "The sound of gunfire is everywhere." The rebels said at least 15 people had been killed as they pulled back in Saqba and Kfar Batna. Activists have claimed a death toll of



UP IN ARMS: Army defectors protest against Assad in Kafranbel

several dozen in three days of fighting in the districts, which have seen repeated protests against Assad's rule and crackdowns by troops on the 10-month-old uprising.

The escalating bloodshed prompted the Arab League to suspend the work of its monitors on Saturday. Arab foreign ministers, who have urged Assad to step down and make way for a government of national unity, are due to discuss the crisis on Feb 5. REUTERS

DISQUIET OVER LIBYAN WIN IS SYRIA'S LOSS

Security Council consensus has evaporated

GARETHEVANS

TEN months ago, the UN Security Council, with no dissent, authorised the use of "all necessary measures" to protect civilians at imminent risk of massacre in Muammar Gaddafi's Libya. Those lives were saved and, if the Security Council had acted equally decisively and robustly in the 1990s, so might those of 8000 others in Srebrenica and another 800,000 in Rwanda.

I and many others hailed the agreement to intervene in Libya as the coming of age of the responsibility to protect ("R2P") principle, unanimously embraced by the world's governments in 2005. Its core idea, countering centuries of treating sovereignty almost as a licence to kill is that states must protect their own people from

genocide and other mass-atrocity crimes. If they manifestly fail to do so, the international community has the responsibility to act by persuasion, if possible, and by coercion, if necessary.

Now, 10 months later, the Security Council is paralysed over Syria, unable to agree not only on the extreme step of military force, but even on lesser coercive measures such as targeted sanctions, an arms embargo or referral to the International Criminal Court.

The inaction comes despite a death toll of many more than 5000 and an outlook even worse than in Libya.

The hesitation partly reflects the very different geopolitics of the Syrian crisis: potentially explosive regional sectarian div-

isions, no Arab League unanimity in favour of tough action, a long Russian commitment to the Assad regime and a strong Syrian army, which would make any military intervention difficult and bloody.

But there is more to it than that. Security Council consensus about when and how to apply R2P has evaporated in a welter of re-examination about how the NATO-led implementation of the Libya mission date to protect civilians and civilian populated areas under threat of attack" was carried out.

Leading the critical charge have been the BRICS (Brazil, Russia, India, China, and South Africa). Their complaints are not about the initial military response. Rather, they object to what came afterwards, when it rapidly became apparent that the three permanent Security Council members driving the intervention (the US, Britain and France) would settle for nothing less than regime change, and would do

whatever it took to achieve it. In particular, concerns have been raised that the interveners rejected ceasefire offers that may have been serious, struck fleeing personnel who posed no immediate risk to civilians and attacked locations that had no obvious military significance. More generally, the Western powers, along with Arab states such as Qatar, comprehensively supported the rebel side in what rapidly became a civil war, ignoring an explicit arms embargo in the process.

The US, Britain and France are quick with some answers. Protecting civilians in areas like Tripoli that were under Gaddafi's direct control, they argue, required over-

turning his regime. If one side was supported in a civil war, it was because a regime's one-sided killing sometimes leads civilians (as in Syria) to take up arms to fight back (and to recruit army defectors).

Moreover, military operations cannot be micro-managed with a "1000-mile screwdriver". And a more limited "monitor and sweep" concept would have led to a longer and messier conflict in Libya, which probably would have produced more civilian casualties. These arguments all have force, but the US, Britain and France resoundingly rebuffed them in the Security Council. Maybe not all of the BRICS are to be believed when they say that more common ground could have been achieved had a better process been followed. But the Western powers' dismissiveness during the Libyan campaign did bruise them and those bruises will have to heal before any consensus can be expected on tough responses to

such situations in the future. The better news is that a way forward has opened up.

In November, Brazil circulated a paper arguing that the R2P concept needs to be supplemented by a new set of principles and procedures on the theme of "responsibility while protecting". Its two key proposals are a set of criteria to be taken into account before the council mandates any use of military force, and a monitoring-and-review mechanism to ensure that such mandates implementation is seriously debated.

Renewed consensus on how to implement R2P in hard cases may come too late to help in Syria. But the alternative to Security Council co-operation is a return to the bad old days of Rwanda, Srebrenica and Kosovo: either total inaction in the face of mass atrocity crimes or action outlawed by the UN Charter. Such an outcome would be heart-breaking.

PROFESSOR SYNDICATE

Garreth Evans, former Australian foreign minister and president emeritus of the International Crisis Group, is author of *The Responsibility to Protect: Ending Mass Atrocity Crimes Once and For All*

► Syrian govt agrees to talks with opposition in Moscow

Battles continue around Damascus

By Hao Zhou

Street battles raged on the doorstep of Damascus yesterday as Syrian government forces sought to consolidate their grip on the capital's outskirts, and Syrian authorities have reportedly agreed to hold informal talks with opposition figures in Moscow.

Activists and residents said Syrian troops now had control of Hamouriyeh, one of a cluster of districts, where they have used armored vehicles and artillery to beat back rebels who came as close as eight kilometers to the center of Damascus, according to Reuters.

"Street fighting has been raging since dawn," an activist

from the Saqba district told Reuters. "The sound of gunfire is everywhere."

The rebels said at least 15 people had been killed as they pulled back in Saqba and Kfar Batna.

Regime forces seem intent on wresting back complete control of Damascus suburbs.

The government soldiers have set up checkpoints at strategic intersections across the area in search of armed fighters or suspects wanted by security services, AFP reported.

A resident in downtown Damascus described to the Global Times a normal scene in the capital city. "People here are still confident in President Bashar al-Assad's regime," he

said, adding that some small-scale rallies were held in the capital yesterday showing support for the regime.

"Since the Arab League monitors were deployed to Syria a month ago, the regime had been refraining from fighting against the continuous harassment by the rebels and suffered a huge loss," a Damascus-based source, who declined to be named, told the Global Times.

"Neither the army nor Assad's government could put up with more defiance, which is why the regime forces started counter strikes on Thursday and rebels retreated rapidly from their positions in the suburb of Damascus," the source said.

The Arab League suspended its monitoring mission in Syria on Saturday due to worsening violence, and the regional bloc's chief Nabil Elaraby is expected to brief the UN Security Council on its peace plan to end the 11-month-old violence in Syria.

Russian Deputy Foreign Minister Gennady Gatilov said yesterday that Moscow would seek to avert a swift UN Security Council vote on a Western-Arab resolution on Syria and said the members of the Security Council should be given time "to study the recommendations and conclusions of the (Arab League) observer mission in detail," according to Reuters.

Meanwhile, Russia's foreign ministry yesterday said

in a statement that the Syrian authorities have agreed to have informal talks in Moscow with opposition representatives to resolve the current crisis.

"Our offer has already received a positive response from the Syrian authorities. We are expecting that the opposition will also give their assent in the next days and put the interests of the Syrian people before any other ideas," it said.

However, a senior member of the Syrian opposition council said separately that no invitation had been received from Moscow and that it would be refused anyway. Reuters reported yesterday.

Agencies contributed to this story